RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE 03

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Délibérations de l'Assemblée de Martinique ***07***

Séance du jeudi et vendredi 20 et 21 septembre 2018 08
Séance du mardi et mercredi 30 et 31 octobre 2018 11
Séance du mercredi et jeudi 28 et 29 novembre 2018 153

Arrêtés du Président de l'Assemblée ***742***

Autres ***745***

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 20 ET 21 SEPTEMBRE 2018

N° 18-389-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «CTCS (CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE ET DU SUCRE) - ITICAN : ITINÉRAIRE TECHNIQUE INNOVANT EN CULTURE DE CANNE À SUCRE ; INSTALLATION DE PLANTE DE SERVICE EN INTER-CULTURE (JACHÈRE) - RMAR160118DA0970021» 08

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 30 ET 31 OCTOBRE 2018

N° 18-396-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SAS FÉDÉRATION ENTERTAINMENT POUR LA PRODUCTION D'UNE SÉRIE POLICIÈRE DE FICTION INTITULÉE «TROPIQUES CRIMINELS» 11

N° 18-404-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT PARTIE LÉGISLATIVE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET SUR LE PROJET DE DÉCRET n°2018-XX DU XX 2018 PORTANT PARTIE RÈGLEMENTAIRE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE 13

N° 18-405-1 – PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2018-769 DU 30 AOÛT 2018 PORTANT RÉVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, ET DANS LES COLLECTIVITÉS DE SAINT-BARTHÉLEMY, SAINT-MARTIN ET SAINT - PIERRE-ET-MIQUELON 15

N° 18-407-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2006-649 DU 2 JUIN 2006 MODIFIÉ RELATIF AUX TRAVAUX MINIERS, AUX TRAVAUX DE STOCKAGE SOUTERRAIN, ET À LA POLICE DES MINES ET DES STOCKAGES SOUTERRAINS & SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 14 OCTOBRE 2016 RELATIF AUX TRAVAUX DE RECHERCHES PAR FORAGE ET D'EXPLOITATION PAR PUITS DE SUBSTANCES MINIÈRES 17

N° 18-408-1 – PORTANT PROJET DE PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT 3 DE LA MARTINIQUE 2017-2021 19

N° 18-417-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS DE LA MARTINIQUE (UDACM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITES AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 21

N° 18-418-1 – PORTANT AVENANTS AUX TEXTES FONDATEURS DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE 23

N° 18-419-1 – PORTANT COMPOSITION DE L'OBSERVATOIRE MARTINIQUAIS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE 49

N° 18-422-1 – PORTANT CRÉATION D'UNE REVUE DE PROTECTION DE L'ENFANCE 55

N° 18-424-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION MARTINIQUE ACCESS'ILE POUR LA RÉALISATION D'UN FILM PROMOTIONNEL ET L'ÉDITION D'UN GUIDE RECENSANT LES OFFRES DE LOISIRS ET DE TOURISME ACCESSIBLES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET À BESOINS SPÉCIFIQUES EN MARTINIQUE 57

N° 18-425-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS- EXERCICE 2018 59

N° 18-430-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ÉCO MOBIL POUR L'ORGANISATION DE SON ACTION «REPAIR CAFÉ» 61

N° 18-432-1 – PORTANT NOUVELLE CONVENTION FINANCIÈRE PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FINANCEMENT DU SUIVI ANIMATION MOUS RHI NORD PLAGE À MACOUBA 63

N° 18-445-1 – PORTANT REMISE DE PÉNALITÉS À L'ENTREPRISE 3T DANS LE CADRE DU MARCHÉ DE TRAVAUX DE RÉTABLISSEMENT DE LA RD1 AU PR15+800 AU LIEU-DIT LA CARRIERE SIS FOND SAINT-DENIS LOT 1-TERRASSEMENT 65

N° 18-450-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 67

N° 18-452-1 – PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE- QUARTIER CLUNY- RUE GASTON DEFFERRE À FORT-DE-FRANCE: AMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE D'ACCÈS ET CRÉATION DE PLACES DE STATIONNEMENT DEVANT L'HÔTEL DE LA CTM-RÉGULARISATIONS FONCIÈRES DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BP : N° 446 & 447 ISSUES DE LA PARCELLE MÈRE ANCIENNEMENT CADASTRÉE BP 74- PROPRIÉTÉ DES CONSORTS 69

N° 18-453-1 – PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE- RN1 - MISE À 2 X 2 VOIES + VOIES TCSP SECTION MANSARDE/ MATERNITÉ AU ROBERT 71

N° 18-454-1 – PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE - AMÉNAGEMENT DE LA RN2 DANS LA TRAVERSÉE DU BOURG DU CARBET - RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION B N°350, ISSUE DE LA PARCELLE ANCIENNEMENT CADASTRÉE B 150 PROPRIÉTÉ DE MADAME 73

N° 18-455-1 – PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE - RN2- GIRATOIRE DE L'ANSE GOURAUD À SCHOELCHER RÉGULARISATION DE L'EMPIÉTEMENT DU GIRATOIRE DE L'ANSE GOURAUD PROCÉDURE D'ÉCHANGE DE PARCELLE ENTRE DES PARCELLES PRIVÉES DE LA SCCV ANSE KALYSTA ET UN DÉLAISSÉ DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER 75

N° 18-457-1 – PORTANT CESSION FONCIÈRE DE LA PARCELLE C N°1146 SISE CARREFOUR MANSARDE SUR LA RN1 AU ROBERT 77

N° 18-458-1 – PORTANT FORMALITES DE PUBLICATION DU TRANSFERT DE BIENS IMMOBILIERS DU DÉPARTEMENT ET DE LA RÉGION DE MARTINIQUE A LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 79

N° 18-461-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SA EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE AMÉLIORATION DE L'EXPLOITABILITÉ DES PARCELLES PLANTATION DE CANNES À SUCRE (34,87 HA) ACQUISITION DE MATÉRIEL (2017) RMAR040117DA0970002 » 81

N° 18-461-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SA EXPLOITATION AGRICOLE PETIT MORNE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANES SUR 26,01 HA EN 2018 - RMAR040118DA0970056 » 84

N° 18-461-3 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « - CRÉATION D'UNE ENTREPRISE AGRICOLE PRATIQUANT DES CULTURES MARAICHÈRES HORS-SOL (JA) - RMAR040118DA0970004» 87

N° 18-461-4 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « GFA JO & COMODERNISATION DE L'EXPLOITATION BOVINE GFA JO & CO EN 2015 - RMAR040116DA0970053 » 90

N° 18-461-5 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL YODI- DÉVELOPPEMENT D'UNE GAMME DE PRODUITS: SOUPES TRADITIONNELLES ET SAUCES - RMAR040218DA0970006 » 93

N° 18-461-6 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «CTCS MARTINIQUE - ÉVALUATION DE NOUVELLES VARIÉTÉS DE CANNE À SUCRE INTRODUITES EN MARTINIQUE RMAR160218DA0970009» 96

N° 18-461-7 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL HABITATION ASSIER - IRRIGATION, RETENUE COLLINAIRE, TRACES, MÉCANISATION DE LA GESTION DES SURFACES ENHERBÉES 2015 - RMAR040116DA0970118 » 99

N° 18-461-8 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE - IRRIGATION GOUTTE À GOUTTES (40HA), INSTALLATION DE 3 HÉLIOSECS - RMAR040116DA0970175 » 102

N° 18-461-9 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «FÉDÉRATION RÉGIONALE DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES (FREDON) DE LA MARTINIQUE - APICULTURE, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT: ASSOCIER L'ARBORICULTURE FRUITIÈRE ET L'APICULTURE POUR UNE GESTION AGROÉCOLOGIQUE ET INNOVANTE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION - RMAR160118DA0970020 » 105

N° 18-461-10 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - DEMANDE D'ASSISTANCE TECHNIQUE CTM 2017-2018 - N°OSIRIS: RMAR200118CT0970001» 108

N° 18-461-11 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL PLANTATION SAINT-ETIENNE - PLANTATION DE CANNES (20,44 HA RAMENÉS À 13,84 HA) ET DE BANANES (1,88 HA), TRAVAUX D'AMÉLIORATION FONCIÈRE ET MODERNISATION D'ÉQUIPEMENT EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970232 » 111

N° 18-461-12 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL AGRI CANNE (EX LE LAREINTY SA) - PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 69,63 HA (RAMENÉS À 59,16 HA) ET INVESTISSEMENTS (2016) - RMAR040116DA0970269 » 114

N° 18-461-13 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL HABITATION TRIANON - RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR D'UN HANGAR DE CONDITIONNEMENT DE BANANES -- RMAR040118DA0970010 » 117

N° 18-461-14 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL TI FONDS - RETENUE: CRÉATION D'UNE RÉSERVE D'EAU - 2016 - RMAR040116DA0970165» 120

N° 18-461-15 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HABITATION PECOUL - PLANTATION DE CANNE (7,78 HA) ET BANANE (23,32 HA) ET ACQUISITIONS AGRICOLES - LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO (6,42 HA) EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970238 » 123

N° 18-461-16 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL AGRI CANNE - RÉALISATION DE TRACES SUR 1500 MÈTRES LINÉAIRES - RMAR040116DA0970077» 126

N° 18-461-17 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL AGRI CANNE - PLANTATION DE CANNE À SUCRE 2015 (92 HA) RMAR040116DA0970068» 129

N° 18-462-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE - MQ0016055 AU TITRE DE L'OPÉRATION « EXTENSION DU CAMPING MUNICIPAL» 132

N° 18-466-1 – RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR LES «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR» (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION «MÉTAMORPHOSE DE LA RUE VICTOR HUGO» ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT) 135

N° 18-467-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU SAINT-ESPRIT POUR DES TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE MISE EN PLACE DE POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE AU TITRE D'OPÉRATION D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT) 137

N° 18-472-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES DE PROGRAMMATION ET DE CONCEPTION, POUR L'AMÉNAGEMENT ET L'ÉQUIPEMENT DE L'ESPACE D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE (EAT) DE LA ZONE TOURISTIQUE LA CHERRY O'MULLANE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU DIAMANT 139

N° 18-476-1 – PORTANT INSTAURATION D'UNE INDEMNITÉ POUR OCCUPATION IRRÉGULIÈRE DANS LES PORTS DE PÊCHE RELEVANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 141

N° 18-478-1 – PORTANT VERSEMENT D'UN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES POUR UN PLANTEUR 143

N° 18-481-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB BOULISTE DE SAINT PIERRE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018 145

N° 18-484-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018 147

N° 18-484-2 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS 149

N° 18-484-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017-2018 DE SON FILS 151

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 28 ET 29 NOVEMBRE 2018

N° 18-489-1 – PRENANT ACTE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2019 DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE 153

N° 18-490-1 – PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018 198

N° 18-491-1 – PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION EN DÉFENSE DU POLE UNIVERSITAIRE MARTINIQUE 553

N° 18-492-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 60% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 966 639,76 € CONSTITUE DE DEUX LIGNES DE PRÊT ET DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 45 LOGEMENTS SOCIAUX LLS - RÉSIDENCE CANAMELLE ZAC AVENIR 1 AU SAINT-ESPRIT 555

N° 18-493-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 953 590,90 € CONSTITUÉ DE QUATRE LIGNES DE PRÊT ET DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 29 LLS ET 10 LLTS - RÉSIDENCE LES LILAS DE JAMBETTE - RD 14 À SAINT-JOSEPH 586

N° 18-494-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 60% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 169 934,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX (LLS) ET 20 LOGEMENTS (LLTS) EN VEFA «SEGUINEAU 2» AU LORRAIN 617

N° 18-495-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SCEA LA FERME DES ÉTANGS - PROJET DE GÎTE RURAL EN AGRITOURISME AVEC LA CONSTRUCTION DE 2 BUNGALOWS SUR UNE EXPLOITATION AGRICOLE - RMAR060418CT0970016 » 647

N° 18-495-2 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT DU PROJET BANANE DURABLE PEL POUR UNE PRODUCTION ÉCOLOGIQUEMENT INTENSIVE DURÉE 3 ANSPLAN BANANE DURABLE 2 MARTINIQUE, PORTE PAR L'UGPBAN RMAR160118DA0970022, LE CIRAD RMAR160118DA0970023 ET L'IT2 RMAR160118DA0970024 650

N° 18-495-3 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL BAGATELLE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANES SUR 29,65 HECTARES EN 2018 (RAMENÉS À 20,84 HA) - RMAR040118DA0970027» 653

N° 18-495-4 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL PARNASSE - MODERNISATION DU MATÉRIEL DE PRODUCTION ET ACHAT D'UNE COUPEUSE DE CANNE À SUCRE (2017) - RMAR040117DA0970062 » 656

N° 18-495-5 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL TI-FONDS - PLANTATION (20 HA RAMENÉS À 7,75 HA) - DRAINAGE- MÉCANISATION DE LA COUPE 2016 - RMAR040116DA0970213» 659

N° 18-495-6 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL LA RICHARD - PLANTATION DE VITROPLANTS, TRACES, AMÉNAGEMENT DE HANGAR, IRRIGATION RMAR040118DA0970011» 662

N° 18-495-7 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL LA FERME CRÈVE CŒUR - CRÉATION D'UNE EXPLOITATION EN ÉLEVAGE DE POULETS, PÉPINIÈRE HORTICOLE ET MARAICHERS DE PLEIN CHAMP (JA) - RMAR040117DA0970125 » 665

N° 18-495-8 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL EXPLOITATION PLAINE DU GALION - MÉCANISATION 2016 - RMAR040116DA0970246» 668

N° 18-495-9 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SAS BAMARYL - PLANTATION DE BANANES (20,74 HA RAMENÉS À 19,16 HA) ET DE CANNES (6,84 HA RAMENÉS À 1,63 HA), ACQUISITION D'UN TRACTEUR, CRÉATION DE TRACES ET DRAINAGE DE PARCELLES POUR L'EXPLOITATION BAMARYL EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970224 » 671

N° 18-496-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À FIB & CO SAS - AU TITRE DE L'OPÉRATION «CENTRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR LA VALORISATION DE LA FIBRE DE BANANIER - MQ0006150» 674

N° 18-497-1 – PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION N°2017-8.1.2 - MQ0014333 ATTRIBUTIVE D'UNE AIDE EUROPÉENNE À «COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - ATOUT INCLUSION» 677

N° 18-498-1 – PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 2, 3 ET 4 DE LA DELIBERATION N° CP/392-14 DU 28 MAI 2014 PORTANT AUTORISATION D'ACQUISITION D'EMPRISE SUR DES PARCELLES PROPRIETES DES CONSORTS DANS LE CADRE DE LA PREMIERE TRANCHE DE TRAVAUX - ACQUISITIONS D'UNE PARCELLE DE TERRE, PROPRIETE DES CONSORTS , DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT D'UN CANAL - TRAVAUX DE LA MODERNISATION DE LA RD 15 AU LAMENTIN 681

N° 18-499-1 – PORTANT ADOPTION DES DISPOSITIFS FINANCIERS D'ACTION SOCIALE FACULTATIVE ET OBLIGATOIRE EN FAVEUR DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE 684

N° 18-500-1 – PORTANT FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2018 DU CARBET DES SCIENCES 706

N° 18-501-1 – PORTANT ADOPTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LA MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES, RELATIVE À L'ORGANISATION DES FORMATIONS EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE CONDUISANT À LA DÉLIVRANCE DU GRADE MASTER 1 AUX ÉTUDIANTS EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE 708

N° 18-502-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE VISANT À FAVORISER L'INNOVATION TECHNIQUE ET ARCHITECTURALE 710

N° 18-503-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2007-1665 DU 26 NOVEMBRE 2007 RELATIF À L'ORGANISATION DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS ET LE DÉCRET N° 97-1195 DU 24 DÉCEMBRE 1997 PRIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DU DÉCRET N°97-34 DU 15 JANVIER 1997 RELATIF À LA DÉCONCENTRATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES 712

N° 18-504-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2014-846 DU 28 JUILLET 2014 RELATIF AUX MISSIONS D'APPUI TECHNIQUE DE BASSIN 714

N° 18-505-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU CONTENTIEUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE L'AIDE SOCIALE 716

N° 18-506-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 26 JUIN AU 8 NOVEMBRE 2018 718

N° 18-507-1 – PORTANT ACCORD POUR SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE TERRITOIRE SUR LE NORD CARAIBE 720

N° 18-508-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL CONCERNANT L'OPÉRATION «MARTINIQUE TRÈS HAUT DÉBIT» 722

N° 18-509-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS CADRES 724

N° 18-510-1 – PORTANT LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU SCHÉMA TERRITORIAL DE LA MOBILITÉ ET DES TRANSPORTS 726

N° 18-511-1 – PORTANT PARTICIPATION À LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE PRÉALABLE À LA RESTAURATION ET À LA VALORISATION DU FORT DE L'ILET À RAMIERS PAR LE CONSERVATOIRE DU LITIORAL 728

N° 18-512-1 – PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION DE SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE LA YOLE DE MARTINIQUE AU PATRIMOINE CULTUREL ET IMMATÉRIEL DE L'UNESCO 730

N° 18-513-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-63-3 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CAMPUS PERFORMANCE MARTINIQUE DEVENU L'INSTITUT MARTINIQUAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (IMFPA) 732

N° 18-513-2 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-8 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIÈRE ET RHUMIÈRE DE LA MARTINIQUE (SAEM PSRM) LE GALION 734

N° 18-513-3 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-7 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE LA MARTINIQUE (SEMAM) 736

N° 18-513-4 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-17 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE L'INSTITUT MARTINIQUAIS DU SPORT (IMS) 738

N° 18-514-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 3 ET 4 AVRIL 2018 740

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 11 -PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'HABITAT ET DE L'HÉBERGEMENT (CDHH) 743

AUTRES

ARRÊTÉ N° 01 (CPIOF) – PORTANT NOMINATION DE MADAME VIVIANE CAPGRAS EN QUALITÉ DE DIRECTRICE DE LA RÉGIE AUTONOME ET FINANCIERE DÉNOMMÉE CENTRE DE PLANIFICATION D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF) 746

DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180921-18-389-2-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-389-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « CTCS (CENTRE TECHNIQUE DE LA CANNE ET DU SUCRE) – ITICAN : ITINÉRAIRE TECHNIQUE INNOVANT EN CULTURE DE CANNE À SUCRE ; INSTALLATION DE PLANTE DE SERVICE EN INTER-CULTURE (JACHÈRE) – RMAR160118DA0970021 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt et un septembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Michelle BONNAIRE (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural(FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés pour les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 3 septembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission conjointe développement économique et tourisme et finances, programmation budgétaire et fiscalité le 11 septembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation, élevage le 17 septembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 18 septembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de cent quarante-deux mille huit cent un euros deux centimes (142 801,02 €), soit 84,35 % du coût total éligible de l'opération de 169 929,86 €, est attribuée à « CTCS (Centre Technique de la Canne et du Sucre) – ITICan : Itinéraire technique innovant en culture de canne à sucre ; Installation de plante de service en inter-culture (jachère) – RMAR160118DA0970021. »

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 septembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-396-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-396-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE À LA SAS FÉDÉRATION ENTERTAINMENT POUR LA PRODUCTION D'UNE SÉRIE POLICIÈRE DE FICTION INTITULÉE « TROPIQUES CRIMINELS »

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Mme Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 26 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au cofinancement à hauteur de six cent mille euros (600 000 €), de la production d'une série policière de fiction intitulée provisoirement « Tropiques criminels », par la SAS Fédération Entertainment.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire selon les conditions précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-404-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-404-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT PARTIE LÉGISLATIVE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
ET
SUR LE PROJET DE DÉCRET N°2018-XX DU XX 2018 PORTANT PARTIE RÈGLEMENTAIRE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique (CESECEM) le 19 septembre 2018;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 24 octobre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipements et réseaux numérique le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable assorti de réserves sur le projet de code de la commande publique.
L'Assemblée de Martinique précise, que le rassemblement des multiples textes relatifs à la commande publique au sein d'un code, est de nature à favoriser l'accès au droit de la commande publique.
L'Assemblée insiste également sur la particularité centrale de la commande publique en matière de développement économique. Elle attire l'attention, sur le caractère « vivant » de ce droit, et la nécessité de permettre aux acteurs de la commande publique de s'adapter aux différentes normes applicables au sein de l'Union Européenne.
L'Assemblée souhaite que le code prenne en compte les dispositions spécifiques prévues à l'article 73 par la loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique afin de « *favoriser à moyen terme l'émergence de nouveaux opérateurs locaux susceptibles d'exercer pleinement leur libre accès à la commande publique, dans les collectivités régies par les articles 73 de la Constitution*» (...) et « *réserver jusqu'à un tiers de leurs marchés aux petites et moyennes entreprises locales, au sens de l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.* ».
Elle insiste sur la nécessité de mettre en œuvre et d'évaluer les normes avant de les modifier voire de les supprimer.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-405-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-405-1

PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N° 2018-769 DU 30 AOÛT 2018 PORTANT RÉVALORISATION DU REVENU DE SOLIDARITÉ EN GUADELOUPE, EN GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, ET DANS LES COLLECTIVITÉS DE SAINT-BARTHÉLEMY, SAINT-MARTIN ET SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique (CESECEM) le 19 septembre 2018;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire du jeudi 18 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 24 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution au Journal Officiel de la République Française (JORF) du 1er septembre 2018, du décret n° 2018-769 du 30 août 2018 portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-407-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-407-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N° 2006-649 DU 2 JUIN 2006 MODIFIÉ RELATIF AUX TRAVAUX MINIERS, AUX TRAVAUX DE STOCKAGE SOUTERRAIN, ET À LA POLICE DES MINES ET DES STOCKAGES SOUTERRAINS
&
SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 14 OCTOBRE 2016 RELATIF AUX TRAVAUX DE RECHERCHES PAR FORAGE ET D'EXPLOITATION PAR PUITS DE SUBSTANCES MINIÈRES

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique (CESECEM), le 19 septembre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologies, le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes, le 24 octobre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Française (JORF) du 12 octobre 2018 :

- du décret n° 2018-878 du 11 octobre 2018 modifiant le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
- et de l'arrêté du 11 octobre 2018 modifiant l'arrêté du 14 octobre 2016 relatif aux travaux de recherches par forage et d'exploitation par puits de substances minières.

Les membres de l'Assemblée observent cependant que, comparativement au décret n° 2018-62 du 2 février 2018 portant application de l'article L. 611-33 du code minier conférant certaines compétences aux régions et in extenso à la Collectivité Territoriale de Martinique en matière minière, le décret du 11 octobre 2018 confère au Préfet un important pouvoir en matière de police des mines et de stockage. Se pose alors la question de la superposition, de l'articulation et de la hiérarchisation des textes. Les membres de l'Assemblée souhaitent que la portée du décret du 2 février 2018 ne soit pas édulcorée, au prétexte d'une rectification d'une erreur matérielle et d'un aménagement relatif à une question de délai.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-408-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-408-1

PORTANT PROJET DE PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT 3 DE LA MARTINIQUE 2017 - 2021

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités. ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du projet de plan régional santé environnement 3 de la Martinique 2017 – 2021.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-417-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-417-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS DE LA MARTINIQUE (UDACM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITES AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap, le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois mille euros (3 000 €) à l'Union Départementale des Associations de Combattants de la Martinique (UDACM) pour la réalisation de son programme d'activités au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédit de paiement (CP) 2018, et versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier du programme d'actions – Année 2017 - datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-418-1-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-418-1

PORTANT AVENANTS AUX TEXTES FONDATEURS DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;
Vu le décret n° 2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 18 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le changement de dénomination de l'«Observatoire départemental de la protection de l'enfance » par la dénomination « Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance ».

ARTICLE 2 : Est autorisée l'élaboration d'avenants au protocole portant création de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance et à sa charte de fonctionnement.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer les avenants mentionnés à l'article 2, ainsi que tout acte et document y afférent.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

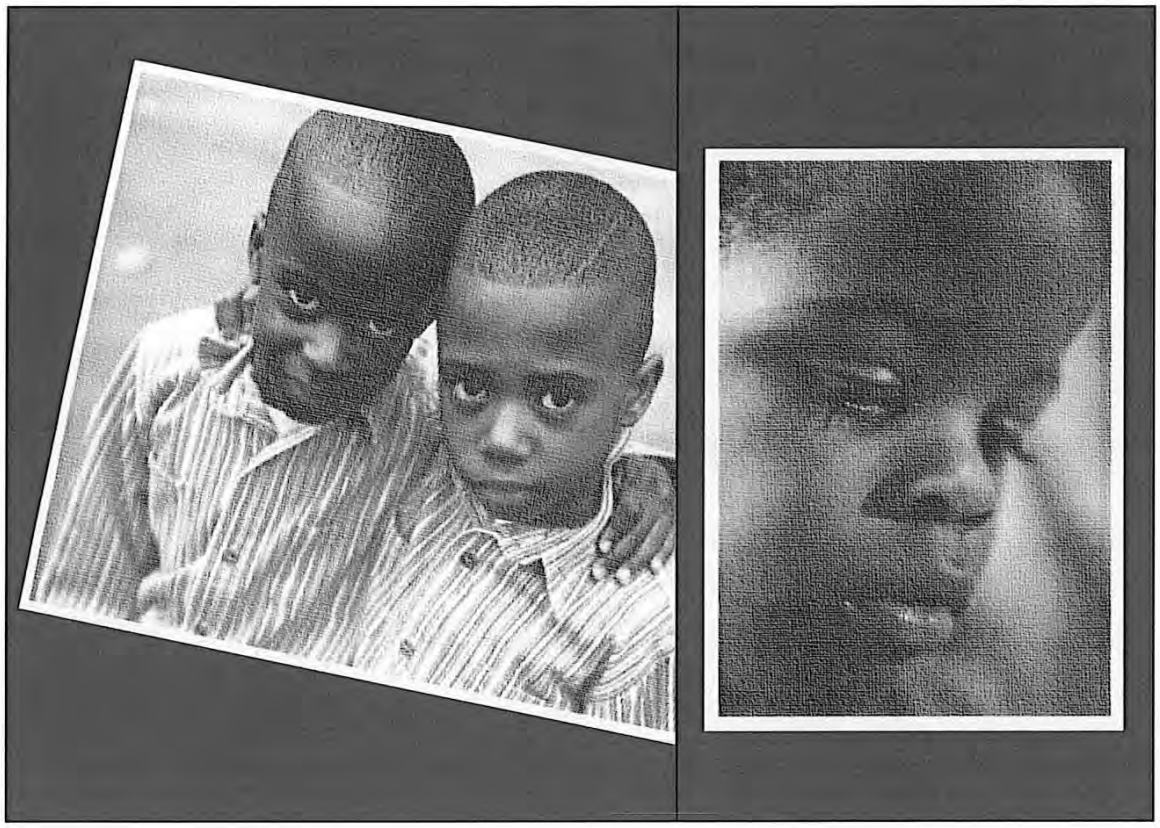
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE



- Charte de fonctionnement de l'Observatoire de la protection de l'enfance-

XX/XX/2018

Avenant n° 1

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique
Le préfet de Martinique
Le recteur de l'académie de Martinique
Le directeur de l'agence régionale de santé
Le directeur de la caisse d'allocations familiales
Le président du tribunal de grande instance
Le procureur de la République
Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse
Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique
Le directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy
Le président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique
Le directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap
Le bâtonnier du barreau de Fort-de-France
Le président de l'union régionale des associations du secteur social
Le président de l'union départementale des associations familiales
Le président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance
Le président de l'association Espérance patronage Saint Louis
Le président de l'association La Ruche
Le président de l'association AMSEA 97
Le président de l'association La Sainte Famille
Le président de l'association Oasis
Le président de l'association C TA VIE
Le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants
Le président de l'association LA MYRIAM
L'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées
Le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique
Le président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative
Le président de l'association Cœur d'enfants
Le président de l'association Les enfants d'abord
Le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux
Le président de l'association Fanmi Kréyol
Le président de l'union des parents d'élèves de Martinique
Le président de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique
Le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique
Le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique
Le président du réseau santé Périnat Matnik
Le président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or
Le directeur du centre national de la fonction publique territoriale

1

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Vu la loi n°2007-293 du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique
Vu la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant
Vu le décret n°2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE)
Vu le décret n° 2016-1639 du 30 novembre 2016 relatif à la commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen de la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance prévue à l'article L.223-1 du code de l'action sociale et des familles
Vu le décret n° 2016-1966 du 28 décembre 2016 organisant la transmission d'informations sous forme anonyme aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance et à l'Observatoire national de la protection de l'enfance
Vu le protocole portant création de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance (modifié par l'avenant n° 1 du XX XX 2018)

CONFORMEMENT A LA CHARTE DE FONCTIONNEMENT DU 19 FEVRIER 2013 DECIDANT D'UN POSSIBLE REAJUSTEMENT DU CONTENU, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2

- Les mots « charte de fonctionnement » sont remplacés par les mots « charte de fonctionnement (modifiée par l'avenant n° 1 du XX XX 2018) ».

- La partie « PREAMBULE » devient la partie « PREAMBULE » ainsi rédigée :

« Vu la loi n°2007-293 du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique
Vu la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant
Vu le décret n°2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE)
Vu le décret n° 2016-1639 du 30 novembre 2016 relatif à la commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen de la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance prévue à l'article L.223-1 du code de l'action sociale et des familles
Vu le décret n° 2016-1966 du 28 décembre 2016 organisant la transmission d'informations sous forme anonyme aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance et à l'Observatoire national de la protection de l'enfance
Vu le protocole portant création de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance (modifié par l'avenant n° 1 du XX XX 2018)

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Il est instauré un Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance. Cet observatoire tient une place stratégique dans la définition et le suivi des politiques territoriales de protection de l'enfance.

L'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance pourra être désigné par le sigle « OMPE » dans le texte qui suit. »

Article 1

Objectif de l'Observatoire

L'article 1 « Objectif de l'observatoire » devient l'article 1 « Objectifs de l'Observatoire » ainsi rédigé :

« L'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance a pour objectifs :

- de recueillir, examiner et analyser les données relatives à la protection de l'enfance sur le territoire, notamment les données établies dans le cadre du dispositif d'observation longitudinale, individuelle et nationale en protection de l'enfance (OLINPE)
- d'être informé de toute évaluation des services et établissements intervenant dans le domaine de la protection de l'enfance
- de suivre la mise en œuvre du schéma territorial de la protection de l'enfance
- de formuler des propositions et avis sur la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance sur le territoire
- de réaliser un bilan annuel des formations continues délivrées sur le territoire et d'élaborer un programme pluriannuel des besoins en formation de tous les professionnels concourant sur le territoire à la protection de l'enfance

L'Observatoire établit également des statistiques qui sont portées à la connaissance des élus de la collectivité territoriale de Martinique et transmises aux représentants de l'Etat et de l'Autorité judiciaire.

Le champ d'observation recouvre tous les volets de la politique territoriale menée en faveur des enfants, des parents et plus largement des familles, quels que soient les acteurs concernés (éducatif, social, psychologique, médical, ...) »

3

Article 2

Objet de la charte

Les mots « observatoire départemental » sont remplacés par les mots « OMPE ».

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Articles 3

Les partenaires

L'article 3 intitulé « les partenaires » devient l'« Article 3 : la composition pluri-institutionnelle de l'Observatoire ». Il est désormais rédigé comme suit :

« L'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance est placé sous l'autorité du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique.
Sa composition pluri-institutionnelle est encadrée par le décret n°2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE). Elle est arrêtée par le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique et décidée au regard des cinq missions inscrites dans l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles.

Elle permet une représentation des acteurs institutionnels et associatifs mettant en œuvre la politique de protection de l'enfance sur le territoire de la Martinique, ou y concourant.

L'OMPE est composé : 4

- *De représentants de l'Etat sur le territoire :*
  - Le préfet ou son représentant, qui peut être notamment le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Martinique
  - Le recteur de l'académie de Martinique ou son représentant
  - Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant
  - Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant
  - Le commandant de la gendarmerie de Martinique ou son représentant
- *De représentants de la collectivité territoriale de Martinique :*
  - Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique ou son représentant
  - Les directions mettant en œuvre la protection de l'enfance ou y concourant, notamment la direction de la prévention et protection enfance et famille, la direction de l'action et prévention sanitaire, la direction de l'action sociale, la direction de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux
- Du directeur de l'agence régionale de santé ou son représentant
- De deux magistrats du siège, dont un juge des enfants, désignés par le président du tribunal de grande instance
- D'un magistrat du parquet désigné par le procureur de la République
- Du directeur de la caisse d'allocations familiales ou son représentant

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- Du directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap ou son représentant
- D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier
- *De représentants d'associations concourant à la protection de l'enfance, notamment des gestionnaires d'établissements et services :*
  - Le président de l'association Espérance patronage Saint Louis ou son représentant
  - Le président de l'association La Ruche ou son représentant
  - Le président de l'association AMSEA 97 ou son représentant
  - Le président de l'association La Sainte Famille ou son représentant
  - Le président de l'association Oasis ou son représentant
  - Le président de l'association C TA VIE ou son représentant
  - Le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants ou son représentant
  - Le président de l'association LA MYRIAM ou son représentant
  - L'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées ou son représentant
  - Le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique ou son représentant
  - Le président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative ou son représentant
  - Le président de l'association Cœur d'enfants ou son représentant
  - Le président de l'association Les enfants d'abord ou son représentant
  - Le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux ou son représentant
  - Le président de l'association Fanmi Kréyol
- *De représentants d'associations représentantes de parents d'élèves :*
  - Le président de l'union des parents d'élèves de Martinique ou son représentant
  - Le président de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique ou son représentant
  - Le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique ou son représentant
  - Le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique ou son représentant
- Du président de l'union régionale des associations du secteur social ou son représentant
- Du président de l'union départementale des associations familiales ou son représentant
- Du président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance ou son représentant
- Du directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy ou son représentant
- Du directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique ou son représentant
- Du président du réseau santé Périnat Matnik ou son représentant

5

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- Du président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique ou son représentant
- Du président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or ou son représentant
- Du directeur du centre national de la fonction publique territoriale ou son représentant

En fonction des ressources et des projets de territoire, d'autres acteurs institutionnels et associatifs, ainsi que des personnes qualifiées, peuvent être membres de l'Observatoire.

En tant que de besoin, l'OMPE associe à ses travaux tout organisme ou personne qu'il estime utile. »

Article 4

Les instances

L'article 4.1 devient l'article 4.1 ainsi rédigé :

« Le comité stratégique se réunit au moins deux fois par an.

Il a pour missions de :

- définir les axes de travail de l'OMPE
- valider la programmation annuelle des travaux
- suivre la mise en œuvre des travaux

6

Composition

Il est composé :

- *De représentants de l'Etat sur le territoire :*
  - Le préfet ou son représentant, qui peut être notamment le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Martinique
  - Le recteur de l'académie de Martinique ou son représentant
  - Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant
  - Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant
  - Le commandant de la gendarmerie de Martinique ou son représentant
- *De représentants de la collectivité territoriale de Martinique :*
  - Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique ou son représentant
  - Le directeur général adjoint – Solidarités ou son représentant
  - Le directeur de la prévention et protection enfance et famille ou son représentant
  - Le directeur de l'action et prévention sanitaire ou son représentant
  - Le directeur de l'action sociale ou son représentant

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- Le directeur de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux ou son représentant

- Du directeur de l'agence régionale de santé ou son représentant
- Du président du tribunal de grande instance ou son représentant
- Du procureur de la République ou son représentant
- Du directeur de la caisse d'allocations familiales ou son représentant
- Du directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap ou son représentant
- D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier
- Du président de l'union régionale des associations du secteur social ou son représentant
- Du président d'une association administrateur ad hoc ou son représentant
- Du président d'une association d'assistants familiaux ou son représentant
- Du président de l'union départementale des associations familiales ou son représentant
- Du président de l'association de parents d'élèves la plus représentative ou son représentant
- Du directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy ou son représentant
- Du directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique ou son représentant
- Du président du réseau santé Périnat Matnik ou son représentant
- Du président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique ou son représentant
- Du président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or ou son représentant
- Du directeur du centre national de la fonction publique territoriale ou son représentant

7

Les associations administrateurs ad hoc se concerteront pour désigner un représentant. A défaut, un tirage au sort sera effectué pour déterminer le représentant siégeant la première année au comité stratégique. Une rotation sera ensuite organisée, chaque année, si les associations sont au nombre de deux. Si elles sont plus nombreuses, un nouveau tirage au sort sera effectué lors du dernier comité stratégique précédant une nouvelle année.
La représentation des associations d'assistants familiaux sera déterminée suivant la même procédure.

Dans l' « Article 4.2 Comité technique », les mots « Ces professionnels ont pour mission d'élaborer, de gérer et d'animer le dispositif opérationnel de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance » sont remplacés par les mots «Le comité technique a pour mission d'élaborer, de gérer et d'animer le dispositif opérationnel de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance, soit :

- recueillir les données quantitatives et qualitatives relatives à la protection de l'enfance sur le territoire
- analyser ces données
- renforcer la synergie entre les différents acteurs de la protection de l'enfance

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- faire remonter les thématiques ou problématiques prégnantes pouvant faire l'objet de travaux de recherches
- travailler à une lisibilité de la protection de l'enfance sur le territoire »

Les mots « C'est une équipe permanente composée de professionnels formés à la technique de l'analyse des données, ayant une très bonne connaissance du dispositif et des enjeux de la politique de protection de l'enfance ainsi que du contexte et des spécificités du département » sont remplacés par les mots « C'est une équipe permanente composée de professionnels formés à la technique de l'analyse des données, ayant une très bonne connaissance du dispositif et des enjeux de la politique de protection de l'enfance ainsi que du contexte et des spécificités du territoire ». Ces mots sont inscrits dans la sous-partie « composition ».

La sous-partie « composition » devient la sous-partie « composition » ainsi rédigée:

« **Composition**

C'est une équipe permanente composée de professionnels formés à la technique de l'analyse des données, ayant une très bonne connaissance du dispositif et des enjeux de la politique de protection de l'enfance ainsi que du contexte et des spécificités du territoire.

Le comité technique est composé : 8

- *De représentants de l'Etat sur le territoire :*
  - Un représentant de la préfecture
  - Un représentant de l'académie de Martinique
  - Un représentant de la direction territorial de la protection judiciaire de la jeunesse
  - Un représentant de la direction départementale de la sécurité publique
  - Un représentant de la gendarmerie de Martinique
- *De représentants de la Collectivité territoriale de Martinique :*
  - Un représentant de la direction de la prévention et protection enfance et famille
  - Un représentant de la direction de l'action et prévention sanitaire
  - Un représentant de la direction de l'action sociale
  - Un représentant de la direction de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux
  - Un représentant de la cellule de recueil des informations préoccupantes
- D'un représentant de l'agence régionale de santé
- De deux magistrats du siège, dont un juge des enfants, désignés par le président du tribunal de grande instance
- D'un magistrat du parquet désigné par le procureur de la République
- D'un représentant de la caisse d'allocations familiales
- D'un représentant de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap
- D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- *De représentants d'associations concourant à la protection de l'enfance, notamment des gestionnaires d'établissements et services :*
  - Un représentant de l'association Espérance patronage Saint Louis
  - Un représentant de l'association La Ruche
  - Un représentant de l'association AMSEA 97
  - Un représentant de l'association La Sainte Famille
  - Un représentant de l'association Oasis
  - Un représentant de l'association C TA VIE
  - Un représentant de l'association éducative près le tribunal pour enfants
  - Un représentant de l'association LA MYRIAM
  - Un représentant du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées
  - Un représentant de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique
  - Un représentant de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative
  - Un représentant de l'association Cœur d'enfants
  - Un représentant de l'association Les enfants d'abord
  - Un représentant de l'association martiniquaise des assistants familiaux
  - Un représentant de l'association Fanmi Kréyol

9

- *De représentants d'associations représentantes de parents d'élèves :*
  - Un représentant de l'union des parents d'élèves de Martinique
  - Un représentant de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique
  - Un représentant de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique
  - Un représentant de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique
- Un représentant de l'union départementale des associations familiales
- Un représentant du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance
- Un représentant du centre hospitalier Maurice Despinoy
- Un représentant du centre hospitalier universitaire de Martinique
- Un représentant du réseau santé Périnat Matnik
- Un représentant du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique
- Un représentant de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or
- Un représentant du centre national de la fonction publique territoriale

Article 5

Transmission des données à l'Observatoire départemental

L'article 5 est désormais intitulé comme suit : « Transmission des données à l'OMPE »

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Article 6

Transmission des données par l'Observatoire départemental

L'article 6 est désormais intitulé comme suit : « Transmission des données par l'OMPE»

A la fin de l'article, il est inséré un paragraphe ainsi rédigé : « L'Observatoire établit un recueil des statistiques de la protection de l'enfance au moins une fois par an. Ces statistiques sont portées à la connaissance des élus de la collectivité territoriale de Martinique et transmises aux représentants de l'Etat et de l'autorité judiciaire.
Il établit une analyse des statistiques regroupées émanant des différents partenaires (bilan) une fois tous les deux ans. Cette analyse est réalisée en commun avec l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance participant à l'observation. »

Article 7

Indicateurs et sources de l'Observatoire départemental

L'article 7 est désormais intitulé comme suit : « Indicateurs et sources de l'OMPE»

10

Dans « Les indicateurs relatifs à l'enfance en danger », les mots « cellule départementale » sont remplacés par les mots « cellule territoriale de recueil des informations préoccupantes ».

Dans « Les indicateurs relatifs aux capacités d'accueil des établissements d'enfants et d'adolescents », les mots « accueillis à l'extérieur du département (ASE et PJJ)» sont remplacés par les mots « accueillis à l'extérieur du territoire (ASE et PJJ)».
Dans « les indicateurs relatifs à la prévention », les mots « le service de PMI » sont remplacés par les mots « la Direction de l'Action et Prévention Sanitaire de la CTM» ; les mots « service social du département » sont remplacés par les mots « Direction de l'Action Sociale de la CTM».

Article 8

Engagements mutuels

Dans l'article 8, les points suivants sont supprimés :

- « respecter le circuit de transmission de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes faisant de la cellule départementale le pivot du dispositif de la protection de l'enfance »
- « garantir les retours d'information au signalant »

A Fort-de-France, le

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique	Le préfet de Martinique	Le recteur de l'académie de Martinique
Le directeur de l'agence régionale de santé	Le directeur de la caisse d'allocations familiales	Le président du tribunal de grande instance
Le procureur de la République	Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse	Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique
Le directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy	Le président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique	Le directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap

11

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le bâtonnier du barreau de Fort-de-France	Le président de l'union régionale des associations du secteur social	Le président de l'union départementale des associations familiales
Le président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance	Le président de l'association Espérance patronage Saint Louis	Le président de l'association La Ruche
Le président de l'association AMSEA 97	Le président de l'association La Sainte Famille	Le président de l'association Oasis
Le président de l'association C TA VIE	Le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants	Le président de l'association LA MYRIAM

12

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées	Le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique	Le Président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative
Le Président de l'association Cœur d'enfants	Le président de l'association Les enfants d'abord	Le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux
Le président de l'association Fanmi Kréyol	Le président de l'union des parents d'élèves de Martinique	Le président de la fédération des conseils de parents d'élèves- Martinique
Le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique	Le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre - Martinique	Le président du réseau Périnat Matnik

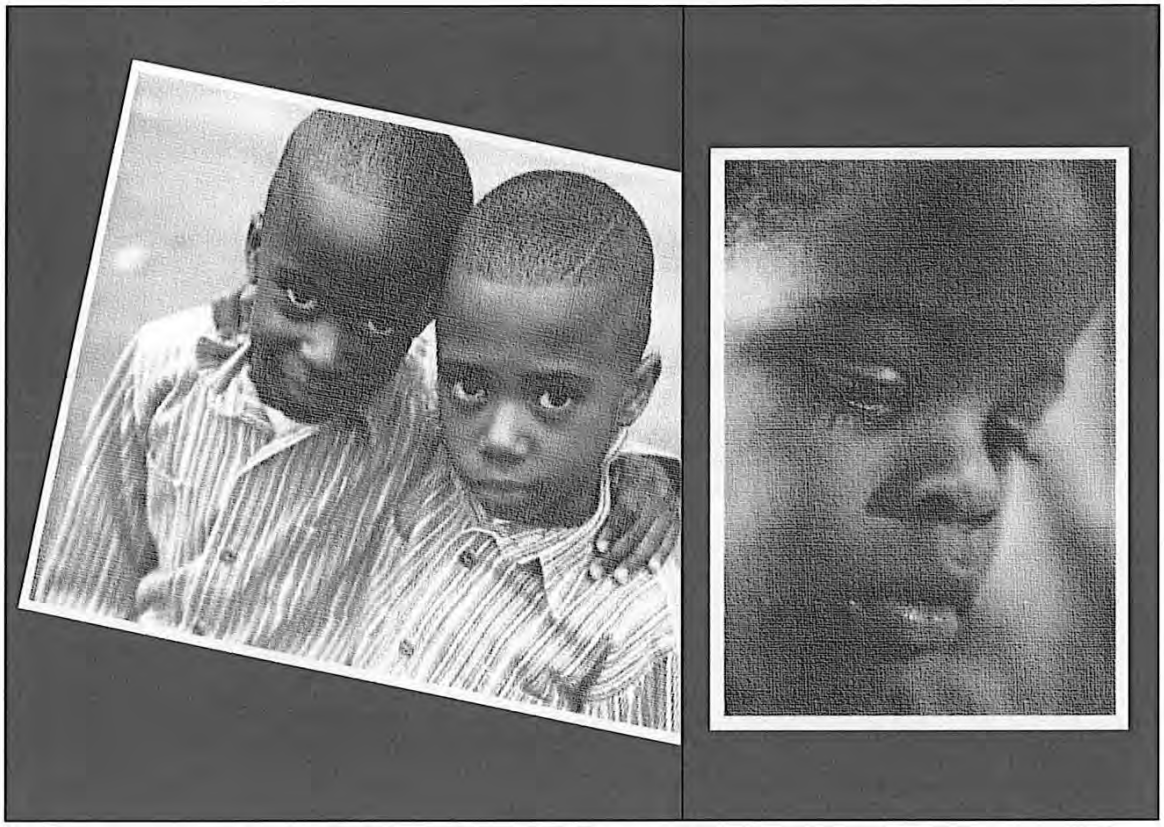
13

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or	Le directeur du centre national de la fonction publique territoriale	

14

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE



- Protocole portant création de l'observatoire de la protection de l'enfance-

XX XX 2018

Avenant n° 1

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique
Le préfet de Martinique
Le recteur de l'académie de Martinique
Le directeur de l'agence régionale de santé
Le directeur de la caisse d'allocations familiales
Le président du tribunal de grande instance
Le procureur de la République
Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse
Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique
Le directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy
Le président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique
Le directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap
Le bâtonnier du barreau de Fort-de-France
Le président de l'union régionale des associations du secteur social
Le président de l'union départementale des associations familiales
Le président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance
Le président de l'association Espérance patronage Saint Louis
Le président de l'association La Ruche
Le président de l'association AMSEA 97
Le président de l'association La Sainte Famille
Le président de l'association Oasis
Le président de l'association C TA VIE
Le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants
Le président de l'association LA MYRIAM
L'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées
Le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique
Le président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative
Le président de l'association Cœur d'enfants
Le président de l'association Les enfants d'abord
Le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux
Le président de l'association Fanmi Kréyol
Le président de l'union des parents d'élèves de Martinique
Le président de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique
Le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique
Le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique
Le président du réseau santé Périnat Matnik
Le président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or
Le directeur du centre national de la fonction publique territoriale

1

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Vu la loi n°2007-293 du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique
Vu la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant
Vu le décret n°2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE)
Vu le décret n° 2016-1639 du 30 novembre 2016 relatif à la commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen de la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance prévue à l'article L.223-1 du code de l'action sociale et des familles
Vu le décret n° 2016-1966 du 28 décembre 2016 organisant la transmission d'informations sous forme anonyme aux observatoires départementaux de la protection de l'enfance et à l'Observatoire national de la protection de l'enfance

CONFORMEMENT AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 19 FEVRIER 2013 DECIDANT D'UN POSSIBLE REAJUSTEMENT DES DISPOSITIONS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les mots « protocole portant création de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance » sont remplacés par les mots « protocole portant création de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance (modifié par l'avenant n°1 du XX XX 2018)».

2

2. Le préambule au protocole d'accord du 19 février 2013 devient le préambule ainsi rédigé :

   « Conformément à la loi n°2007-293 du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, le Conseil général et ses partenaires, inscrits comme signataires du protocole du 19 février 2013, avaient convenu de la création d'un observatoire de la protection de l'enfance.
   Avec la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant et le décret n°2016-1285 du 29 septembre 2016 relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'Observatoire, l'Observatoire intègre de nouveaux membres permanents s'engageant à répondre à l'ensemble des missions inscrites à l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles par la signature de l'avenant n°1 du XX XX 2018.
   Avec la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, il appartient au président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique d'animer l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance (OMPE). »

3. Dans la partie « CHAMP D'APPLICATION », les mots « Cette loi confère » sont remplacés par les mots « Les lois du 05 mars 2007 et du 14 mars 2016 confèrent ».

4. Dans la partie « OBJECTIF » :

   1° Les mots «le Conseil Général s'est doté » sont remplacés par les mots « la Collectivité territoriale de Martinique se dote ».

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

2° Les mots « l'évolution du phénomène de l'enfance en danger » sont remplacés par les mots « l'évolution des problématiques de la protection de l'enfance sur le territoire ».

5. La partie « MISSIONS » du protocole d'accord du 19 février 2013 devient la partie « MISSIONS » ainsi rédigée :

« L'Observatoire devra :

- recueillir, examiner et analyser les données relatives à la protection de l'enfance sur le territoire, notamment les données établies dans le cadre du dispositif d'observation longitudinale, individuelle et nationale en protection de l'enfance (OLINPE)
- être informé de toute évaluation des services et établissements intervenant dans le domaine de la protection de l'enfance
- suivre la mise en œuvre du schéma territorial de protection de l'enfance, et formuler des avis
- formuler des propositions et avis sur la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance sur le territoire
- réaliser un bilan annuel des formations continues délivrées sur le territoire et élaborer un programme pluriannuel des besoins en formation de tous les professionnels concourant sur le territoire à la protection de l'enfance

3

Il établira également des statistiques qui seront portées à la connaissance des élus de la Collectivité territoriale de Martinique et transmises aux représentants de l'Etat et de l'autorité judiciaire. »

6. La partie « ANALYSES ET RESTITUTIONS » devient la partie « ANALYSES ET RESTITUTIONS » ainsi rédigée :

«L'Observatoire établit un recueil des statistiques de la protection de l'enfance au moins une fois par an. Ces statistiques sont portées à la connaissance des élus de la Collectivité territoriale de Martinique et transmises aux représentants de l'Etat et de l'autorité judiciaire.

Il établit une analyse des statistiques regroupées émanant des différents partenaires (bilan) une fois tous les deux ans. Cette analyse est réalisée en commun avec l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance participant à l'observation. »

7. Dans la partie « COMPOSITION ET MISE EN ŒUVRE » :

1° Les éléments relatifs au comité stratégique sont désormais rédigés comme suit :
« 1/ Un niveau stratégique de concertation et de décision
Ce comité stratégique se réunit au moins deux fois par an ».

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

2° Les mots « Une charte de fonctionnement de l'observatoire de la protection de l'enfance viendra préciser les modalités de son fonctionnement » sont remplacés par les mots « Une charte de fonctionnement de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance vient préciser les modalités de son fonctionnement ».

A Fort-de-France, le

4

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique	Le préfet de Martinique	Le recteur de l'académie de Martinique
Le directeur de l'agence régionale de santé	Le directeur de la caisse d'allocations familiales	Le président du tribunal de grande instance
Le procureur de la République	Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse	Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique
Le directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy	Le président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique	Le directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap

5

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le bâtonnier du barreau de Fort-de-France	Le président de l'union régionale des associations du secteur social	Le président de l'union départementale des associations familiales
Le président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance	Le président de l'association Espérance patronage Saint Louis	Le président de l'association La Ruche
Le président de l'association AMSEA 97	Le président de l'association La Sainte Famille	Le président de l'association Oasis
Le président de l'association C TA VIE	Le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants	Le président de l'association LA MYRIAM

6

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées	Le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique	Le Président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative
Le Président de l'association Cœur d'enfants	Le président de l'association Les enfants d'abord	Le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux
Le président de l'association Fanmi Kréyol	Le président de l'union des parents d'élèves de Martinique	Le président de la fédération des conseils de parents d'élèves- Martinique
Le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique	Le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre - Martinique	Le président du réseau Périnat Matnik

7

OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or	Le directeur du centre national de la fonction publique territoriale	

8

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181030-18-419-1-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-419-1

PORTANT COMPOSITION DE L'OBSERVATOIRE MARTINIQUAIS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'An deux mille dix-huit, le trente octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Joachim BOUQUETY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;
Vu le décret n° 2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 18 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la composition de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance, constituée comme suit :

▪ De représentants de l'Etat sur le territoire :

- le préfet ou son représentant, qui peut être notamment le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Martinique,
- le recteur de l'académie de Martinique ou son représentant,
- le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant,
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant,
- le commandant de la gendarmerie de Martinique ou son représentant.

▪ De représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- le président du conseil exécutif de Martinique ou son représentant :
- les directions mettant en œuvre la protection de l'enfance ou y concourant, notamment la direction de la prévention et protection enfance et famille, la direction de l'action et prévention sanitaire, la direction de l'action sociale, la direction de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux.

▪ Du directeur de l'agence régionale de santé ou son représentant.

▪ De deux magistrats du siège, dont un juge des enfants, désignés par le président du tribunal de grande instance.

▪ D'un magistrat du parquet désigné par le procureur de la République.

▪ Du directeur de la caisse d'allocations familiales ou son représentant.

▪ Du directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap ou son représentant.

▪ D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier

▪ De représentants d'associations concourant à la protection de l'enfance, notamment des gestionnaires d'établissements et services :

- le président de l'association Espérance patronage Saint Louis ou son représentant,
- le président de l'association La Ruche ou son représentant,
- le président de l'association AMSEA 97 ou son représentant,
- le président de l'association La Sainte Famille ou son représentant,
- le président de l'association Oasis ou son représentant,
- le président de l'association C TA VIE ou son représentant,
- le président de l'association éducative près le tribunal pour enfants ou son représentant,
- le président de l'association LA MYRIAM ou son représentant,

- l'administrateur délégué du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées ou son représentant ,
- le président de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique ou son représentant,
- le président de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative ou son représentant,
- le président de l'association Cœur d'enfants ou son représentant,
- le président de l'association Les enfants d'abord ou son représentant,
- le président de l'association martiniquaise des assistants familiaux ou son représentant,
- le président de l'association Fanmi Kréyol.

▪ De représentants d'associations représentantes de parents d'élèves :
- le président de l'union des parents d'élèves de Martinique ou son représentant,
- le président de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique ou son représentant,
- le président de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public - Martinique ou son représentant,
- le président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique ou son représentant.

▪ Du président de l'union régionale des associations du secteur social ou son représentant.

▪ Du président de l'union départementale des associations familiales ou son représentant.

▪ Du président du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance ou son représentant.

▪ Du directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy ou son représentant.

▪ Du directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique ou son représentant.

▪ Du président du réseau santé Périnat Matnik ou son représentant.

▪ Du président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique ou son représentant.

▪ Du président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or ou son représentant.

▪ Du directeur du centre national de la fonction publique territoriale ou son représentant.

ARTICLE 2 : Le comité stratégique de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance est composé comme suit :

▪ De représentants de l'Etat sur le territoire :
- le préfet ou son représentant, qui peut être notamment le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Martinique,
- Le recteur de l'académie de Martinique ou son représentant,
- Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant,
- Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant,
- Le commandant de la gendarmerie de Martinique ou son représentant.

▪ De représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- le président du conseil exécutif de Martinique ou son représentant,
- le directeur général adjoint – Solidarités ou son représentant,
- le directeur de la prévention et protection enfance et famille ou son représentant,
- le directeur de l'action et prévention sanitaire ou son représentant,
- le directeur de l'action sociale ou son représentant,
- le directeur de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux ou son représentant.

▪ Du directeur de l'agence régionale de santé ou son représentant.

▪ Du président du tribunal de grande instance ou son représentant.

▪ Du procureur de la République ou son représentant.

▪ Du directeur de la caisse d'allocations familiales ou son représentant.

▪ Du directeur de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap ou son représentant.

▪ D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier.

▪ Du président de l'union régionale des associations du secteur social ou son représentant.

▪ Du président d'une association administrateur ad hoc ou son représentant.

▪ Du président d'une association d'assistants familiaux ou son représentant.

▪ Du président de l'union départementale des associations familiales ou son représentant.

▪ Du président de l'association de parents d'élèves la plus représentative ou son représentant.

▪ Du directeur du centre hospitalier Maurice Despinoy ou son représentant.

▪ Du directeur général du centre hospitalier universitaire de Martinique ou son représentant.

▪ Du président du réseau santé Périnat Matnik ou son représentant.

▪ Du président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique ou son représentant.

▪ Du président de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or ou son représentant.

▪ Du directeur du centre national de la fonction publique territoriale ou son représentant.

ARTICLE 3 : Le comité technique de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance est composé comme suit :

▪ De représentants de l'Etat sur le territoire :

- un représentant de la préfecture,
- un représentant de l'académie de Martinique,
- un représentant de la direction territorial de la protection judiciaire de la jeunesse,
- un représentant de la direction départementale de la sécurité publique,
- un représentant de la gendarmerie de Martinique .

▪ De représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- un représentant de la direction de la prévention et protection enfance et famille,
- un représentant de la direction de l'action et prévention sanitaire,
- un représentant de la direction de l'action sociale,
- un représentant de la direction de la planification et de la programmation des équipements sociaux et médico-sociaux ,
- un représentant de la cellule de recueil des informations préoccupantes.

▪ D'un représentant de l'agence régionale de santé

▪ De deux magistrats du siège, dont un juge des enfants, désignés par le président du tribunal de grande instance.

▪ D'un magistrat du parquet désigné par le procureur de la République.

▪ D'un représentant de la caisse d'allocations familiales.

▪ D'un représentant de la maison martiniquaise des personnes en situation de handicap.

▪ D'un représentant de l'ordre des avocats spécialement formé pour représenter les enfants, désigné par le bâtonnier.

▪ De représentants d'associations concourant à la protection de l'enfance, notamment des gestionnaires d'établissements et services :

- un représentant de l'association Espérance patronage Saint Louis ,
- un représentant de l'association La Ruche,
- un représentant de l'association AMSEA 97,
- un représentant de l'association La Sainte Famille,
- un représentant de l'association Oasis ,
- un représentant de l'association C TA VIE ,
- un représentant de l'association éducative près le tribunal pour enfants ,
- un représentant de l'association LA MYRIAM ,
- un représentant du groupement coopératif de Martinique pour la promotion des personnes inadaptées et handicapées,
- un représentant de l'association des centres médico-psycho-pédagogiques de Martinique,
- un représentant de l'association départementale d'aide aux familles et d'action éducative,
- un représentant de l'association Cœur d'enfants,
- un représentant de l'association Les enfants d'abord,

- un représentant de l'association martiniquaise des assistants familiaux,
- un représentant de l'association Fanmi Kréyol.

▪ De représentants d'associations représentantes de parents d'élèves :
- un représentant de l'union des parents d'élèves de Martinique,
- un représentant de la fédération des conseils de parents d'élèves – Martinique,
- un représentant de la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public – Martinique,
- un représentant de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre – Martinique .

▪ Un représentant de l'union départementale des associations familiales .

▪ Un représentant du conseil d'administration du foyer territorial de l'enfance .

▪ Un représentant du centre hospitalier Maurice Despinoy.

▪ Un représentant du centre hospitalier universitaire de Martinique .

▪ Un représentant du réseau santé Périnat Matnik.

▪ Un représentant du conseil départemental de l'ordre des médecins de Martinique.

▪ Un représentant de l'association martiniquaise pour la promotion et l'insertion de l'âge d'or .

▪ Un représentant du centre national de la fonction publique territoriale.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-422-1-DE
Date de télétransmission : 10/01/2019
Date de réception préfecture : 10/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-422-1

PORTANT CRÉATION D'UNE REVUE DE PROTECTION DE L'ENFANCE

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;
Vu le décret n° 2016-1285 du 29 septembre 2016 pris en application de l'article L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles et relatif à la composition pluri-institutionnelle de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 18 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'une revue de la protection de l'enfance, dans le cadre des travaux de l'Observatoire martiniquais de la protection de l'enfance.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-424-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-424-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION MARTINIQUE ACCESS'ILE POUR LA RÉALISATION D'UN FILM PROMOTIONNEL ET L'ÉDITION D'UN GUIDE RECENSANT LES OFFRES DE LOISIRS ET DE TOURISME ACCESSIBLES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET À BESOINS SPÉCIFIQUES EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 18 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association MARTINIQUE ACCESS'ILE pour la réalisation d'un film promotionnel et l'édition d'un guide recensant les offres de loisirs et de tourisme accessibles aux personnes en situation de handicap et aux personnes à besoins spécifiques en Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 seront fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-425-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-425-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CASE SOCIALE DES OUTRE-MER (CSDOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS – EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 18 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 22 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €) à la Case Sociale des Outre-Mer (CSDOM) pour la réalisation de son programme d'actions – au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 seront fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-430-1-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-430-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ÉCO MOBIL POUR L'ORGANISATION DE SON ACTION « REPAIR CAFÉ »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-266-1 du 05 octobre 2016 portant mise en œuvre du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) convention pluriannuelle ADEME CTM 2016-2020 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis du Comité de gestion du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets du 9 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 18 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant total de trente-six mille euros (36 000 €) à l'association ECO MOBIL, pour l'organisation de son action « Repair café » dont le thème est l'autoréparation des petits équipements pour la sauvegarde de l'environnement.

La subvention est répartie comme suit :

- 15 000 € au titre de l'insertion,
- 21 000 € au titre du Programme Territorial de Maîtrise des déchêts (PTMD).

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 934-4 et 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association ECO MOBIL.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-432-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-432-1

PORTANT NOUVELLE CONVENTION FINANCIÈRE PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU FINANCEMENT DU SUIVI ANIMATION MOUS RHI NORD PLAGE À MACOUBA

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Département de la Martinique n° CP/922-14 du 13 novembre 2014 relative à l'attribution d'une subvention à la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique pour le suivi animation de la RHI Nord Plage de la ville de Macouba,
Vu la convention financière du 30 janvier 2015 relative à la participation du Conseil Général de la Martinique au financement du suivi-animation MOUS de la RHI Nord Plage à Macouba ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 22 octobre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une nouvelle convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique concernant la subvention d'un montant de dix mille cinq cents euros (10 500 €) pour le suivi animation de la RHI Nord Plage de la Ville de Macouba pour la période 2014-2015.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention financière précitée et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-445-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-445-1

PORTANT REMISE DE PÉNALITÉS À L'ENTREPRISE 3T DANS LE CADRE DU MARCHÉ DE TRAVAUX DE RÉTABLISSEMENT DE LA RD1 AU PR15+800 AU LIEU-DIT LA CARRIERE SIS FOND SAINT-DENIS LOT 1 – TERRASSEMENT

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 1152 du code civil ;
Vu le marché n° MAPA M13038, d'un montant de 1 410 580,29 € TTC, conclu le 16 septembre 2013 avec le groupement solidaire 3T (Mandataire)/SAMEX PUBLIC, pour les travaux de rétablissement de la circulation de la RD1 PR 15+800 au lieu-dit « La Carrière » sis à Fond Saint Denis – Lot 1 « Terrassement » ;
Vu l'avenant n°1 relatif à la répartition des paiements entre les co-traitants notifié le 12 septembre 2014 ;
Vu l'avenant n° 2 au marché susvisé numéroté MAPA M13038 portant sur l'introduction de prix nouveaux, l'ajustement des quantités, l'augmentation de la masse initiale du marché (+300 886,12 € TTC), la prolongation de délai (+ 50 jours) notifié le 05 juin 2015 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu les avis émis par la commission d'appel d'offres en date des 06 décembre 2017 et 25 juillet 2018 ;
Vu la lettre de l'entreprise 3T de demande de remise de pénalités en date du 12 mai 2016 ;
Vu le montant des pénalités de 64.297.13 € HT, en application de la formule de calcul indiquée à l'article 6.4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Considérant que l'une des missions de la Collectivité Territoriale de la Martinique est de favoriser le développement économique ;
Considérant que, malgré un conflit d'ordre privé entre cotraitants, l'entreprise 3T s'est donnée les moyens de poursuivre sa mission en reprenant à son compte les prestations de l'ensemble de l'opération ;
Considérant que l'interruption ou l'abandon du chantier par le groupement 3T/SAMEX PUBLIC aurait représenté un surcoût pour la collectivité dans le cadre d'une reprise des prestations par une entreprise tierce ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Au titre du marché n° MAPA M13038 relatif aux travaux de rétablissement de la circulation de la RD1 PR 15+800 au lieu-dit « La Carrière » sis à Fond Saint-Denis – Lot 1 « Terrassement », une remise partielle de pénalités d'un montant de seize mille neuf cent soixante quinze euros quarante huit centimes (16 975,48 €) HT est accordée à l'entreprise 3T.
Le montant des pénalités à appliquer à l'entreprise 3T est donc fixé à quarante sept mille trois cent vingt-et un euros soixante cinq centimes (47 321,65 € HT).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer tous les actes ou documents nécessaires à l'application de ces dispositions.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 14 abstentions, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-450-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-450-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°-15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 30 août au 28 septembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-452-1-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-452-1

PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE – QUARTIER CLUNY – RUE GASTON DEFFERRE À FORT-DE-FRANCE : AMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE D'ACCÈS ET CRÉATION DE PLACES DE STATIONNEMENT DEVANT L'HÔTEL DE LA CTM – RÉGULARISATIONS FONCIÈRES DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BP : N° 446 & 447 ISSUES DE LA PARCELLE MÈRE ANCIENNEMENT CADASTRÉE BP 74 – PROPRIÉTÉ DES CONSORTS

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 du 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis du service du domaine en date du 26 février 2014 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée, dans le cadre des travaux d'aménagement de la voirie d'accès et de places de stationnement devant l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), la régularisation foncière des parcelles cadastrées BP 446 et BP 447, d'une superficie totale de 56 m², issues du terrain anciennement cadastré BP 74, propriétés des consorts .

ARTICLE 2 : Cette acquisition foncière a été réalisée en contrepartie de travaux de clôture et murs exécutés au profit des consorts , correspondant à la valeur d'échange des emprises cédées à la collectivité.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-453-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-453-1

PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE – RN1 – MISE À 2 X 2 VOIES + VOIES TCSP SECTION MANSARDE / MATERNITÉ AU ROBERT

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 du 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis du service du domaine en date du 29 mai 2012 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la régularisation de l'emprise foncière nécessaire aux travaux de mise à 2x2 voies + voies TCSP de la section de la RN1 Mansarde/Maternité au Robert, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) procédera à un échange, sur une base vénale équivalente, d'une parcelle de 265 m², à détacher de sa propriété CTM, cadastrée B 654 contre l'emprise de 151 m² de superficie prélevée sur la parcelle B 469, propriété de Monsieur .

ARTICLE 2 : Cet échange sans soulte fait l'objet d'un accord de principe des deux parties sur la base de l'évaluation du service du Domaine.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-454-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-454-1

PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE – AMÉNAGEMENT DE LA RN2 DANS LA TRAVERSÉE DU BOURG DU CARBET – RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION B N°350, ISSUE DE LA PARCELLE ANCIENNEMENT CADASTRÉE B 150 PROPRIÉTÉ DE MADAME

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 du 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis du service du domaine en date du 28 mars 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux d'élargissement de la Route Nationale dans la traversée du bourg du Carbet, la Collectivité Territoriale de Martinique procèdera à la régularisation foncière de la parcelle cadastrée B 350, d'une superficie totale de 17 m², issue du terrain anciennement cadastrée BP 150, propriété de Madame .

ARTICLE 2 : À titre d'indemnisation, Madame recevra la somme de huit cent seize euros (816,00 €) pour la cession de la parcelle susvisée à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : L'indemnité due au cédant est imputée sur le chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-455-1-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-455-1

PORTANT ACQUISITION FONCIÈRE – RN2 – GIRATOIRE DE L'ANSE GOURAUD À SCHOELCHER RÉGULARISATION DE L'EMPIÉTEMENT DU GIRATOIRE DE L'ANSE GOURAUD PROCÉDURE D'ÉCHANGE DE PARCELLE ENTRE DES PARCELLES PRIVÉES DE LA SCCV ANSE KALYSTA ET UN DÉLAISSÉ DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 du 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis du service du domaine en date du 20 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'ouverture d'une procédure de régularisation des emprises foncières du carrefour giratoire de l'Anse Gouraud à Schoelcher.
À cette fin, un acte d'échange sera établi entre une parcelle, délaissée du domaine public routier et des reliquats de parcelles privées, propriété de la SCCV Anse Kalysta.

ARTICLE 2 : Est autorisée la demande de transfert de propriété du délaissé du domaine public routier État de 81 m² sis au carrefour giratoire de l'Anse Gouraud à Shoelcher, dans le patrimoine de la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre du transfert des compétences de l'État à la Collectivité Territoriale de Matinique.

ARTICLE 3 : Suite au transfert, une action en déclassement des 81 m² du domaine public routier dans le patrimoine privé de la Collectivité Territoriale de Martinique sera engagée.

ARTICLE 4 : Sur le principe d'échange, il sera organisé le transfert de proprieté entre :

- Le délaissé Domaine public routier de 81 m² devenu parcelle privée de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Et les pacelles privées, propriété de la SCCV Anse Kalysta, pour un total de 95 m².

ARTICLE 5 : La procédure d'échange demeure sans soulte et les frais d'actes restent à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-457-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-457-1

PORTANT CESSION FONCIÈRE DE LA PARCELLE C N°1146 SISE CARREFOUR MANSARDE SUR LA RN1 AU ROBERT

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-179-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la collectivité territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;
Vu l'avis du service du domaine en date du 27 février 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller Exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Considérant l'accord de principe sur la cession, signé entre les propriétaires du restaurant « G faim » et la Collectivité Territoriale de Martinique, afin de procéder à la régularisation ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la cession d'une emprise foncière d'une superficice de 299 m² à détacher de la parcelle C n°1146 sise au carrefour Mansarde au Robert, en vue de permettre la régularisation de la superficie occupée par les propriétaires du restaurant « G faim », Madame et Monsieur

ARTICLE 2 : La cession de la parcelle se fera au prix de trente-six mille euros (36 000 €).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-458-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-458-1

PORTANT FORMALITES DE PUBLICATION DU TRANSFERT DE BIENS IMMOBILIERS DU DÉPARTEMENT ET DE LA RÉGION DE MARTINIQUE A LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-179-1 du 19 juillet 2016 portant désignation des conseillers exécutifs habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Considérant le transfert de plein droit des biens immobiliers du Département et de la Région de Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique tel qu'énoncé par l'article L 7331-1 du code général des collectivités territoriale ;
Considérant la necessité de publier au fichier immobilier le transfert des biens immobiliers du Département et de la Région de Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est habilité à signer les actes notariés constatant le transfert des biens immobiliers du Département et de la Région de Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique, au nom et pour le compte de la Collectivité Territoriale de Martinique, et tous les autres documents y afférents.

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martiinique autorise les conseillers exécutifs de Martinique, indiqués dans la délibération n° 16-179-1 de l'Assemblée du 19 juillet 2016, à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique et signer en vue de leur publication au fichier immobilier, au nom et pour le compte de la Collectivité, les actes administratifs constatant le transfert des biens immobiliers du Département et de la Région de Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les formalités mentionnées à l'alinéa précédent, interviendront en présence du Président du Conseil Exécutif de Martinique habilité à recevoir et à authentifier lesdits actes .

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 13 abstentions et 2 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SA EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE AMÉLIORATION DE L'EXPLOITABILITÉ DES PARCELLES PLANTATION DE CANNES À SUCRE (34,87 HA) ACQUISITION DE MATÉRIEL (2017) RMAR040117DA0970002 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 16 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent sept mille six cent soixante-six euros vingt-deux centimes (107 666,22 €), soit 55,77 % du coût total prévisionnel éligible de 193 071,00 € est attribuée à la « SA exploitation agricole Basse-Pointe - Amélioration de l'exploitabilité des parcelles. Plantation de cannes à sucre (34,87 ha). Acquisition de matériel (2017) - RMAR040117DA0970002 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-2-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SA EXPLOITATION AGRICOLE PETIT MORNE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANES SUR 26,01 HA EN 2018 - RMAR040118DA0970056 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 5 février 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante et onze mille cinq cent soixante-douze euros quatre-vingt-quinze centimes (71 572,95 €), soit 42,50 % du coût total prévisionnel éligible de 168 406,95 €, est attribuée à la « SARL Exploitation Agricole Petit Morne – Plantation de vitroplants bananes sur 26,01 ha en 2018 - RMAR040118DA0970056 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-3-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-3

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « - CRÉATION D'UNE ENTREPRISE AGRICOLE PRATIQUANT DES CULTURES MARAICHÈRES HORS-SOL (JA) - RMAR040118DA0970004 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 10 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-quinze mille deux cent quarante-quatre euros quarante-huit centimes (95 244,48 €), soit 69,32 % du coût total prévisionnel éligible de 137 388,77 €, est attribuée à « – Création d'une entreprise agricole pratiquant des cultures maraichères hors-sol (JA) - RMAR040118DA0970004 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-4-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-4

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « GFA JO & CO - MODERNISATION DE L'EXPLOITATION BOVINE GFA JO & CO EN 2015 - RMAR040116DA0970053 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 mai 2015;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-six mille sept cent quinze euros vingt centimes (66 715,20 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 104 651,30 €, est attribuée à « GFA JO & CO - Modernisation de l'exploitation bovine GFA JO & CO en 2015 - RMAR040116DA0970053 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de onze mille sept cent soixante treize euros vingt-huit centimes (11 773,28 €), est attribuée à « GFA JO & CO - Modernisation de l'exploitation bovine GFA JO & CO en 2015 - RMAR040116DA0970053 ».

ARTICLE 2 : Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-5-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-5

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL YODI - DÉVELOPPEMENT D'UNE GAMME DE PRODUITS : SOUPES TRADITIONNELLES ET SAUCES - RMAR040218DA0970006 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 7 mars 2018;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trois cent soixante-dix mille cent soixante et un euros vingt-six centimes (370 161,26 €), soit 54,80 % du coût total prévisionnel éligible de 675 444,23 €, est attribuée à la « SARL YODI – Développement d'une gamme de produits : Soupes traditionnelles et sauces - RMAR040218DA0970006 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-6-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-6

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « CTCS MARTINIQUE ÉVALUATION DE NOUVELLES VARIÉTÉS DE CANNE À SUCRE INTRODUITES EN MARTINIQUE RMAR160218DA0970009 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 2 août 2017;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent trente-cinq mille deux cent vingt-cinq euros soixante-dix-neuf centimes (135 225,79 €), soit 68,00 % du coût total prévisionnel éligible de 198 861,45 €, est attribuée à «CTCS MARTINIQUE – Evaluation de nouvelles variétés de canne à sucre introduites en Martinique - RMAR160218DA0970009».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-7-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-7

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL HABITATION ASSIER – IRRIGATION, RETENUE COLLINAIRE, TRACES, MÉCANISATION DE LA GESTION DES SURFACES ENHERBÉES 2015 - RMAR040116DA0970118 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 14 janvier 2015;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent mille quatre cent quatre-vingt-dix euros quatre-vingt-douze centimes (100 490,92 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 157 632,82 € est attribuée à la « SARL HABITATION ASSIER – Irrigation, retenue collinaire, traces, mécanisation de la gestion des surfaces enherbées 2015 - RMAR040116DA0970118 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-8-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-8

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE - IRRIGATION GOUTTE À GOUTTES (40HA), INSTALLATION DE 3 HÉLIOSECS - RMAR040116DA0970175 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 26 mai 2014;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-200-1 du 05 juin 2018 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à la SARL EXPLOITATION PETIT MORNE – Irrigation gouttes à gouttes (40ha), installation de 3 Héliosecs – RMAR040116DA0970175 » est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille huit cents euros quarante-neuf centimes (94 800,49 €), soit 57,75 % du coût total prévisionnel éligible de 164 148,10 €, est attribuée à la « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE – Irrigation gouttes à gouttes (40ha), installation de 3 Héliosecs – RMAR040116DA0970175 »

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-9-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-9

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « FÉDÉRATION RÉGIONALE DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES (FREDON) DE LA MARTINIQUE - APICULTURE, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT : ASSOCIER L'ARBORICULTURE FRUITIÈRE ET L'APICULTURE POUR UNE GESTION AGROÉCOLOGIQUE ET INNOVANTE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION - RMAR160118DA0970020 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-huit euros vingt-six centimes (298 268,26 €), soit 85,00 % du coût total prévisionnel éligible de 350 903,83 €, est attribuée à la « Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles (FREDON) de la Martinique – Apiculture, agriculture et environnement : associer l'arboriculture fruitière et l'apiculture pour une gestion agroécologique et innovante des systèmes de production - RMAR160118DA0970020 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-10-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-10

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE – DEMANDE D'ASSISTANCE TECHNIQUE CTM 2017-2018 – N° OSIRIS : RMAR200118CT0970001»

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 15 juin 2018;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de un million cinquante-six mille six cent quatre-vingt un euros cinquante-et-un centimes (1 056 681,51 €), soit 85,00 % de l'assiette éligible est attribuée à la « Collectivité Territoriale de Martinique – n° Osiris RMAR200118CT0970001 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million deux cent quarante-trois mille cent cinquante-quatre euros soixante-douze centimes (1 243 154,72 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention mentionnée à l'article 1 constitue une recette qui sera inscrite au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-11-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-11

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL PLANTATION SAINT-ETIENNE - PLANTATION DE CANNES (20,44 HA RAMENÉS À 13,84 HA) ET DE BANANES (1,88 HA), TRAVAUX D'AMÉLIORATION FONCIÈRE ET MODERNISATION D'ÉQUIPEMENT EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970232 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 mai 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trente-huit mille quatre cent dix-huit euros quatre-vingt-neuf centimes (38 418,89 €), soit 54,53 % du coût total prévisionnel éligible de 70 449,80 €, est attribuée à la «SARL PLANTATION SAINT-ETIENNE – Plantation de cannes (20,44 ha ramenés à 13,84 ha) et de bananes (1,88 ha), travaux d'amélioration foncière et modernisation d'équipement en 2016 et 2017-RMAR040116DA0970232».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-12-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-12

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL AGRI CANNE (EX LE LAREINTY SA) - PLANTATION DE CANNE À SUCRE SUR 69,63 HA (RAMENÉS À 59,16 HA) ET INVESTISSEMENTS (2016) - RMAR040116DA0970269 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 26 juillet 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trois cent trente et un mille trois cent soixante-dix-huit euros cinquante-six centimes (331 378,56 €), soit 58,20 % du coût total prévisionnel éligible de 569 345,25 €, est attribuée à la «SARL AGRI CANNE (ex LE LAREINTY SA) - Plantation de canne à sucre sur 69,63 ha (ramenés à 59,16 ha) et investissements (2016) - RMAR040116DA0970269».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de cinquante huit mille quatre cent soixante dix-huit mille cinquante huit centimes (58 478,58 €), est attribuée à la « SARL AGRI CANNE (ex LE LAREINTY SA) - Plantation de canne à sucre sur 69,63 ha (ramenés à 59,16 ha) et investissements (2016) - RMAR040116DA0970269».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-13-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-13

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL HABITATION TRIANON - RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR D'UN HANGAR DE CONDITIONNEMENT DE BANANES - RMAR040118DA0970010 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 17 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 05 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de un million cent quinze mille trois cent vingt-six euros trente-neuf centimes (1 115 326,39 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 1 749 531,60 €, est attribuée à la « SARL HABITATION TRIANON – Rénovation et aménagement intérieur d'un hangar de conditionnement de bananes - RMAR040118DA0970010 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de cent quatre-vingt-seize mille huit cent vingt deux euros trente et un centimes (196 822,31 €), est attribuée à la « SARL HABITATION TRIANON – Rénovation et aménagement intérieur d'un hangar de conditionnement de bananes - RMAR040118DA0970010 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-14-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-14

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL TI FONDS – RETENUE : CRÉATION D'UNE RÉSERVE D'EAU - 2016 – RMAR040116DA0970165»

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 24 décembre 2015;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 6 juillet 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de trois cent trente-huit mille deux cent soixante et un euros trente-deux centimes (338 261,32 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 530 606,00 €, est attribuée à la «SARL TI FONDS – Retenue : Création d'une réserve d'eau - 2016 – RMAR040116DA0970165».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-15-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-15

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HABITATION PECOUL – PLANTATION DE CANNE (7,78 HA) ET BANANE (23,32 HA) ET ACQUISITIONS AGRICOLES – LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO (6,42 HA) EN 2016 ET 2017 – RMAR040116DA0970238 »

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 1er juin 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 6 juillet 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent dix-huit mille deux cent quatre euros quatre-vingt-dix-sept centimes (218 204,97 €), soit 50,71 % du coût total prévisionnel éligible de 430 321,10 €, est attribuée à la « SAS HABITATION PECOUL – Plantation de canne (7,78 ha) et banane (23,32 ha) et acquisitions agricoles – Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 – RMAR040116DA0970238 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente-huit mille cinq cent six euros soixante-dix-sept centimes (38 506,77 €), est attribuée à la «SAS HABITATION PECOUL – Plantation de canne (7,78 ha) et banane (23,32 ha) et acquisitions agricoles – Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 –RMAR040116DA0970238 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-16-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-16

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL AGRI CANNE – RÉALISATION DE TRACES SUR 1500 MÈTRES LINÉAIRES – RMAR040116DA0970077»

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 5 septembre 2014;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 6 août 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quarante mille six cents euros et cinquante-cinq centimes (40 600,55 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 63 687,15 €, est attribuée à la « SARL AGRI CANNE – Réalisation de traces sur 1500 mètres linéaires – RMAR040116DA0970077».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de sept mille cent soixante quatre euros quatre-vingt un centimes (7 164,81 €), est attribuée à la « SARL AGRI CANNE - Réalisation de traces sur 1500 mètres linéaires – RMAR040116DA0970077».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-461-17-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-461-17

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL AGRI CANNE – PLANTATION DE CANNE À SUCRE 2015 (92 HA) – RMAR040116DA0970068»

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 27 avril 2015;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 6 août 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 17 octobre 2018;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent quarante-cinq mille huit cent soixante euros (145 860,00 €), soit 55,25 % du coût total prévisionnel éligible de 264 000,00 €, est attribuée à la « SARL AGRI CANNE – Plantation de canne à sucre 2015 (92 ha) – RMAR040116DA0970068 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de vingt cinq mille sept cent quarante euros (25 740,00 €), est attribuée à la « SARL AGRI CANNE – Plantation de canne à sucre 2015 (92 ha) –RMAR040116DA0970068 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-462-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-462-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE – MQ0016055 AU TITRE DE L'OPÉRATION « EXTENSION DU CAMPING MUNICIPAL»

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA 40206 relatif à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller Exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 5 décembre 2017;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 5 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions neuf cent vingt et un mille huit cent vingt-huit euros (2 921 828,00 €), soit 65% de l'assiette éligible de 4 495 120,00 €, est attribuée à la commune de Sainte-Anne, au titre de l'opération « n° MQ0016055 – Extension du camping municipal».

Le coût total éligible de l'opération se monte à quatre millions quatre cent quatre-vingt-quinze mille cent vingt euros (4 495 120,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million neuf cent soixante-dix-sept mille huit cent cinquante deux euros quatre-vingts centimes euros (1 977 852,80 €) soit 44% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,

- Pour la part territoriale, s'élevant à neuf cent quarante-trois mille neuf cent soixante-quinze euros vingt centimes (943 975,20 €) soit 21% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 81% en crédits de paiement 2018
- 19% en crédits de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-466-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-466-1

RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR LES « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « MÉTAMORPHOSE DE LA RUE VICTOR HUGO» ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT)

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Région Martinique n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 de l'ex Conseil régional portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2012) ;
Vu la délibération n°14-1788-10 du 27 novembre 2014, portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2013) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n° 17-1379-1 du 7 décembre 2017 portant levée de déchéance de la subvention allouée à la Ville de Saint-Pierre pour les travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor ;
Vu la demande de la Ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la somme de trente six mille euros (36 000,00 €) de la subvention de 198 836,00 € attribuée en 2013 à la Ville de Saint-Pierre, au titre de l'ex ACRC 2012-2013 pour l'opération « travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor » à l'opération « Métamorphose de la rue Victor Hugo».

ARTICLE 2 : Est attribuée à la Ville de Saint-Pierre, une subvention complémentaire de six mille sept cent cinquante euros (6 750,00 €) au titre des Opérations d'Intérêt Territorial (OIT) pour l'opération «Métamorphose de la rue Victor Hugo».

Le montant total de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'opération « Métamorphose de la rue Victor Hugo» est de quarante deux mille sept cent cinquante euros (42 750,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-467-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-467-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU SAINT-ESPRIT POUR DES TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE MISE EN PLACE DE POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE AU TITRE D'OPÉRATION D'INTÉRÊT TERRITORIAL (OIT)

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande de la Ville du Saint-Esprit ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement et réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est allouée une subvention de quarante neuf mille six cent dix neuf euros dix-sept centimes (49 619,17 €) à la Ville du Saint-Esprit, pour l'opération « Travaux d'installation et de mise en place de 23 poteaux et bouches d'incendie».

ARTICLE 2 : La dépense est imputée sur le chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-472-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-472-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES DE PROGRAMMATION ET DE CONCEPTION, POUR L'AMÉNAGEMENT ET L'ÉQUIPEMENT DE L'ESPACE D'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE (EAT) DE LA ZONE TOURISTIQUE LA CHERRY O'MULLANE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DU DIAMANT

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Région Martinique n°10-1581-1 du 22 décembre 2010 portant création d'un groupement de commande entre chaque commune concernée et la Région Martinique dans le cadre de l'accompagnement des communes pour la réalisation d'espaces d'aménagements touristiques (EAT) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention constitutive de groupement signée entre la Ville du Diamant et la Région Martinique transmise en Préfecture le 20 septembre 2011 et notifiée le 4 octobre 2011 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 26 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la réalisation d'études complémentaires de programmation et de conception dans le cadre de l'Espace d'Aménagement Touristique (EAT) du Diamant pour un coût global estimé à 241 538,00 € HT.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement suivant, de ces études complémentaires en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER) :

Europe FEDER	65 %	156 999,70 € HT
CTM	35 %	84 538,30 € HT
TOTAL	100 %	**241 538,00 € HT**

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, est autorisé à solliciter au titre du FEDER la somme de 156 999,70 € HT.

ARTICLE 4 : La participation de la CTM d'un montant de 84 538,30 € HT sera imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (rapports d'exécution, annexe 20, demande de paiements, avenants temporels, techniques et financiers...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds européens (UE/FERDER).

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-476-1-DE
Date de télétransmission : 30/01/2019
Date de réception préfecture : 30/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-476-1

PORTANT INSTAURATION D'UNE INDEMNITÉ POUR OCCUPATION IRRÉGULIÈRE DANS LES PORTS DE PÊCHE RELEVANT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code des transports, notamment ses articles L. 533110,L. 53315 à R53318 et R. 53338;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer et métiers de la mer le 22 octobre 2018 ;
Considérant les désordres consécutifs à la présence de bateaux de plaisance dans les ports de pêche relevant de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est instaurée une « indemnité pour occupation irrégulière » à l'encontre des propriétaires de bateaux de plaisance qui occupent illégalement un emplacement sur les différents ports de pêche territoriaux et réservés exclusivement aux professionnels de la pêche.

ARTICLE 2 : La base de calcul de l'indemnité qui sera appliquée par la Collectivité Territoriale de Martinique est définie comme suit :

- 60 €/mètre/bateau/mois.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions necessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision ainsi que la signature de tout acte inhérent à l'affaire.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-478-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-478-1

PORTANT VERSEMENT D'UN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES POUR UN PLANTEUR

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Région Martinique n°05-1602 du 4 octobre 2005 portant valorisation du complément de prix à la tonne de canne livrée en distilleries ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 22 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'un complément de rémunération de la tonne de canne livrée en distilleries agricoles au titre de la campagne 2017, pour un montant de cinq mille sept cent soixante quinze euros (5 775 €) à Johanne JOSEPH-SYLVESTRE sur présentation des états visés par la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale * Martinique *

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-481-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-481-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB BOULISTE DE SAINT PIERRE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Club Bouliste de Saint-Pierre (C.B.S.P), une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) au titre de la mise en place de son Programme d'Actions 2017-2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-484-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-484-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-154-1 du 19 et 20 juillet 2016, portant mise en place d'un règlement pour l'attribution de subventions aux ligues, comités, associations et sportifs ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2017-2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70% lorsque la présente délibération est rendue exécutoire ;
- Le solde, sur présentation du bilan financier daté et signé, et des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-484-2-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-484-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MADAME POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018 -2019 DE SON FILS

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-154-1 du 19 et 20 juillet 2016, portant mise en place d'un règlement pour l'attribution de subventions aux ligues, comités, associations et sportifs ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) à Madame pour la réalisation de la saison sportive 2018-2019 de son fils .

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la présente délibération est rendue exécutoire;
- Le solde, sur présentation du bilan financier daté et signé, et des justificatifs de dépenses correspondantes.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181031-18-484-3-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-484-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017-2018 DE SON FILS

L'An deux mille dix-huit, le trente et un octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Francine CARIUS (procuration à Lucien ADENET), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Denis LOUIS-REGIS, (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Belfort BIROTA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-154-1 du 19 et 20 juillet 2016, portant mise en place d'un règlement pour l'attribution de subventions aux ligues, comités, associations et sportifs ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par les commissions finances, programmation budgétaire et fiscalité et développement économique et tourisme le 23 octobre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) à Monsieur pour la réalisation de la saison sportive 2017-2018 de son fils .

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la présente délibération est rendue exécutoire;
- Le solde, sur présentation du bilan financier daté et signé, et des justificatifs de dépenses correspondantes.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 30 et 31 octobre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-489-1_subst-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-489-1

PRENANT ACTE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2019 DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.72-101-3 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme et joint en annexe à la présente délibération;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 novembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de Prévention P.M.I., A.S.E. le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 21 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 26 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 26 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 27 novembre 2018 ;
Considérant le discours introductif du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les conseillers à l'Assemblée de Martinique prennent acte de la tenue du débat d'orientations bugétaires de l'exercice 2019, proposées par le Président du Conseil Exécutif de Martinique pour la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les orientations stratégiques de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour 2019 sont résumées comme suit :

- Accroître l'accessibilité et l'attractivité des territoires,
- Favoriser le bien être et l'épanouissement de la population,
- Accélérer la transition énergétique,
- Développer l'intégration régionale.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-489-1_subst-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE MARTINIQUE

RAPPORT

À

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU 28 NOVEMBRE 2018

RAPPORT N° 3

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Mesdames et Messieurs les Conseillers, membres de l'Assemblée de Martinique.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après le rapport relatif au débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019, prévu par les articles L.4311-1 et L.72-100-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

- 9 NOV. 2018

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France CEDEX, MARTINIQUE
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-489-1_subst-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

RAPPORT

0=0=0=0

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

SOMMAIRE

Propos liminaires 6

1- Contexte global de préparation du budget primitif 019 9
1.1- Prévisions économiques pour 2019 9
1-1-1- Perspectives économiques mondiales…….....…… 9
1-1-2- La situation économique de la France pour 2019 10
1-1-3- L'environnement économique martiniquais 12
1-1-4- L'évolution de la situation financière des régions et des départements 14
1.2- Les dispositions de la loi de finances 2019 et la contractualisation de la contribution des Collectivités locales au redressement des finances Publiques 15
1-2-1- La Loi des Finances 2019 15
1-2-2- La contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique au redressement des comptes publics 16

2- LE CADRAGE BUDGETAIRE DE LA CTM 17
2-1- Évolution des recettes……. 17
2-1-1- Les recettes d'investissement 17
2-1-2- Les recettes de fonctionnement 18
2-1-3- Tableau de l'évolution prévisionnelle des recettes 19

2-2- Structure et gestion de la dette 20
2-2-1- Synthèse de la dette au 01-01- 2019 21
2-2-2- Structure de la dette au 01-01- 2019 22
2-2-3- Gestion de la dette 24

3- LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA CTM… 24
3-1- Accroitre l'accessibilité et l'attractivité des territoires 26
3-1-1- Développer l'accessibilité terrestre, maritime, aérienne, numérique 26
3-1-1-1. Accessibilité terrestre 26
3-1-1-2. Accessibilité maritime 27
3-1-1-3. Accessibilité aérienne 27
3-1-1-4 Accessibilité numérique 27
3-1-2- Accompagner le Développement économique…… 28
3-1-2-1- Structurer les filières 28
3-1-2-2 Revitaliser les territoires fragiles 30
3-1-2-3- Dynamiser l'activité par les grands projets structurants 30

3-2- Favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population 31
3-2-1- Intensifier les actions de solidarité en faveur de la jeunesse et des populations fragilisées… 31
3-2-1-1- Assurer une meilleure prise en compte de la santé et de la Prévention médico-sociale 31
3-2-1-2- Améliorer la qualité de vie à domicile et en établissement des personnes en situation de perte d'autonomie 31
3-2-1-3- Repenser les dispositifs d'intervention sociale en faveur de La jeunesse et de la famille 32
3-2-1-4-Innover dans la politique d'insertion 32
3-2-2 – Favoriser l'intégration par la culture et le sport 33
3-2-2-1- Développer l'accès à la culture 33
3-2-2--2-Répondre par le sport aux enjeux sociétaux 33
3-2-3 Innover dans la formation et l'éducation 34
3-2-3-1 Repenser l'accompagnement aux actions Educatives 34
3-2-3-2 Adapter la formation professionnelle et l'apprentissage aux Besoins du territoire 35
3-2-3-3 Développer les filières innovantes en enseignement Supérieur 36
3-3 S'engager dans la transition écologique et énergétique 36
3-3-1 Accélérer la transition énergétique 36
3-3-2- Préserver et valoriser la biodiversité et le patrimoine naturel 37
3-3-3 Favoriser l'émergence de nouvelles filières circulaires 38
3-3-4 Concourir à la gestion durable de l'eau et de l'assainissement 38
3-3-5 Renforcer la gestion des risques 39
3-3-6 Développer une démarche éco-responsable exemplaire 39
3-5 Développer l'intégration régionale 40
3-5-1 Favoriser la création de richesse et d'emploi à partir de la valorisation des patrimoines 40
3-5-2 Développer le renforcement des capacités de prévention et de gestion 40
3-5-3 Assurer la valorisation durable du potentiel environnemental 41
3-5-4 Gérer la santé en milieu tropical 41

Propos liminaire

UNE ANNEE 2019 INSCRITE DANS LA CONTINUITE DE LA RESTAURATION DE NOS MARGES DE MANŒUVRES BUDGETAIRES ET LE SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Les exercices précédents portaient déjà la détermination de la Collectivité Territoriale de Martinique à optimiser sa gouvernance budgétaire et financière, à travers une maîtrise stricte et durable des dépenses envisagées, une fiscalité contrôlée et un recours mesuré à l'emprunt. Cela malgré des contraintes déjà identifiées, à savoir :

- Une lourde dette financière
- Une compensation insuffisante des allocations de solidarité et des transferts de charges
- Un équilibre budgétaire encore fragilisé par l'incertitude d'engagements pris antérieurement.

A cela s'ajoute, en 2019, le plafonnement du taux d'évolution des dépenses de fonctionnement, à 1,1%.

Malgré cette situation financière préoccupante, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a l'exigence d'assumer pleinement son rôle d'acteur public majeur du territoire et de faire progresser la situation économique, sociale et environnementale de notre Pays.

C'est en ce sens qu'un certain nombre de schémas ont été réalisés (Schéma Territorial de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation, Schéma de l'Autonomie, Schéma Territorial des Infrastructures Routières de la Martinique – STIRM 2017-2037), ou sont en cours d'élaboration (Schéma de l'enfance, feuille de route de l'économie circulaire).

Ces différents documents de programmation préfigurent le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Martinique, PADDMA, qui aura vocation à décliner, dans un schéma unique, l'ensemble des outils prospectifs pour la Martinique.

Il s'agit en effet de se doter de moyens pour faire face aux différents défis à relever :

- Le défi environnemental avec les menaces grandissantes des aléas climatiques et des fragilisations d'origine humaine ou technologique ;
- Le défi économique avec la libéralisation croissante du commerce international qui remet en cause progressivement le principe de dérogations commerciales, fragilisant les petites entreprises à faible niveau de compétitivité ;
- Le défi démographique avec une population vieillissante, des jeunes qualifiés candidats au départ, et une marginalisation croissante des jeunes non qualifiés ;
- Le défi financier, avec une raréfaction des sources classiques de financement et la nécessité de rechercher l'optimisation des ressources publiques et privées.

Rigueur et créativité s'imposent dorénavant pour la prise en compte simultanée de ces différents défis, en cohérence et en complémentarité avec les autres acteurs du territoire.

A ce titre, le Contrat de Convergence 2019-2022, constituera un outil de référence clé. Emanation concrète des Assises des Outre-mer et du Livre Bleu Outre-Mer, ce document traduira de façon opérationnelle les orientations du « Plan de Convergence », conçu stratégiquement pour 10 ans.

Les orientations budgétaires 2019 devront donc en tenir compte. Elles devront constituer, dans une perspective pluriannuelle, la contrepartie CTM 2019, d'un Contrat qui devra s'étaler sur les trois prochaines années.

La Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre de la négociation en cours, veille à ce que les grands défis identifiés pour la Martinique de demain, constituent les axes forts de ce document de contractualisation : le bien-être et l'épanouissement de la population, la structuration de nouvelles filières porteuses, l'accessibilité et l'attractivité du Territoire sont en effet les priorités consensuellement arrêtées avec l'ensemble des partenaires concernés.

Pour améliorer l'efficacité des actions retenues, la Collectivité Territoriale de Martinique a souhaité que l'objectif de la Territorialisation soit un volet transversal de ses politiques publiques. L'ambition est de se rapprocher des administrés, d'accompagner les populations et les zones les plus fragiles, en favorisant l'émergence sur l'ensemble du territoire de véritables Pôles d'activités Economiques, en redynamisant les bourgs. Redynamisation indispensable pour répondre à la fois aux problématiques du vieillissement et de l'intégration des jeunes.

Le Contrat de Convergence s'appuie également sur un volet coopération régionale. Il s'agit désormais, dans une logique de projets, d'actionner collectivement avec les Etats de la Caraïbe, des vecteurs de développement commun, par le renforcement des capacités de prévention et de gestion des risques, la valorisation durable de l'environnement et la maitrise de la transition énergétique, la prise en compte de la santé en milieu tropical…

Tenant compte de ce nouveau cadre contractuel, il est proposé d'organiser le débat des Orientations Budgétaires autour des quatre grands enjeux suivants :

- Améliorer l'accessibilité et l'attractivité du Territoire : une meilleure articulation entre transport terrestre et maritime, le renforcement du maillage numérique et de l'accessibilité aérienne sont les clés pour favoriser encore plus la mobilité des personnes, des biens et services et accompagner la nouvelle dynamique économique et sociale souhaitée.
  Parallèlement, la Collectivité continuera à encourager toutes les initiatives entrepreneuriales individuelles. Mais la priorité ira à la structuration de filières et à l'offre de méthodes alternatives à la subvention publique, par la mise ne place d'un fonds de fonds.
  Elle privilégiera également une nouvelle façon d'aménager le territoire pour créer des bassins de vie et d'emplois, facteur d'attractivité ;

- Favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population : La Martinique perd ses forces actives avec une population vieillissante et des jeunes qualifiés ou moins qualifiés qui peinent à s'intégrer professionnellement. Ces évolutions majeures ont conduit à une augmentation de la précarité, induisant de fait l'augmentation de la demande sociale. Des dispositifs novateurs permettront d'accompagner les actifs et les non actifs vers un mieux-être.

3 Accompagner la transition écologique : Le réchauffement climatique et l'amplification des menaces environnementales obligent désormais à renforcer la culture du risque et à protéger davantage les populations et les biens. Par ailleurs, les nouvelles logiques de production et de consommation imposent dorénavant un nouveau rapport avec la Terre, la Mer et l'Environnement, pour en faire des sources durables de création de valeurs ajoutées.

4- Affirmer l'ancrage caribéen : il s'agit en développant des projets d'envergure régionale, de renforcer notre stratégie d'attractivité et d'innovation, pour un meilleur positionnement dans la Caraïbe et dans le Monde.
Pour 2019, le mot d'ordre en matière budgétaire et financière demeure l'optimisation.

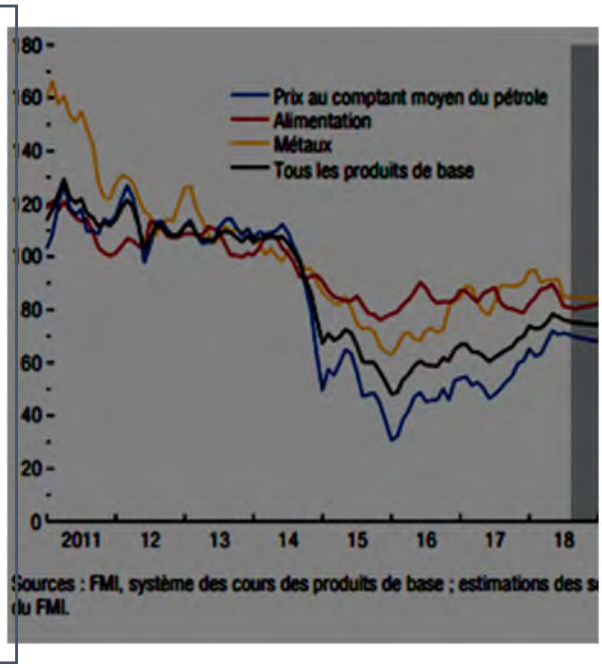
Avant de décrire ces quatre grandes orientations, il est présenté le contexte global de préparation du budget primitif et le cadrage budgétaire de la CTM.

1- CONTEXTE GLOBAL DE PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2019

1-1-**Prévisions économiques pour 2019**

1-1-1- **Perspectives économiques mondiales** : un ralentissement progressif de la croissance

Après la crise financière mondiale de 2008-2009, la crise européenne de la dette souveraine de 2010 à 2012 et la correction des prix des produits de base entre 2014 et 2016, l'économie mondiale voit une croissance mondiale estimée à 3.1% en moyenne en 2018.
D'après l'édition de juin 2018 des *Perspectives économiques mondiales*, la Banque mondiale prévoit pour cette année 2019, un ralentissement de l'activité dans les économies avancées, avec un taux de croissance de 2%, en raison de la suppression progressive des mesures de relance monétaire par les banques centrales.
La Banque mondiale prévoit également une stabilisation de la reprise dans les principaux pays émergents et en développement, exportateurs de produits de base. La croissance devrait s'y consolider à 4.7% en 2019, la reprise économique atteignant sa phase de maturité et les prix des matières premières se stabilisant après la hausse enregistrée en 2018.



Graphique 1 : Prix produits de base et du pétrole (déflatés à l'aide de l'indice américain des prix à la consommation, indice 2014=110)
L'indice des prix des produits de base a augmenté au cours des six derniers mois, porté par la hausse des prix de l'énergie. Les prix de l'alimentation ont diminué sur fond de la montée des tensions commerciales, tandis que les prix des métaux ont fléchi en raison de l'affaiblissement de la demande chinoise.

Toutefois des risques de détérioration considérables pèsent sur ces perspectives.
La Banque mondiale appelle ardemment les pays à faire avancer les mesures et les réformes qui alimenteraient l'expansion actuelle.
En effet, le recul attendu de la demande mondiale de produits de base, pourrait faire plafonner les cours et en conséquence la croissance des pays exportateurs. Ce risque rendant indispensable la diversification de leur économie.

De même, l'alourdissement de la dette, en particulier la dette en devises, accroît la vulnérabilité des pays face à la hausse des coûts d'emprunt.

Synthèses régionales

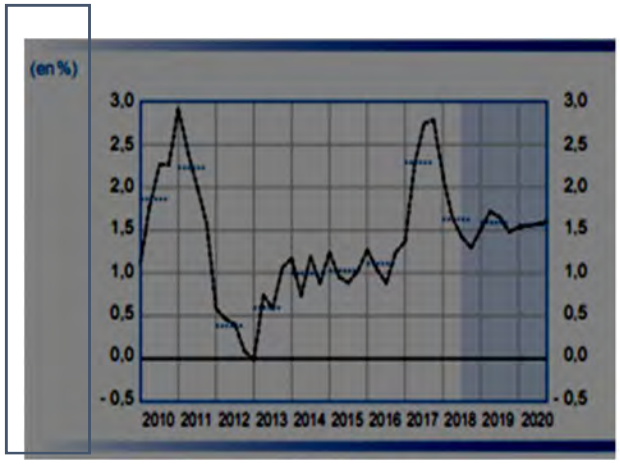
PIB réel (%)	2015	2016	2017 estimations	2018 prévisions	2019 prévisions
Monde	2,8	2,4	3,1	3,1	3,0
Économies avancées	2,3	1,7	2,3	2,2	2,0
États-Unis	2,9	1,5	2,3	2,7	2,5
Zone euro	2,1	1,8	2,4	2,1	1,7
Japon	1,4	1,0	1,7	1,0	0,8
Marchés émergents et économies en développement	3,7	3,7	4,3	4,5	4,7
Asie de l'Est et Pacifique (EAP)	6,5	6,3	6,6	6,3	6,1
Europe et Asie centrale (ECA)	1,1	1,7	4,0	3,2	3,1
Amérique latine et Caraïbes (LAC)	-0,4	-1,5	0,8	1,7	2,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNA)	2,8	5,0	1,6	3,0	3,3
Asie du Sud (SAR)	7,1	7,5	6,6	6,9	7,1
Afrique subsaharienne (SSA)	3,1	1,5	2,6	3,1	3,5

En Europe et en Asie centrale, la croissance devrait se consolider à 3.1% en 2019. Ce ralentissement dans les pays importateurs de produits de base devrait presque annuler la reprise dans les économies exportatrices.
En Amérique latine et Caraïbes, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2.3% en 2019. Elle sera tirée par la consommation privée et par l'investissement. En Amérique centrale, la croissance devrait remonter dans certains pays exportateurs de produits agricoles, et se stabiliser pour ceux qui importent des produits de base.
Dans la Caraïbes en particulier, la croissance devrait progresser sous l'effet de trois facteurs : les activités de reconstruction après le passage de plusieurs ouragans, le tourisme et les prix favorables des produits de base.

1-1-2- La situation économique de la France pour 2019 : retour de la croissance

Selon les « *Projections macro-économiques pour la France* » établies par la Banque de France en septembre 2018, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de la France, en moyenne annuelle, s'établirait à 1.6% en 2019 et en 2020, (après 1.1% en 2016, 2.3% en 2017 et 1.6% en 2018.)

Bien que le contexte international soit moins dynamique et sujet à une incertitude croissante se traduisant notamment par un ralentissement de la demande adressée à la France, ce niveau de croissance reste supérieur à la croissance potentielle de la France, ce qui contribuerait à la poursuite de la baisse du taux de chômage.



Graphique 2 : Croissance du PIB réel
Note : La courbe représente les glissements annuels et les traits les moyennes annuelles
Source : INSEE jusqu'au 2ème trimestre 2018, puis projections Banque de France sur fond bleuté

Une croissance française supérieure à son rythme potentiel

Les créations d'emplois fléchiraient quelque peu en 2019 et 2020 après avoir été très soutenues en 2018. En cause, les créations d'emplois dans le secteur privé qui ne progresseraient plus au rythme connu en 2017, et la réduction du nombre de contrats aidés sur l'ensemble du territoire. Cela permettrait tout de même au taux de chômage de continuer à décroître jusqu'à 8.3% fin 2020, son taux le plus bas depuis la fin de l'année 2008.
L'inflation mesurée par le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) se repliait jusqu'à l'automne 2019 (1.6% attendu au 3ème trimestre), après un pic à 2.6% en juillet et août 2018, qui tient en partie à la forte augmentation des prix de l'énergie et aux hausses des taxes sur le tabac et l'énergie.
Le pouvoir d'achat des ménages progresserait nettement en 2019 (1.7%) et en 2020 (1.5%), tiré par l'augmentation du salaire nominal moyen par tête et l'entrée en vigueur de mesures de baisse des prélèvements obligatoires.
Les baisses des prélèvements obligatoires permettraient par ailleurs, à la fois une hausse de la consommation des ménages, à un rythme toutefois inférieur à celui du pouvoir d'achat, et une reconstitution de l'épargne.
L'investissement des entreprises continuerait à croître un rythme nettement supérieur à celui de l'activité alors que l'investissement des ménages progresserait plus modérément après sa croissance exponentielle de 2017.
Les exportations ralentiraient dans le sillage de la demande mondiale. La croissance des importations serait modérée par le ralentissement de la demande intérieure et des exportations.
La contribution du commerce extérieur à la croissance serait neutre en 2019 et en 2020, grâce à une demande extérieure plus soutenue que la demande intérieure.

Le tableau ci- après présente une synthèse des projections macro-économiques réalisées par la Banque de France :

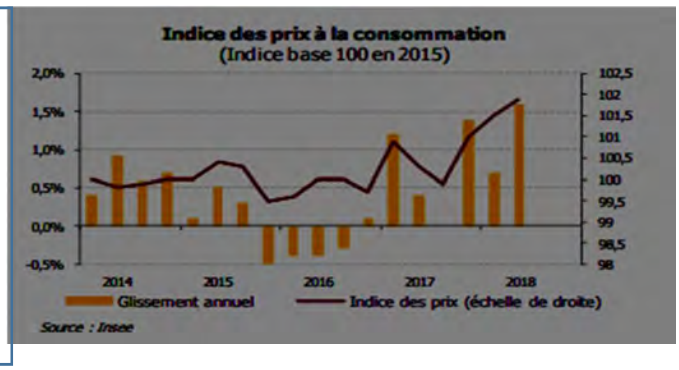
	2016	2017	2018	2019	2020
IPCH	0,3	1,2	2,1	1,7	1,8
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,0	1,4	1,5
Déflateur du PIB	0,2	0,7	0,7	1,2	1,5
PIB réel	1,1	2,3	1,6	1,6	1,6
Contributions (points de PIB)α) :					
Demande intérieure hors stocks	*2,0*	*2,0*	*1,4*	*1,6*	*1,6*
Exportations nettes	*- 0,5*	*0,1*	*0,4*	*0,0*	*0,0*
Variations de stocks	*- 0,4*	*0,2*	*- 0,2*	*0,0*	*0,0*
Consommation des ménages (52 %)β)	2,0	1,1	0,9	1,3	1,4
Consommation publique (24 %)	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Investissement total (23 %)	2,7	4,7	2,8	2,2	2,2
Investissement public (3 %)	*0,1*	*1,6*	*2,5*	*2,1*	*1,8*
Investissement des ménages (5 %)	*2,8*	*5,6*	*1,5*	*0,3*	*1,8*
Investissement des entreprises (SNF-SF-EI) (14 %)	*3,4*	*5,2*	*3,4*	*3,0*	*2,5*
Exportations (31 %)	1,5	4,7	3,6	4,2	3,7
Importations (32 %)	3,1	4,1	2,3	4,0	3,6
Revenu disponible brut (RDB) réel des ménages	1,8	1,4	1,0	1,7	1,5
Créations nettes d'emplois (en milliers)	197	330	245	142	163
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	10,1	9,4	9,1	8,8	8,5

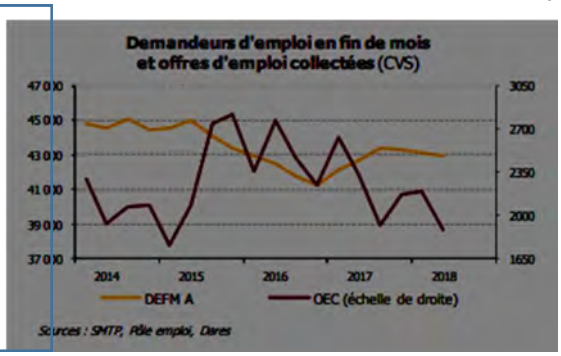
Synthèse des projections pour la France
Données corrigées des jours ouvrables.
α) *La somme des contributions ne correspond pas nécessairement à la croissance du PIB du fait d'arrondis.*
β) *Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la part de chaque poste dans le PIB en 2017.*
Source : INSEE pour 2016 et 2017 puis projections Banque de France sur fond bleuté

1-1-3- L'environnement économique martiniquais : une activité globalement stable

La note expresse de tendances conjoncturelles de l'IEDOM parue en octobre 2018, présente la conjoncture économique de Martinique pour le 3ème trimestre 2018.
L'indicateur du climat des affaires (ICA), porté par l'opinion des chefs d'entreprise, est en hausse de 3.3%.

L'indice des prix à la consommation progresse de 0.4%. Cette hausse des prix tient à l'augmentation des prix de l'énergie (+5.7%) et des produits manufacturés (0.5%), car dans le même temps les prix de l'alimentation ont reculé (-0.6%) comme les prix des services (-0.4%).

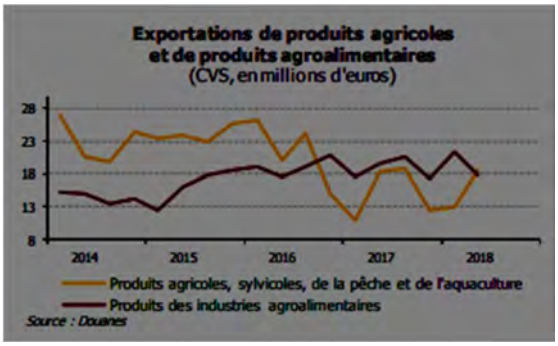




Le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0.3% et atteint 42 960 personnes.

La consommation des ménages retrouve du dynamisme. Les importations de biens de consommation non durables sont en hausse (+4.3%), tout comme les importations de biens de consommation durable (+28.5%). Les ventes de véhicules de tourisme affichent également une progression.
Le secteur industriel poursuit ses efforts en matière d'investissement, bien que les immatriculations de véhicules utilitaires soient en recul.
Il est constaté un accroissement des échanges sur les 3 mois. Les importations progressent notamment grâce à l'augmentation des importations de produits agro-alimentaires et d'équipements mécaniques. Les exportations hors produits pétroliers sont également en hausse, tenant à la progression des exportations de produits agricoles et de matériels de transport. Les importations de produits pétroliers se replient (-33%) tandis que les exportations sont en hausse (+12.4%).

Le courant d'affaires se stabilise. Au sein des secteurs primaire et agro-alimentaire, l'activité retrouve son niveau moyen de mi-2016, après le coup d'arrêt lié au passage des phénomènes Matthew et Maria.
Les exportations de bananes progressent sur la période (+23.6%).
L'absence de dynamisme des exportations de rhums entraîne la baisse des exportations de produits agro-alimentaires (-16.2%)



Dans le secteur du commerce, la trésorerie s'améliore, mais au sein du secteur BTP, la situation reste fragile. Les ventes de ciment sont toutefois en hausse, et les attestations de conformité électrique des logements neufs accusent un repli.
Dans le secteur du tourisme, les charges d'exploitation diminuent et la trésorerie s'assainit, cependant le nombre de nuitées et le nombre de passagers transitant par l'aéroport Aimé Césaire semble se tasser .
L'activité du secteur industriel en quête de nouvelles commandes se stabilise alors que le service aux entreprises ralentit.

1-1-4- L'évolution de la situation financière des régions et des départements

L'année 2017 a été la quatrième et dernière année de réduction de la dotation globale de fonctionnement (DGF).
Le total des concours financiers de l'Etat a reculé de 19% entre 2013 et 2017. L'impact de cette baisse de DGF bien qu'atténué par le dynamisme de la fiscalité transférée, a été marqué sur les dépenses d'investissement qui ont reculé de 11% entre 2013 et 2017. Les dépenses de fonctionnement ont continué de progresser mais à un rythme ralenti (3.1% par an en moyenne entre 2010 et 2013 à 0.3% par an en moyenne entre 2013 et 2017). Les dépenses de personnel, premier facteur de progression des dépenses de fonctionnement ont eu une croissance moindre grâce aux efforts de maîtrise des effectifs.

Les finances des Départements
Les dépenses de fonctionnement des départements sont réparties à la hausse en 2017.
Les départements ont cependant bénéficié globalement en dépit de la nouvelle baisse de la DGF, d'une progression sensible de leurs produits de fonctionnement (2.5%), due à la forte croissance de leurs recettes fiscales.
En matière d'investissement, l'année 2017 a prolongé la trajectoire à la baisse amorcée en 2010 avec un nouveau recul, néanmoins plus faible que celui des exercices précédents (-1.5%). Au total, l'investissement des départements a diminué de 25% en 8ans.
Ceux- ci sont confrontés en 2017 à l'accroissement de leur besoin de financement dû à la détérioration de leur autofinancement propre et de leurs recettes d'investissement, notamment avec les subventions reçues et les versements du FCTVA.
Les départements connaissent par ailleurs des situations financières délicates, dépendant étroitement de facteurs conjoncturels variables aggravés dans certains départements par l'explosion de la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Les finances des Régions
L'augmentation des dépenses de fonctionnement des régions a été contenue en 2017, en dépit de surcoûts liés aux fusions engagées en 2016.
A noter l'évolution positive de leurs ressources fiscales.

Cette évolution a résulté principalement du dynamisme de leurs ressources fiscales, la CVAE, la TICPE et la taxe sur les véhicules.
Toutefois l'endettement des régions a continué d'augmenter (+3%).

1-2- Les dispositions de la loi de finances 2019 et la contractualisation de la contribution des Collectivités locales au redressement des finances publiques

1-2-1- La Loi des Finances 2019

Selon les prévisions du Gouvernement, la croissance s'établirait à 1.7% pour l'année 2019. Cette estimation plus élevée que celle de la Banque de France dans ses « *Projections macro-économiques pour la France* » s'appuie sur la poursuite de la reprise en zone euro et la croissance de la demande mondiale qui continuerait à soutenir l'activité française mais à un rythme moindre que l'année dernière. Toutefois, cette prévision est soumise à aléa.
Le dynamisme des exportations dépendra de la croissance des partenaires de la France. La croissance française pourrait aussi dépendre du déroulement des négociations sur le Brexit, des décisions de politique économique en Italie, de l'évolution des déséquilibres budgétaires et financiers en Chine.
Après avoir ramené pour la troisième année consécutive le déficit public en deçà du seuil de 3 % du PIB en 2017, permettant à la France de sortir de la procédure européenne pour déficit excessif ouverte à son encontre en 2009, le Gouvernement confirme la maîtrise du déficit public pour les années 2018 et 2019.

De même, le déficit structurel continuerait de se résorber progressivement pour atteindre 2,0 % du PIB en 2019, essentiellement du fait des efforts consentis en matière de dépenses, soit son niveau le plus bas depuis 2000.
La progression de la dépense publique en volume sera limitée à 0,6 % en 2019. Ainsi, le budget pour 2019 vient confirmer le net ralentissement de la dépense publique voulu par le Gouvernement.

Le budget 2019 confirme également la baisse des prélèvements obligatoires à laquelle s'est engagé le Président de la République. En 2019, les prélèvements obligatoires diminueraient de près de 25 Md€, après une baisse de 10 Md€ en 2018.
Enfin, l'endettement public se stabilisera en 2019 par rapport à 2018. La consolidation de la dette de SNCF Réseau, a porté la dette publique à 98,5 % du PIB en 2017. Au-delà de 2019, la dette publique devrait commencer à décroître pour atteindre 92,7% en 2022.
Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2019 s'inscrit ainsi dans la trajectoire de réduction des déficits publics appuyée sur une maîtrise accrue des dépenses sociales.

La maîtrise des dépenses sociales s'accompagne également d'un renforcement de l'effort d'investissement dans la santé dans le cadre du plan « Ma santé 2022 » présenté en septembre 2018 par le Président de la République. Ainsi, l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) sera fixé à +2,5% en 2019.
Ces nouvelles règles traduisent une volonté de partage des efforts d'allégement des prélèvements obligatoires entre sous-secteurs et de responsabilisation des acteurs publics.

En % de PIB	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Déficit public hors mesures exceptionnelles	**-2,6%**	**-2,4%**	**-1,9%**			
Déficit public total	-2,7%	-2,6%	-2,8%	-1,4%	-0,7%	-0,3%
Ajustement structurel	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%
Croissance volume de la dépense publique	1,4%	0,0%	0,6%	0,5%	0,1%	0,4%
Taux de PO	45,3%	45,0%	44,2%	44,6%	44,6%	44,5%
Taux de dépenses publiques (hors CI)	55,1%	54,6%	54,0%	53,3%	52,5%	51,8%
Dette publique	98,5%	98,7%	98,6%	97,5%	95,3%	92,7%

1-2-2- La contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique au redressement des comptes publics

Prévu par la *Loi de programmation des Finances publiques 2018-2022*, l'objectif de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales est la réduction des dépenses de fonctionnement pour permettre l'amélioration de l'autofinancement et le désendettement.
Ce dispositif élaboré sur la base d'un taux plafond national décrit la trajectoire de limitation des dépenses de fonctionnement applicable chaque année, sur une durée de 3 ans.
Il est assorti de sanctions financières en cas d'écart entre la réalisation effective des dépenses et l'objectif de réduction.
La Collectivité Territoriale de Martinique, s'est vue notifier en septembre 2018 par le Préfet de Martinique un niveau maximal annuel de dépenses réelles de fonctionnement, applicable de 2018 à 2020 (devant être compris entre 0.90% et 1.20%), de 1.10% par an.

DRF 2017	*Niveau maximal DRF 2018*	*Niveau maximal DRF 2019*	*Niveau maximal DRF 2020*
876 323 803	*885 963 365*	*895 708 962*	*905 561 760*

2- LE CADRAGE BUDGETAIRE DE LA CTM

2-1- évolution des recettes

Remarque liminaire :
A la date d'élaboration du rapport sur les orientations budgétaires 2019, le projet de Loi de finance pour 2019 est en cours d'examen au niveau du Parlement.
Les recettes envisagées ci-dessous, ont été estimées à périmètre constant.
Ainsi, il paraît difficile de mesurer précisément l'impact des décisions annoncées par le gouvernement (réforme de l'abattement fiscal de 30%, suppression de la TVA non perçue récupérable, alignement de la fiscalité sur le rhum, suppression des dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat, …) sur la consommation et l'activité, et par là, sur les recettes qui leur sont liées.
Dans le cadre du projet de budget primitif pour 2019, les inscriptions feront l'objet d'ajustements en fonction de l'état d'avancement des débats parlementaires, et/ou d'ajustements lors des décisions modificatives 2019.

2-1-1-les recettes d'investissement :

Les recettes prévisionnelles d'investissement, hors emprunts, devraient enregistrer une augmentation en 2019.
La Dotation Globale d'Equipement (DGE), la Dotation Régionale à l'Equipement Scolaire (DRES) et la Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC) resteraient aux niveaux alloués en 2018.
Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) devrait diminuer en 2019.
En effet, le versement, en 2018 de la TVA acquittée sur les dépenses réelles d'investissement mandatées par la CTM a concerné deux années.

Pour le CPER 2014-2019 les dossiers déjà programmés, permettent d'envisager un versement de subvention Etat, notamment pour les dossiers Pôle Universitaire de Santé et le complexe scolaire de Sainte Marie (collèges, lycées).

Le contrat de convergence 2019-2022 est la première traduction opérationnelle du Plan de convergence, conçu pour une durée de 10 ans
Le principe est de retenir les opérations dont la faisabilité est avérée et dont la temporalité est compatible avec l'horizon dudit contrat.

En tenant compte de ce principe, on peut de manière réaliste espérer un versement de subventions pour l'année 2019.

Par ailleurs, l'anticipation de l'augmentation des subventions européennes, s'inscrit dans le pilotage de la phase de montée en charge progressive du PO 2014 – 2020.

En matière d'emprunt, la collectivité poursuit sa démarche d'optimisation de son endettement.
Après 40 M€ mobilisés en 2017 et 60 M€ encaissés en 2018, l'année 2019 marquerait une stabilisation du recours à l'emprunt avec un appel aux établissements financiers évalué à une cinquantaine de millions.
Il s'agit d'une part, de trouver par la dette les moyens d'assurer le financement de sa section d'investissement, mais d'autre part, de rester attentifs aux ratios prudentiels en matière d'endettement.
Par ailleurs, les opportunités de renégociation de l'en-cours se poursuivront.

2-1-2-les recettes de fonctionnement :

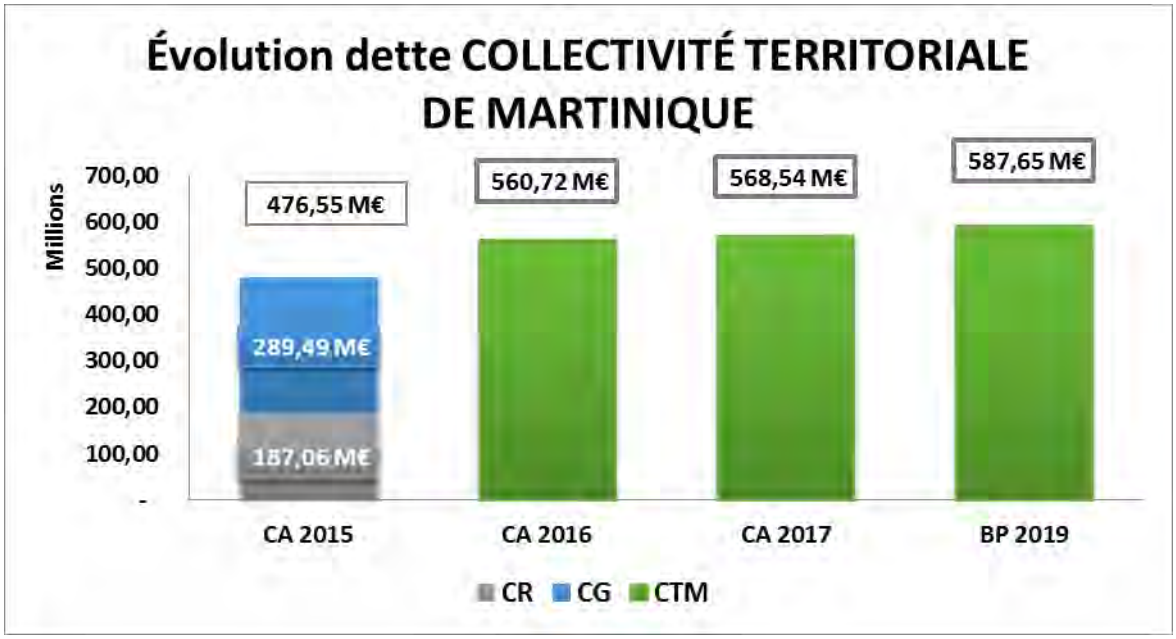
Les recettes fiscales de la section de fonctionnement devraient rester quasiment stables en 2019
Les principales ressources fiscales de la CTM sont les suivantes : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), le Fonds de péréquation issue de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité, la taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Energétiques (TICPE), la taxe sur les carburants, la taxe sur les certificats d'immatriculations et permis de conduire, la taxe spéciale sur les conventions d'assurances, l'octroi de mer, la taxe sur les rhums et les tabacs, le produit des droits de mutation à titre onéreux, …
Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) devrait poursuivre sa progression annuelle uniquement sous l'effet des bases.
Depuis la réforme fiscale de 2011, la TFPB reste le seul impôt direct issu du département sur lequel la CTM dispose d'un pouvoir de modulation du taux. Ce taux est actuellement fixé à 19,49%.
Il est proposé en 2019 de maintenir ce taux à son niveau actuel, la préservation du pouvoir d'achat demeurant une orientation forte de la CTM.
Il convient toutefois de rappeler que la structure des recettes d'origine fiscale depuis la réforme de 2011 et la quasi-stagnation de la fiscalité transférée, ont renforcé le degré de dépendance de la CTM vis-à-vis des concours de l'Etat.
Les recettes non fiscales de la section de fonctionnement devraient en revanche entraîner une diminution
Cette dégradation résulte pour l'essentiel d'une baisse attendue des recettes européennes liées au versement du préfinancement des projets mis en œuvre par la CTM.
La dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours financier de l'Etat, devrait comme en 2018 connaitre une légère diminution.
Les recettes liées
Le tableau suivant présente les estimations de recouvrement de recettes anticipées pour la gestion 2019. Elles seront réajustées jusqu'au vote du BP 2019, en fonction notamment des nouvelles mesures qui seront annoncées par l'Etat.

2-1-3-Tableau de l'évolution prévisionnelle des recettes de la CTM

	BP 2018	OB 2019	EVOLUTION 2019/2018 OB/BP
INVESTISSEMENT	**173 959 956 €**	**170 119 955 €**	**-2,21%**
INVESTISSEMENT *HORS EMPRUNT*	**113 959 956 €**	**120 119 955 €**	**5,41%**
Dotations d'investissement - Etat	72 820 821 €	60 756 368 €	-16,57%
Subventions européennes d'investissement	38 664 523 €	48 258 587 €	24,81%
Subventions, participations et recouvrements divers	2 474 612 €	11 105 000 €	348,76%
Emprunts	60 000 000 €	50 000 000 €	-16,67%
FONCTIONNEMENT	**917 555 911 €**	**916 700 182 €**	**-0,09%**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	72 400 000 €	74 800 000 €	3,31%
Nouvelle fiscalité locale (IFER/CVAE/ FNGIR / DCRTP)	54 941 529 €	53 359 251 €	-2,88%
Compensation AIS - Transfert frais de gestion TFPB + Fonds de solidarité	22 848 602 €	22 550 000 €	-1,31%
Produit fiscalité indirecte (Tabac, droits de mutation, carburant)	135 848 000 €	140 000 000 €	3,06%
Fiscalité transférée (TICPE et TSCA)	201 212 887 €	201 562 887 €	0,17%
Fraction TVA (Loi Finances 2018 - DGF des régions)	14 885 602 €	14 885 602 €	0,00%
Taxe additionnelle à l'octroi de mer	72 000 000 €	72 000 000 €	0,00%
Taxe d'apprentissage	27 300 000 €	27 500 000 €	0,73%
Subvention fiscale	9 139 810 €	9 530 000 €	4,27%
Autres recettes fiscales (fonds de péréquation, fiscalité urbanisme ...)	34 797 368 €	34 999 368 €	0,58%
Dotation globale de fonctionnement	146 765 443 €	146 000 000 €	-0,52%
Autres recettes non fiscales	118 639 078 €	112 735 482 €	-4,98%
TOTAL DES RECETTES	**1 091 515 867 €**	**1 086 820 137 €**	**-0,43%**

2-3- structure et gestion de la dette

Au 1er janvier 2016, l'en-cours de la dette issu des deux anciennes collectivités s'élevait à 476,55 M€ (agrégation du stock de dettes bancaires de l'ex-région et de l'ex-département).



Le ratio d'endettement de la Collectivité Territoriale de Martinique (dette/population) s'établit à 1 430 € par habitant au 31 décembre 2017.
La capacité de désendettement de la Collectivité Territoriale de Martinique (Dette/Epargne brute), exprimée en nombre d'années et principal indicateur permettant de mesurer le poids de la dette en années d'épargne et la solvabilité de la collectivité, s'établit à 10,8 ans à fin 2017.
Le ratio de désendettement, défini pour chaque catégorie de collectivités à l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, est fixé à 9 ans pour la Collectivité Territoriale de Martinique.

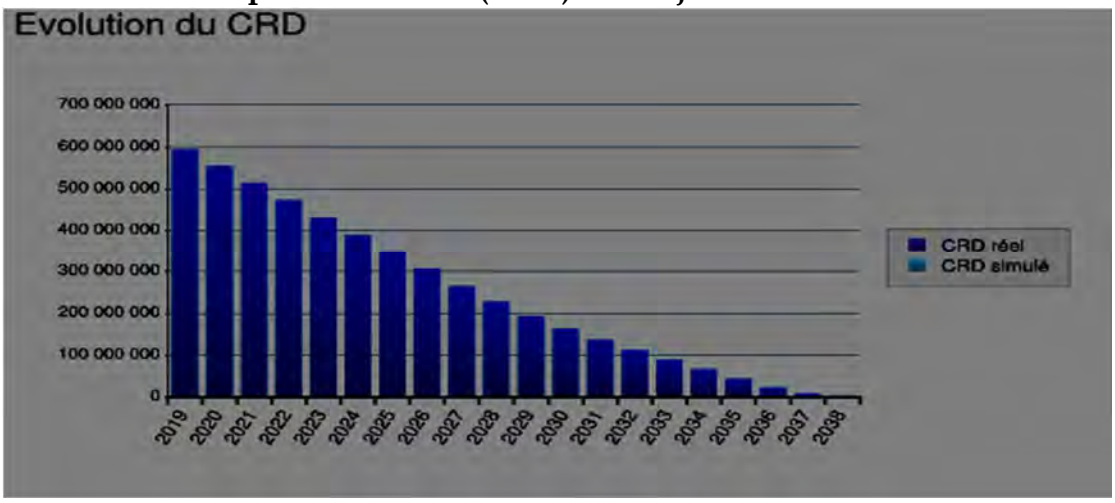
La Collectivité Territoriale de Martinique a conclu avec l'Agence Française de Développement une convention de crédit d'un montant global de 100 M€ mobilisable en 2 tranches.
La 1ère tranche a été encaissée fin 2017.
La seconde est intervenue le 19 octobre 2018.

2-3-1-synthese de la dette au 01/01/2019 :

Au 1er janvier 2019, la dette de la Collectivité Territoriale de Martinique devrait s'élever à 587 656 567,68 €.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Ex,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
587 656 567.68 €	**2,15 %**	**14 ans et 9 mois**	**7 ans et 11 mois**	**47**

Le graphique ci-dessous présente le profil d'extinction de la dette correspondant à l'évolution du capital restant dû (CRD) au 1er janvier 2019.

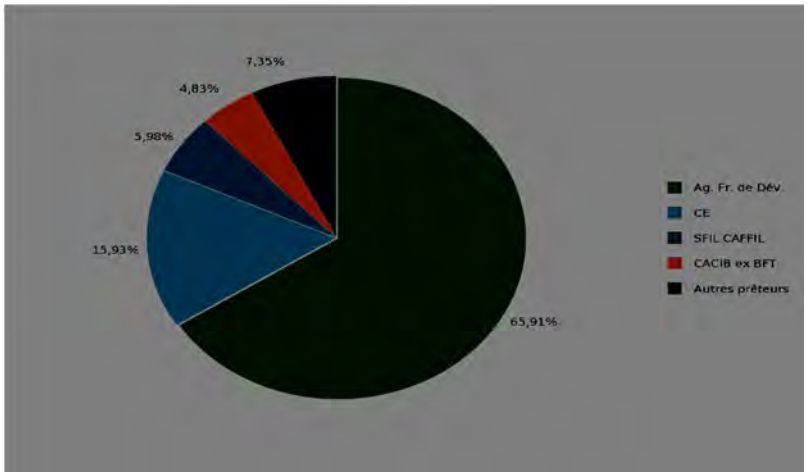


Ces données relèvent de la dette propre de la Collectivité Territoriale de Martinique.

2-3-2-structure de la dette au 01/01/2019 :

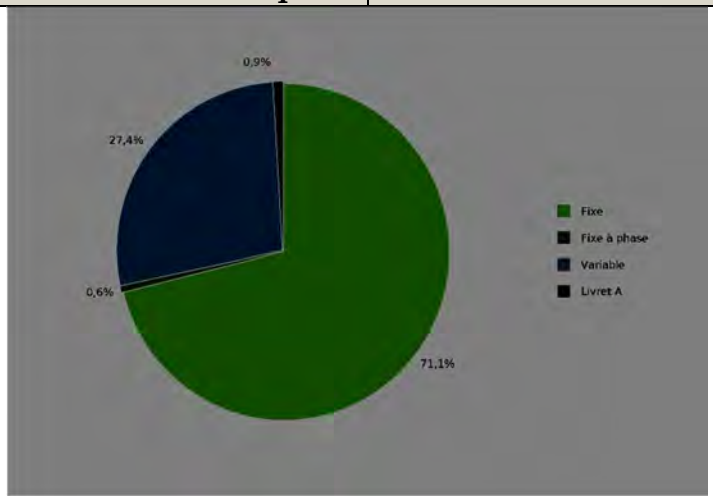
Le stock de dette comprend 47 emprunts.
Les principaux financeurs sont l'AFD (65,91%), la Caisse d'Epargne (15,93%), la SFIL CAFFIL (5,98%) et le Crédit Agricole (4,83%).

REPARTITION DE LA DETTE PAR PRETEUR

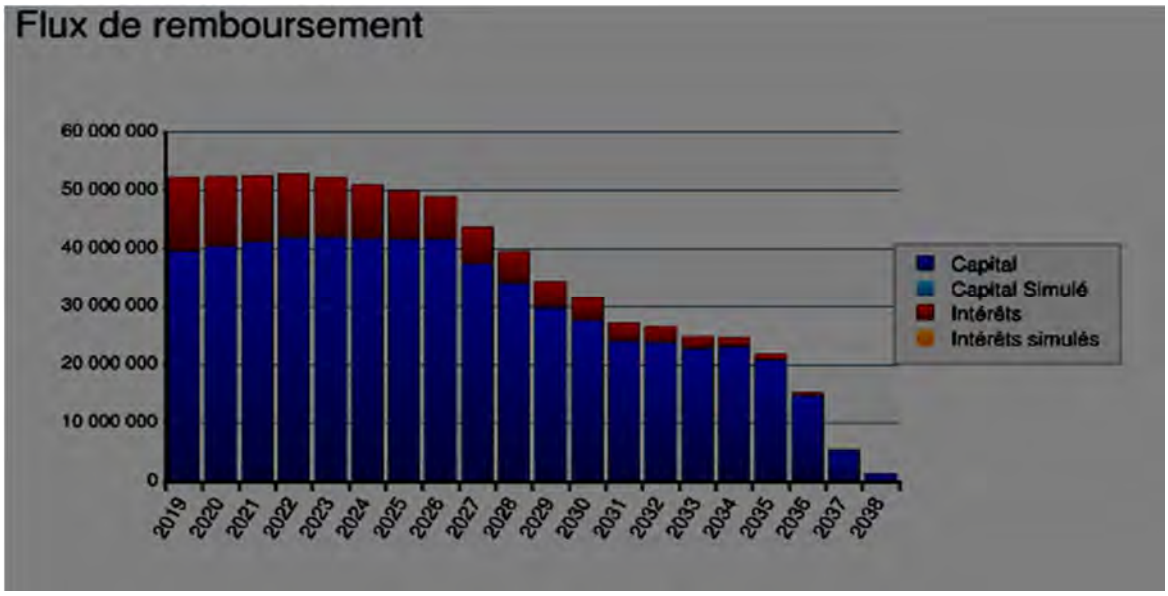


La dette à taux fixe de la Collectivité Territoriale de Martinique représente 71,12%. Elle est intégralement libellée en euros. Les emprunts à taux variables représentent 27,38% :

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	**417 930 881.45 €**	**71,12 %**	**2,66 %**
Fixe à phase	**3 338 888.74 €**	**0,57 %**	**2,94 %**
Variable	**160 944 360.22 €**	**27,38 %**	**0,82 %**
Livret A	**5 442 437.27 €**	**0,93%**	**1,38 %**
Ensemble des risques	**587 656 567.68 €**	**100,00 %**	**2,15 %**



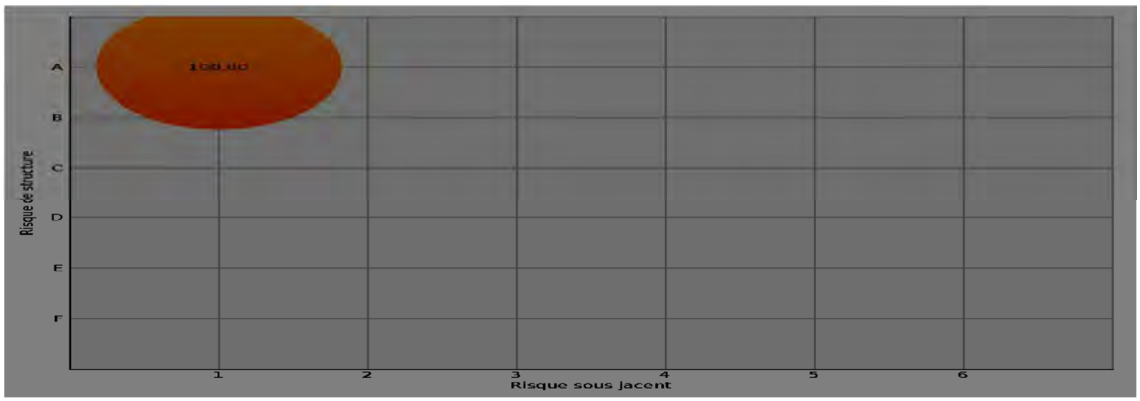
Profil de remboursement de la dette



Une absence d'exposition au risque
Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD



Les collectivités territoriales présentent leur en-cours de dette selon une matrice des risques partagée, issue de la charte de bonne conduite signée par les banques, dite « charte GISSLER ». Cette classification permet d'appréhender simplement et rapidement le risque correspondant à chaque produit financier selon le type de sous-jacent (classé de 1 à 6) et sa structure (classée A à F).

La classification la plus sûre, 1A, correspond aux taux fixes ou variables en euros. A l'opposé, les produits « hors charte » classés 6F, sont ceux présentant le risque le plus important pour la collectivité et sont qualifiés « d'emprunts toxiques ».

Ainsi 100% de la dette Collectivité Territoriale de Martinique est positionnée sur des taux fixes ou variables classiques et sur des index de la zone euro, et classée en 1A.

Dette par année

	2019	2020	2021	2022	2023	2028
Encours moyen	**571 540 541 €**	**530 901 181 €**	**490 140 748 €**	**448 665 261 €**	**406 741 532 €**	**208 189 489 €**
Capital payé sur la période	**39 466 983 €**	**40 321 971 €**	**41 043 363 €**	**41 822 265 €**	**41 901 908 €**	**33 940 531 €**
Intérêts payés sur la période	*** 12 535 461 €**	*** 11 971 742 €**	*** 11 461 694 €**	*** 10 870 647 €**	*** 10 118 327 €**	*** 5 411 493 €**
Taux moyen sur la période	**2,13 %**	**2,20 %**	**2,28 %**	**2,36 %**	**2,41 %**	**2,49 %**

2-3-3-gestion de la dette :

Une gestion active de la dette développée avec ses partenaires financiers, a permis à la Collectivité Territoriale de Martinique d'anticiper et donc de mieux maîtriser, voire de stabiliser l'évolution de ses charges de dette. C'est un élément crucial, étant donné le cadre budgétaire et financier de plus en plus difficile qui s'impose à elle.
Cette gestion active de la dette induit des renégociations ou des remboursements quand l'opportunité se présente.
Ainsi la dette à taux fixe de la Collectivité Territoriale de Martinique ne présente aucune opportunité de renégociation en raison de trop fortes pénalités actuarielles.

La dette à taux variable présente des opportunités de renégociation. Les établissements prêteurs seront contactés afin de renégocier les marges des lignes concernées.
Par ailleurs, dans un contexte de taux bas et de budgets contraints, la Collectivité Territoriale de Martinique étudie la possibilité de contracter des emprunts à taux variable dans le cadre de ses consultations.

3- LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA CTM

La présentation de ces orientations n'a pas pour but de dresser un recensement exhaustif des interventions structurantes de la CTM, mais de mettre l'accent sur les axes fondamentaux qui seront privilégiés.
Le parti pris est de prioriser, dans la perspective de la signature du Contrat de Convergence, des opérations dont la faisabilité est avérée et dont la temporalité est compatible avec l'horizon dudit contrat (2019-2022).
Les orientations budgétaires 2019 sont adossées au Contrat de convergence 2019-2022 et s'articulent autour de quatre grandes thématiques identifiés comme prioritaires :

- **ACCROITRE L'ACCESSIBILITE ET L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**
- **FAVORISER L'EPANOUISSEMENT DE LA POPULATION**
- **S'ENGAGER DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE**
- **FAVORISER LA COOPERATION REGIONALE**

Dans le contexte de contrainte budgétaire et financière, les moyens et l'attention consacrée par la collectivité au personnel constituent un enjeu majeur. Cette priorité se concrétisera par la valorisation des ressources humaines, par l'amélioration des conditions de travail et le développement de l'e-administration.

Valorisation des ressources humaines

- Mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GEPEC) pour une analyse prospective des besoins en ressources humaines à court et moyen termes.
- Développer la formation : le plan de formation adopté en 2018 et qui prendra sa pleine mesure dès 2019 est l'un des éléments clés de la démarche d'évolution des compétences pour l'ensemble du personnel, mais aussi de manière spécifique pour certains métiers (dans le secteur du social par exemple).
- Prévenir les risques professionnels : Un accent particulier est à mettre sur la prévention des risques professionnels dans une visée de réduction de l'absentéisme dont les coûts directs et indirects liés aux accidents et maladies professionnelles méritent une attention soutenue.

Amélioration des conditions de travail du Personnel de la CTM

- Favoriser l'accès aux activités sportives : organisation en cours d'année de journée « sport santé » pour l'ensemble du personnel
- Renforcer l'accompagnement social : mise en place de la cellule d'accompagnement et du fonds d'action sociale du personnel
- Améliorer l'installation du personnel dans les locaux de la CTM : l'accent sera mis sur la réhabilitation en bureaux de l'ex hôpital Victor Fouche et Pointe de Jaham, en vue du relogement des services dans le cadre de la réorganisation, ainsi que sur la réalisation du parking provisoire du centre Delgrès,

Développement de l'**e. administratio**n

- Poursuivre l'action de modernisation et de sécurisation du réseau télécoms et du système d'information de la Collectivité. L'objectif est de renforcer la disponibilité, la redondance des serveurs et la fiabilité de leurs interconnexions.
- Evoluer vers le « e. Santé » : L'action sociale de la CTM évolue vers l'e-santé grâce aux projets de déploiement de télé procédures et de la Gestion Electronique de Document (GED).

- Evoluer vers le « e. Commande publique »et le parapheur électronique.

3-1- Accroitre l'accessibilité et l'attractivité des territoires

Développer l'accessibilité terrestre, maritime aérienne et numérique
Accompagner le développement économique

Afin de promouvoir un développement cohérent sur l'ensemble de la Martinique, la CTM doit poursuivre résolument son ambition de réduire encore les fractures territoriales en matière de transport et de numérique.
Il s'agit d'un préalable qui détermine l'aménagement harmonisé du territoire en termes de zones d'activités prioritaires et thématiques.

3-1-1- DEVELOPPER L'ACCESSIBILITE TERRESTRE, MARITIME, AERIENNE, NUMERIQUE

Deux axes importants sont à promouvoir :

- Garantir un meilleur maillage entre transports terrestre et maritime,
- Faciliter l'ouverture vers l'extérieur grâce au numérique et au transport aérien.

3-1-1-1 Accessibilité terrestre

Afin de promouvoir une démarche structurante, la CTM s'appuiera sur un certain nombre de documents pluriannuels de programmation :

➢ le Schéma Territorial des Infrastructures Routières de Martinique 2017-2037 (STIRM), dont l'objet est la programmation des investissements et des actions d'amélioration de la mobilité et de l'accessibilité sur le territoire pour les 20 prochaines années.
➢ le Schéma Directeur d'Exploitation des Routes, l'objectif sera pour la Collectivité, de définir un mode d'exploitation optimal pour son réseau routier.
➢ Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) pour les infrastructures routières dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an (8 200 véhicules/jour), sur la base de cartes de bruit élaborées par l'Etat.
➢ La définition et la mise en œuvre des axes d'actions pour le renforcement de la sécurité routière, en mettant l'accent notamment sur les équipements en faveur des personnes vulnérables, la résorption des points noirs et la signalétique.

Réseau routier : un effort soutenu sur la maintenance du réseau et la réalisation de nouveaux équipements dont :

- les travaux de mise en sécurité de la RN3, au niveau de l'Arborétum à Fort de France,
- la mise hors d'eau de la RD15, entre Mahault et Petit Pré (Lamentin),
- la mise en sécurité de la RD 22 au Lorrain,

  - le carrefour giratoire sur la RN4, au droit de l'accès au futur hôpital de Fantaisie à Saint-Joseph,
- les traversées d'agglomération sur la RN4, commune du Gros-Morne et sur la RN1, commune du Lorrain,
- la sécurisation des falaises surplombant le réseau routier,
- les études liées aux projets de viaduc de Fond Lahaye sur la RN2 à Schœlcher,
- RN5, Pont menant au cimetière de Rivière-Salée, la RD 19 et RD 20 au Morne Vert et Bellefontaine, la RD 28 au Lamentin, (Roches Carrées), la RD 1 à Fonds Saint-Denis, la RD6 au Saint-Esprit et au François, la RD 16 au François, RD 34 (La Renée) et RD 18 (Jossaud) à Riviére Pilote.

Transport en commun **:** La CTM, qui assume la coordination du groupement de commandes entre Martinique Transport et la Collectivité, entend poursuivre la réalisation des infrastructures de l'extension du TCSP vers Schœlcher, vers Trinité et vers Sainte-Luce.

3-1-1-2- Accessibilité maritime

L'accent dans ce domaine sera mis sur les axes suivants :

- mener les études nécessaires sur les transports par barges et la création de lignes maritimes.
- poursuivre résolument le soutien aux travaux de réalisation du Grand-Port Maritime Martinique.

3-1-1-3- Accessibilité aérienne :

- Concrétiser la participation de la CTM au programme de financement de la Société Aéroport Aimé Césaire(SAMAC),
- Lancer le marché de maîtrise d'œuvre de réalisation de l'aérodrome de Basse-Pointe, dont les enjeux sont multiples, désenclavement du nord atlantique, liaisons inter-iles, complément à l'aéroport du Lamentin.

3-1-1-4- Accessibilité numérique :

Les déploiements de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné représentent un enjeu industriel et financier significatif. Il s'agit pour la Collectivité de prévoir le déploiement d'une infrastructure de desserte structurante caractérisée par :

- Un objectif d'environ 130 000 prises à construire en dehors de Fort-de-France et Schœlcher qui font l'objet d'une initiative privée par l'opérateur Orange.
- Un investissement public pour la desserte en fibre optique du territoire de près de 200 M€
- Un réseau de près de 4 500 kilomètres à déployer.

Cette politique devrait permettre une réduction tarifaire des accès internet sur le territoire martiniquais, l'anticipation des besoins d'interconnexion, et

l'amélioration de la qualité de service des accès. Tous ces éléments sont des préalables au succès de l'arrivée du Très Haut Débit sur le territoire martiniquais.

3-1-2- ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

3-1-2-1 Structurer les filières

Les dispositifs d'accompagnement étaient dispensés suivant une logique du « fil de l'eau », pour des projets accompagnés de manière plus ou moins efficace par des acteurs intervenant de manière éparse.
Désormais, un réseau d'accompagnement des entreprises coordonné pour le compte de la CTM par Martinique Développement, permettra de mieux dispenser des aides redimensionnées et correspondant au cycle de vie de l'entreprise (création, développement, entreprises en difficulté, ouverture à l'international, transmission-reprise).
Ces nouveaux outils seront confortés par la création d'une société par actions simplifiée (SAS) et d'un Fonds de Fonds centralisant différents outils financiers (capital investissement, fonds de garantie, prêt d'honneur…).
Un accent particulier sera porté sur l'innovation grâce à la création d'un Fonds Territorial d'Innovation et la mise en œuvre de dispositifs spécifiques, dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), en partenariat avec la Banque Publique d'Investissement (BPI).
Egalement dans le cadre du PIA, un accent sera porté à la structuration de filières, pour accompagner les entreprises à mutualiser leurs investissements et améliorer ainsi leur niveau de compétitivité.

Pour les filières principales, les priorités sont les suivantes :

Agriculture

En tirant les enseignements des Assises de l'Agriculture, s'agissant notamment de la pollution due aux produits phytosanitaires, des tassements, de l'érosion et de la fatigue des sols que peuvent causer l'agriculture conventionnelle et les grandes cultures, l'orientation vers l'agro écologie et les niches d'excellence (café cacao, pharmacopée) sera priorisée.
Le rôle du Service des Expérimentations Agro-écologiques (SEA) dans le développement de pratiques agro écologiques, tant à destination des agriculteurs que des organismes de recherche ou de l'enseignement agricole, sera renforcé.

La CTM accompagnera la mise en place d'outils structurants pour l'émergence d'activités de transformation.

La CTM encouragera les démarches de mutualisation en finançant les plateformes relais de collecte et de distribution de proximité (collecte, stockage, équipements légers de conditionnements). Ces plateformes permettront également d'accompagner les initiatives de commercialisation en circuits courts pour alimenter les marchés de proximité et les bourgs, mais aussi les grandes surfaces

Pêche et aquaculture

La CTM accompagnera le développement d'une **pêche durable** par le déploiement de l'effort de pêche sur le large, par le financement de fabrication et de poses de DCP géo localisables et le développement de pratiques de pêche pour l'exploitation de nouvelles ressources (calamars, langoustines…)
Pour tenir compte de ces perspectives, l'accent sera mis parallèlement sur la **modernisation des ports de pêche** : matériel et des équipements de manutention, amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène, amélioration des conditions de travail. Les équipements concernés seront dimensionnés au regard de la fréquentation de la clientèle concernée par la mise en marché des produits. Ces aménagements devraient également permettre de positionner des équipements de stockage et de commercialisation, voire de première transformation des produits de la mer.

Tourisme

La priorité ira à l'amélioration de la lisibilité des produits martiniquais autour de nouveaux produits emblématique**s :**

- La création des **circuits des Grands Sites et des Grands Hommes**
  - Les grands Sites : rénovation de l'Habitation Gradis, de Fonds St Jacques, Bibliothèque Schœlcher, les grands sites naturels…
  - Les Grands Hommes : Pagerie et Maison Rose-Rosette, Villa Eboué, Villa Béhanzin.

- un programme de **Labélisation** des structures touristiques : démarche qualité se déclinant sous forme de package intégrant l'investissement, la formation, la commercialisation, la communication, l'environnement et permettant une montée en gamme des produits offerts.

- **Aménagement des zones touristiques**
  - **Zone de Mouillage Organisée (ZMO) de St Pierre :** Des actions ciblées seront organisées pour dynamiser l'activité avec la création de commerces, de services, d'hébergements aux alentours des ZMO.

  - **Espaces d'Aménagement Touristique (EAT) :** véritables pôles d'activité avec une conception concertée et l'organisation impliquant des acteurs privés et

des institutions publiques sur des modes innovants d'intervention en matière d'aménagement touristique.

La CTM accompagnera la structuration des filières d'excellence, notamment par le soutien à la mise en place d'un **Cluster Tourisme** qui devra assurer les actions collectives (organisation, commercialisation, management, évènementiel…).

Numérique

Un accent particulier sera porté à la mise en œuvre de **dispositifs d'aides aux entreprises et de structuration de la filière,**

3-1-2-2- Revitaliser les territoires fragiles

- Une priorité sera donnée aux opérations de revitalisation de centres-bourgs ;
- Les initiatives de la CTM seront renforcées pour accompagner la création ou la réhabilitation des Parcs d'activité économique (Parc Energie à Bellefontaine…) ;
- En partenariat avec les Communautés d'Agglomération et en lien avec l'Agence France Entrepreneur (AFE), des dispositifs cibles seront mises en œuvre : accompagnement à la transformation numérique des entreprises, accompagnement à la performance globale, aide à l'émergence des jeunes talents….

3-1-2-3- Dynamiser l'activité par les grands projets structurants

Réhabilitation, modernisation et valorisation du patrimoine de la CTM

Les préoccupations majeures de la Collectivité en matière patrimoniale s'articulent autour des axes suivants :

- élaborer **le schéma directeur immobilier** pour une valorisation optimisée du patrimoine (locaux nécessaires à son fonctionnement, site touristique et culturels …) ;
- lancer des études pour la mise en place des outils et dispositifs et partenariats nécessaires à une gestion dynamique du patrimoine.

Etablissements d'Enseignement

- reconstruction du collège des Terres Saint-Ville à Fort-de-France
- poursuite de la construction du Pôle Universitaire de Santé (PUS),
- Relogement du collège et du Lycée Nord Atlantique à Sainte-Marie,
- poursuite des travaux de reconstruction du Lycée Schœlcher,
- construction d'un internat de la réussite au Lycée Victor ANICET à Saint- Pierre,

- Poursuite de la réorganisation de la restauration scolaire.

Infrastructures Sportives

- Hippodrome de Carrère **:** travaux de modernisation en vue du développement de la filière équine et de l'organisation de courses hippiques de niveau national,
- Golf de l'Espérance **:** procédure pour le choix du mode de gestion et travaux,
- sports mécaniques *:* création de pistes de vitesse,
- stade Louis Achille **:** rénovation de l'éclairage du terrain d'honneur et de ses abords passage à un éclairage à led. Remise à niveau des plateaux sportifs.

3-2-Favoriser le bien-être et l'épanouissement de la population

Intensifier les actions de solidarité en faveur de la jeunesse et des populations
Favoriser l'intégration par le sport et la culture
Innover dans l'éducation et la formation

3-2-1 Intensifier les actions de solidarité en faveur de la jeunesse et des populations fragilisées

3-2-1-1 Assurer une meilleure prise en compte de la santé et de la prévention médico-sociale

- Promouvoir les actions de prévention et de protection de la santé : **un centre de promotion de la santé** sera mis en place afin de décliner un programme d'actions qui devrait couvrir une vaste gamme d'interventions sociales et environnementales pour favoriser une meilleure santé :
- accompagner les établissements en charge des personnes en situation de précarité et d'exclusion,
- Consolider l'action de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) autour de la prévention, de la formation des acteurs, du soutien à la parentalité.

3-2-1-2 Améliorer la qualité de vie à domicile et en établissement des personnes en situation de perte d'autonomie

La question des modalités de la prise en charge de la perte d'autonomie se posera de manière accrue, dans un contexte de ressources publiques limitées et de vieillissement accéléré de la population.

En 2019, la CTM mettra en œuvre des dispositions du schéma en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap autour des objectifs suivants :

Renforcer l'accompagnement au domicile et l'aide aux aidants :

- accompagner à la structuration de l'aide à domicile notamment par **l'optimisation des services de portage de repas et des services d'aides à domicil**e et par la mise en place du dispositif rénové de l'accueil familial ;
- développer et optimiser le recours et l'accès aux solutions de répit,
- soutenir les aidants familiaux et former les professionnels en contact avec les situations de handicap ;

Diversifier et développer des solutions innovantes d'accueil et d'hébergement

- mettre en place en 2019, le **dispositif d'EHPAD hors des murs** piloté conjointement avec l'ARS.
- soutenir l'accompagnement des foyers de vie foyers occupationnel pour les personnes en situation de handicap,
- expérimenter le dispositif de géolocalisation en faveur des malades Alzheimer désorientés,
- Poursuivre de l'humanisation du **Centre Emma-Ventura** dans la perspective la transformation de l'établissement en pôle d'excellence (CTM, ARS, CHUM)

3-2-1-3 –Repenser les dispositifs d'intervention sociale en faveur de la jeunesse et de la famille

La CTM, avec l'appui de ses partenaires (UE, CAF, CCAS,) poursuivra en 2019 des actions spécifiques en direction de la famille et de la jeunesse :

- **Encourager les expériences de volontariat à l'international**, les échanges interculturels de jeunes comme outils de construction et d'enrichissement personnel, mais aussi de gain en compétitivité dans le parcours d'insertion et d'employabilité.
- Conclure au premier trimestre les travaux d'**élaboration du schéma de l'enfance, de la famille et de la jeunesse,** qui devrait fixer les orientations pluriannuelles dans ce domaine
- Promouvoir les actions de nature à contribuer au **retour et à l'installation de nos jeunes.**
- **Favoriser l'accès au logement** : Les orientations budgétaires de la Collectivité Territoriale de Martinique pour 2019 dans le domaine de l'Habitat et du Logement Social, seront caractérisées par la mise en œuvre intégrale du nouveau dispositif cadre voté le 06 juin 2018.

3-2-1-4 Innover dans la politique d'insertion

Dans ce domaine, la Collectivité entend :

- Favoriser et sécuriser la mise en parcours d'insertion intégré du plus grand nombre des publics dits précaires dont les bénéficiaires du RSA (brSa) socle,
- Mobiliser et fédérer les acteurs locaux,
- Soutenir l'émergence de projets de mise en activités des publics cibles.

- Mettre en place les opérations prévues au titre de de l'action d'accompagnement visant à amener des BRSA et jeunes majeurs vers l'emploi par la construction de projets et de contrats personnalisés d'insertion
- Procéder à la signature du Pacte territorial d'insertion avec les différents partenaires
- Accroitre la nécessaire professionnalisation des acteurs sociaux (agents et partenaires) de l'insertion.

S'agissant plus particulièrement **de l'Economie Sociale et Solidaire**, la CTM souhaite Acter un cadre d'intervention avec l'Etat dans le cadre de l'ESS sur des orientations stratégiques communes visant l'innovation et l'inclusion au niveau des territoires, suite à la Conférence de l'Economie Sociale et Solidaire qui s'est tenue le 17 avril 2018.

3-2-2 Favoriser l'intégration par la culture et le sport

3-2-2-1 Développer l'accès à la Culture

Soucieuse de l'épanouissement individuel de chacun et de la cohésion culturelle et sociale de son territoire, la Collectivité Territoriale de Martinique renforcera sa contribution au développement de l'éducation artistique et culturelle.

Trois actions phares sont à retenir :

- Mise en place de **l'EMEA** « Ecole Martiniquaise d'Enseignement des Arts». Pour démarrer ce projet, la CTM opte dans un premier temps pour une territorialisation par une mise en réseau des certaines structures (Ecole de Musique et d'Arts Plastiques de Rivière Pilote, Lakou Sanblé Matinik de Schœlcher et l'Association Musiques plurielles du Robert). Dans un second temps, il sera construit un édifice à usage d'enseignement artistique.
- Mise en place d'une Direction de la Langue créole : pour la promotion et le développement de notre langue.
- Mise en place d'un bureau d'accueil des tournages (BAT) : Pour un meilleur accompagnement des productions tournées en Martinique et notamment en 2019, la production d'une série de 8 épisodes de 52 minutes, intitulée « Tropiques criminels ».

La CTM poursuivra par ailleurs son action pour soutenir la promotion des artistes et l'accès de la jeunesse aux équipements culturels.

3-2-2-2 – Répondre par le sport aux enjeux sociétaux

De nombreuses actions s'inscrivent dans ces perspectives :

- Promouvoir des activités nautiques (natation, voile, kayak), par l'accès aux élèves des infrastructures sportives,
- Poursuivre l'Opération Sport Vacances : Recentrer l'opération sur la découverte d'activités sportives notamment à travers les sites de la Collectivité,

• Mettre à disposition de l'association, hors temps scolaire, des équipements sportifs,

• Développer les Sports de pleine nature : Elaboration du Plan Itinéraires Promenade et Randonnée Pédestre et du Plan Espaces Sites et Itinéraires relatifs aux Sports de Nature.

• Développer le Sport Santé : Favoriser l'accès à la pratique physique et sportive régulière à travers des manifestations organisées autour des sites sportifs de la Collectivité (Piscine, Golf, Parcours santé, louis Achille, IMS).

3-2-3 Innover dans la formation et l'Education

La CTM souhaite promouvoir une éducation et une formation étroitement en phase avec le tissu économique et social de notre territoire, gage d'une meilleure insertion professionnelle et de chance supérieurs de maintien de nos jeunes en Martinique.

3-2-3-1 Repenser l'accompagnement aux Actions Educatives

• Soutenir les projets structurants relevant de l'initiative des établissements, associations et organismes éducatifs ;

• lutter contre le décrochage scolaire : il s'agira pour la collectivité de poursuivre son action dans ce domaine notamment par l'accompagnement et le soutien scolaire, la préparation au DNB, le renforcement du soutien aux classes relais. Il conviendra également de porter une attention particulière aux élèves à besoins spécifiques notamment ceux en situation de handicap et/ou rencontrant des difficultés d'apprentissages (ULIS, SEGPA).

• communiquer et sensibiliser sur les thèmes liés au harcèlement, la violence, les conduites addictives, la sensibilisation à la sécurité routière, les gestes de premier secours, la prévention des risques majeurs, la tolérance, l'incivilité, le développement de l'estime de soi,

• valoriser les parcours : en partenariat avec le Rectorat, mettre en place un concours « Nos lycéens et lycéennes ont un incroyable talent » qui viserait à récompenser des réalisations technologiques et professionnelles dont le caractère innovant et l'intérêt régional méritent d'être soulignés.

• soutenir à l'accès aux filières d'excellence grâce à la poursuite du projet « 1er Campus » expérimenté avec succès en 2018, qui est un dispositif national pour la préparation des élèves boursiers à l'intégration des grandes écoles.

• favoriser les relations entre le monde de l'enseignement et le monde du travail avec le salon FORMEO (Formation des Métiers et de l'Orientation)

• adapter des formations aux besoins du territoire : la mise en place de la carte des formations permettra d'offrir aux jeunes une vision actualisée de la voie professionnelle, de renforcer les continuités de parcours, optimiser l'offre existante en affichant une politique de pôles, de mettre en œuvre les conditions d'accueil, de réussite et d'insertion des jeunes ;

3-2-3-2 Adapter la Formation professionnelle et Apprentissage aux besoins du territoire

Les actions à mettre en œuvre en 2019 devront être adossées au STDEII qui précise les secteurs prioritaires ainsi qu'au PACTE en tant que programme opérationnel du Programme d'Interventions des Compétences (PIC).

Formation professionnelle :

- élaborer le Contrat de Plan Territorial de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle(CPTDFOP)
- Elaborer une carte de formation territoriale qui prend en compte tous les formats de formation (initiale, continue, apprentissage). Dans ce cadre, il sera identifié des d'acteurs économiques référents et « ambassadeurs de leur filière » pour la mise en cohérence des besoins économiques/besoins sociaux.

- Poursuivre l'actualisation et de la mise en œuvre des contrats d'études prospectives (CEP) élaborés pour les secteurs du BTP, de l'agriculture, tourisme, mer, artisanat, environnement et développement durable pour développer une offre de formation professionnelle adaptée, en relation avec les acteurs économiques, pour favoriser le retour à l'emploi.

- Amplifier l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

- Dynamiser et pérenniser sur place les formations aux métiers du numérique : Dans le droit fil du chantier lancé par la collectivité visant à développer la fibre sur le territoire.

- Démultiplier l'offre de formation en faveur des bénéficiaires du RSA pour améliorer leur employabilité

Apprentissage

Les actions envisagées dans ce domaine sont les suivantes :

- actualiser la cartographie de l'offre de formations en apprentissage 2013-2018 sur une durée de 5 ans (2019-2023).
- Mettre en œuvre d'un plan de communication sur l'apprentissage, en Martinique, par la réalisation d'un guide de l'apprenti, communication à destination des chefs d'entreprises sur le versement des primes, organisation du championnat territorial des apprentis.
- Mettre en place d'une plateforme digitale de l'apprentissage regroupant les différents acteurs de l'apprentissage sur le territoire afin d'apporter une solution d'accompagnement du chef d'entreprise et aider les futurs apprentis dans leurs recherches.

- animer un réseau des acteurs de l'apprentissage : recrutement des apprentis formalisé par une convention d'objectifs et de moyens
- élaborer les contrats de performance avec les CFA par la création d'outils d'auto diagnostic sur l'évaluation et la mise en œuvre de la démarche qualité au sein des CFA.

3-2-3-3-Développer des filières innovantes en Enseignement Supérieur

- Soutenir le Pôle Martinique de l'Université des Antilles pour renforcer son positionnement et son rayonnement.
- Mettre en place un dispositif visant à prévenir le décrochage des étudiants et favoriser les partenariats entre le Pôle Martinique et le monde économique, les parrainages d'étudiants par des chefs d'entreprise et le tutorat intergénérationnel.
- Favoriser la diversification de l'offre de formation supérieure, par le développement de formations innovantes et à fort taux d'insertion dans les filières : tourisme, économie bleue, accompagnement des personnes âgées, service à la personne, numérique, développement à l'international.
- Soutenir l'aide à l'entreprenariat étudiant : Soutien de la CTM au dispositif PEPITE (Pôle Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Aider les étudiants à réaliser leur projet de création d'entreprise.
- Accompagner le développement des Formations sanitaires et sociales :

3-3 S'engager dans la Transition écologique et énergétique

Accélérer la transition énergétique
Préserver et valoriser la biodiversité
Concourir à la gestion durable de l'eau
Favoriser l'émergence de nouvelles filières circulaires
S'approprier la Gestion des Risques
Développer une collectivité exemplaire

Les impacts du dérèglement climatique se multiplient et constituent une menace de plus en plus évidente pour la planète.
A l'échelle de la Martinique, et au regard des forts enjeux à venir, une politique volontariste est une nécessité pour favoriser une écologie positive, tournée vers le modèle de croissance verte avec l'objectif de générer de l'activité et de l'emploi.
Faire de cette transition une opportunité tant économique, environnementale que sociétale pour la Martinique, telle est l'ambition de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), aujourd'hui chef de file sur l'énergie, l'air et le climat, la biodiversité, la gestion des déchets et plus largement l'économie circulaire….

3-3-1 Accélérer la transition énergétique

La CTM continuera à soutenir l'émergence de projets réduisant la dépendance énergétique par le biais du **Programme Territorial de Maitrise de l'Energie** (PTME 2016-2020). Cette démarche partenariale est articulée autour de trois volets :

- la diminution de la dépendance énergétique du territoire à travers des actions encourageant la Maîtrise de la Demande en Energie (MDE) : la performance énergétique des bâtiments, privés et publics, en neuf ou en rénovation ; l'économie d'énergie au sein des établissements publics ; le développement des Energies Renouvelables dans le mix énergétique,
- le soutien et l'accompagnement du dispositif de lutte contre la précarité énergétique ;
- l'accompagnement et la promotion d'une ingénierie nouvelle ou orientée vers de nouvelles activités.

La priorité ira également à la mise en place L'Institut de la Transition Énergétique (ITE) : plateforme interdisciplinaire dans le domaine des énergies décarbonées, rassemblant les compétences de l'industrie et de la recherche publique dans une logique de co-investissement public-privé et de collaboration étroite entre tous les acteurs.
L'**Institut de la Transition Énergétique (ITE)** pourra centraliser les principales missions suivantes : la Recherche scientifique et technique ; l'accompagnement et le suivi de projet & la vulgarisation des résultats ; la mission d'observatoire territorial ; la formation via les universités – appuis scientifique et technique avancée.

La CTM lancera également une première expérimentation pour les Eco-quartiers ;
Le projet d'expérimentation consiste à créer des zones qui intègrent des installations photovoltaïques sur les toitures, de l'éclairage performant, de l'interconnexion entre bâtiments et/ou infrastructures intégrant des process de Maîtrise de l'Energie (MDE).
L'éco-quartier répond plus largement à divers objectifs tels que :

- Maîtriser la demande en électricité de façon collective en rendant tous les utilisateurs acteurs de la Transition Energétique via la MDE.
- Gérer la flexibilité de la zone en intégrant une batterie qui stocke l'électricité et la restitue quand c'est nécessaire. Le quartier pourra être un point d'alimentation pour d'autres zones quand le réseau est saturé, et inversement stocker l'énergie en surplus lors des baisses de consommation.
- Expérimenter de nouveaux modèles économiques permettant le renforcement du réseau et de l'ensemble du site.

3-3-2 Préserver et valoriser la biodiversité et le patrimoine naturel

3 grandes priorités sont retenues :

- Le projet phare reste la poursuite de la démarche de territoire, notamment en menant à bien la procédure UNESCO de classement au Patrimoine mondial de l'UNESCO des « **Aires forestières et volcaniques de la Montagne Pelée et des Pitons du Nord de la Martinique** ».

- Le soutien aux **dynamiques, actions, initiatives en faveur de la protection et de la valorisation de la biodiversité et du patrimoine naturel en** accompagnant les partenaires publics (communes et leurs communautés d'agglomérations, antenne de Martinique du Conservatoire du littoral, etc.) et les partenaires privés (conservatoire botanique de Martinique, associations de l'environnement, organismes.)

- **La gestion durable et multifonctionnelle des espaces naturels et forestiers**, en renforçant le partenariat avec l'ONF et le Parc Naturel Martiniquais pour améliorer le niveau d'entretien et d'investissements – de sites et sentiers situés notamment en forêts territoriale, territorialo-domaniales et littorales.

3-3-3 Favoriser l'émergence de nouvelles filières circulaires

La CTM accompagnera le déploiement des démarches intégrées par la Mise en œuvre du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) et en partenariat avec l'Etat (ADEME) et la Collectivité Territoriale de Martinique.

La stratégie d'intervention répond aux objectifs suivantes : 50 % de valorisation matière dès 2021 ; diminution de 10 % de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant ; division par deux du recours à la mise en décharge et priorité donnée à la valorisation énergétique ; accompagnement au changement de comportements et respect de la hiérarchie des systèmes de gestion des déchets.

Elle favorisera l'essor de l'économie circulaire par le financement des Appels à projets commun (ADEME et la CTM) lancé en 2018 à destination des entreprises.
Les principaux enjeux de cet appel sont :

- Favoriser les projets locaux d'économie circulaire ;
- Encourager une gestion durable des ressources naturelles locales ;
- Favoriser la mutation du système productif local vers des procédés moins impactant pour l'environnement et plus économes en ressource ;
- Soutenir la mise au point de produits ou services innovants et aider à l'émergence de nouveaux modèles d'affaires ;
- Favoriser le changement de comportement des consommateurs ;

3-3-4 Concourir à la gestion durable de l'eau et de l'assainissement

La CTM retient pour 2019 deux priorités
Sécuriser la production d'eau potable.
La Collectivité Territoriale de Martinique est maître d'ouvrage de l'Unité de Production d'Eau Potable de la Capot (UPEP Capot).
Les orientations proposées pour l'année 2019 visent à sécuriser la production et la distribution aux usagers sur les plans quantitatifs et qualitatifs ; à assurer la pérennité et la

conservation du patrimoine ; à optimiser les coûts d'exploitation ; à définir l'évolution de la gestion de l'UPEP Capot.

Mettre en œuvre le Plan Eau Dom

La CTM, en tant de cosignataire du contrat de convergence, devra mettre en œuvre le Plan Eau Dom » : mise en œuvre des contrats de progrès
Ces contrats définiront la feuille de route des investissements soutenus dans le cadre du Plan. Il s'agit d'évoluer vers une culture de contrôle de performance, avec pour objectif ambitieux de rétablir les équilibres techniques et financiers des services d'eau potable et d'assainissement.

3-3-5 renforcer la gestion des risques

Les catastrophes naturelles survenues en 2018 au niveau international, régional et local, ont montré l'impérieuse priorité de la prévention des risques majeurs.
Par ailleurs, les dernières rencontres caribéennes (Caribbean Climate Smart Accelerator, OECS) ou mondiales (rencontre et dernier rapport du GIEC) sur la problématique globale du changement climatique ont réaffirmé l'urgence de modifications de nos comportements mais ont aussi souligné la nécessité d'adaptation et de préparation de nos territoires et de nos populations face à ces risques.

Les priorités s'inscrivent donc dans ces perspectives :

- élaborer **un Schéma Territorial de Prévention et de Gestion des Risques Majeurs**,
- **poursuivre les actions de partenariats scientifiques et opérationnels** notamment dans le cadre de la coopération régionale (BRGM/ OVSM / CDST salle tsunami, risques littoraux, risques sismiques, risques de mouvement de terrain) ;
- **renforcer la politique d'information préventive et de sensibilisation** et promouvoir la culture du risque :
- **accroître par la formation les compétences des différents acteurs,**
- **réduire l'exposition de la population face aux risques** de tsunamis et de séismes,
- **conforter les outils de base des données de Géomatique et de télégestion** pour répondre aux besoins de surveillance et de gestion du patrimoine de la CTM

3-3-6 Développer une démarche éco-responsable exemplaire

Cette démarche éco-responsable au sein des services de la CTM conduira à :

- faire un diagnostic précis de la situation dans chaque domaine ou sur chaque thème ;
- proposer des orientations et axes stratégiques ;
- mettre en place des actions d'amélioration continue ;
- évaluer régulièrement les résultats acquis.

Les chantiers du bâtiment lancés par la Collectivité mettront en pratique le tri sélectif des déchets, visant à faciliter leur élimination ou leur recyclage et valorisation. Et la démarche HQE (Haute Qualité Environnementale) sera maintenue sur l'ensemble des bâtiments construits en vue de l'amélioration de la qualité énergétique des structures.
Il sera également introduit dans les marchés automobiles et la préparation de nouvelles exigences techniques et environnementales : véhicules électriques et ou hybrides.

3-4 Développer la coopération régionale

Favoriser la création de richesse et d'emplois à partir de la valorisation des patrimoines
Renforcer les capacités de prévention et de gestion des crises
Valoriser durablement le potentiel environnemental
Gérer la santé en milieu tropical.

La CTM est membre associé de l'OECO et de l'AEC) avec lesquelles elle partage des enjeux qui peuvent constituer des réels vecteurs de développement commun.

3-4-1 Favoriser la création de richesse et d'emplois à partir de la valorisation des patrimoines

L'enjeu de la diversification est crucial pour ces territoires qui bénéficient encore de nombreuses richesses non exploitées. Diverses filiales d'avenir ont déjà été identifiées santé, biodiversité, mer, et risques.
Le potentiel de recherche développement-innovation est réel compte tenu de la présence d'organismes scientifiques de recherche de renom dans la plupart des territoires, qu'il convient aujourd'hui de mettre en réseau avec les acteurs de la formation, les centres de transfert et de valorisation, et les entreprises.

3-4-2 Développer le renforcement des capacités de prévention et de gestion.

La Caraïbe est particulièrement exposée aux risques. Aux risques naturels (séismes, cyclones, éruption volcaniques…) s'agrègent des risques sanitaires (maladies émergentes, épidémies…), des risques technologiques (chlordécone…), des risques sociétaux (absence de dialogue social, migrations…).
Ces enjeux sont communs et appellent de réponses coordonnées par le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention, la gestion et l'atténuation des conséquences des catastrophes.
Le Pôle Risques, qui a vocation à modéliser la gestion de crise en milieu tropical sera développé dans ce cadre.

3-4-3 Assurer la valorisation durable du potentiel environnemental

Ce patrimoine est menacé à la fois par des phénomènes naturels (blanchiment des coraux, sargasses, évènement climatique…) et par l'activité humaine (pression démographique, activités économiques…).
La prise en compte et la gestion partagée sont des réponses évidentes pour ces problématiques pour lesquelles des solutions spécifiques sont nécessaires.
Le potentiel naturel pour les énergies renouvelables est riche et varié (solaire, éolien, géothermie, hydraulique, maritime, bioénergie…). La volonté croissante de l'ensemble des pays de la Caraïbe devrait permettre l'essor de solutions conjointes notamment dans le renforcement de la connaissance et dans les études de faisabilité.

3-4-4 Gérer la santé en milieu tropical

La Caraïbe est fréquemment touchée par des épidémies ou des maladies plus spécifiques aux populations noires. Ces problématiques peuvent trouver à l'échelle régionale des réponses plus pertinentes en mettant en évidence l'approche gagnante de la coopération régionale.

CONCLUSION

La CTM entend poursuivre résolument ses actions structurantes au service du développement du territoire à travers la mise en œuvre opérationnelle des différents schémas et Grands Projets qu'elle a définis en concertation et en partenariat avec les différents acteurs.

Les enjeux du développement de notre territoire exigent rigueur, innovation et plus que jamais la mobilisation de tous.

Je vous invite à débattre de ces Orientations Budgétaires 2019.

Le Président du Conseil Exécutif

ALFRED MARIE - JEANNE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-490-1-DE
Date de télétransmission : 12/12/2018
Date de réception préfecture : 12/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-490-1

PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Nadine RENARD (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de Prévention P.M.I., A.S.E. le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 21 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission formation professionnelle et apprentissage et la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 26 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 26 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 27 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte, conformément à l'annexe jointe à la présente délibération, la décision modificative n° 3 de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2018 :

- **en mouvements budgétaires : 36 388 853,87 €**
- **en mouvements réels : 31 040 022,02 €**
- **en mouvements d'ordre : 5 348 831,85 €.**

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

D.M. 3 2018	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	5 795 160,57	446 328,72		5 348 831,85	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
Fonctionnement	25 292 590,98	30 641 422,83	5 348 831,85		**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
	31 087 751,55	**31 087 751,55**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**	**36 436 583,40**	**36 436 583,40**
Budget L.T.A.						
Investissement	- 44 838,72	- 44 838,72			**-44 838,72**	**-44 838,72**
Fonctionnement	-2 890,81	-2 890,81			**-2 890,81**	**-2 890,81**
	-47 729,53	**-47 729,53**	**0,00**	**0,00**	**-47 729,53**	**-47 729,53**
Budget B.G.P.I.S.E.						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Budget Général						
Investissement	5 750 321,85	401 490,00		5 348 831,85	**5 750 321,85**	**5 750 321,85**
Fonctionnement	25 289 700,17	30 638 532,02	5 348 831,85		**30 638 532,02**	**30 638 532,02**
	31 040 022,02	**31 040 022,02**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**	**36 388 885,87**	**36 388 885,87**

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

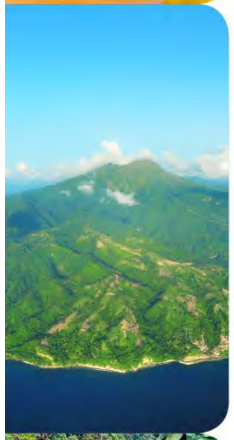
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 31 voix pour et 18 voix contre, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

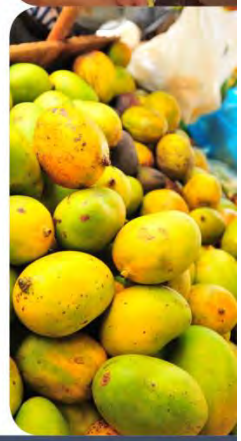
Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique



Collectivité Territoriale de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-490-1-DE
Date de télétransmission : 12/12/2018
Date de réception préfecture : 12/12/2018



2018

DÉCISION MODIFICATIVE N°3

BUDGET PRINCIPAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)**

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-490-1-DE
Date de télétransmission : 12/12/2018
Date de réception préfecture : 12/12/2018

M. 57

Décision modificative (3)

Voté par fonction

BUDGET : Budget principal CTM (4)

ANNEE 2018

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote Sans Objet
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 9

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 11
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 12
B1 - Présentation des AP votées Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées Sans Objet
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 13
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 19
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 21
E1 - Balance générale - Dépenses 23
E2 - Balance générale - Recettes 25

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 27
A.900 - Services généraux 31
A.900-5 - Gestion des fonds européens 34
A.901 - Sécurité 35
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 36
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 39
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 42
A.904-4 - RSA 45
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 46
A.906 - Action économique 49
A.907 - Environnement 51
A.908 - Transports 54
A.921 - Taxes non affectées 58
A.922 - Dotations et participations 59
A.923 - Dettes et autres opérations financières 60
A.925 - Opérations patrimoniales 61
A.926 - Transferts entre les sections 62
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 64
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 65
B.930 - Services généraux 69
B.930-5 - Gestion des fonds européens 72
B.931 - Sécurité 73

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 74
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 77
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 80
B.934-3 - APA 83
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 84
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 85
B.936 - Action économique 88
B.937 - Environnement 90
B.938 - Transports 93
B.940 - Impositions directes 97
B.941 - Autres impôts et taxes 98
B.942 - Dotations et participations 100
B.943 - Opérations financières 101
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 103
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 104
B.946 - Transferts entre les sections 105
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 106
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 107

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 108
A1.01 - Opérations non ventilables 110
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 111
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 114
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 115
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 116
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 119
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 122
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 125
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 126
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 129
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 131
A1.908 - Fonction 8 - Transports 134
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 138
A2.01 - Opérations non ventilables 140
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 141
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 147
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 148
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 149
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 152
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 155
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 161

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 162
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 163
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 166
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 168
A2.938 - Fonction 8 - Transports 171

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B8.1 - Subventions versées Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 175
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 176

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D5.1- Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 179

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 093 638 686,78	1 099 200 876,93	7 359 279,10	A1	12 921 469,25
Investissement	224 054 391,23	195 805 878,34	(3) 3 894 789,01	A2	-24 353 723,88
Fonctionnement	869 584 295,55	903 394 998,59	(4) 3 464 490,09	A3	37 275 193,13

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	9 547 490,93	III + IV	16 159 938,76	B1	6 612 447,83
Investissement	I	1 202 002,87	III	16 052 150,89	B2	14 850 148,02
Fonctionnement	II	8 345 488,06	IV	107 787,87	B3	-8 237 700,19

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	19 533 917,08
Investissement	**A2 + B2**	-9 503 575,86
Fonctionnement	**A3 + B3**	29 037 492,94

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	1 202 002,87
900	Services généraux	12 964,80
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	45 145,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	210 331,63
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	933 561,44
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	8 345 488,06
930	Services généraux	3 505 348,11
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	2 064,26
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	241 896,73
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	2 386 451,60
934-3	APA	511 417,85
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	1 693 434,51
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	**Autres impôts et taxes**	**0,00**
942	**Dotations et participations**	**0,00**
943	**Opérations financières**	**4 875,00**
944	**Frais de fonctionnement groupes d'élus**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	16 052 150,89
900	Services généraux		0,00
900-5	Gestion des fonds européens		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)		0,00
904-4	RSA		0,00
905	Aménagement des territoires et habitat		0,00
906	Action économique		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		15 000 440,01
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		1 051 710,88
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	107 787,87
930	Services généraux		0,00
930-5	Gestion des fonds européens		0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		107 787,87
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)		0,00
934-3	APA		0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI		0,00
935	Aménagement des territoires et habitat		0,00
936	Action économique		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	**Impositions directes**	**0,00**
941	**Autres impôts et taxes**	**0,00**
942	**Dotations et participations**	**0,00**
943	**Opérations financières**	**0,00**
944	**Frais de fonctionnement groupes d'élus**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	**A1**

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	**Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
	+	**+**	**+**
REPORTS	**Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)**	**0,00**	**0,00**
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	**(si solde négatif)** **0,00**	**(si solde positif)** **0,00**
	=	**=**	**=**
	Total de la section d'investissement (2)	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	**Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
	+	**+**	**+**
REPORTS	**Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)**	**0,00**	**0,00**
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	**(si déficit)** **0,00**	**(si excédent)** **0,00**
	=	**=**	**=**
	Total de la section de fonctionnement (3)	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**

TOTAL DU BUDGET (4)	**36 436 583,40**	**36 436 583,40**

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	5 795 160,57	0,00	5 795 160,57	446 328,72	5 348 831,85	5 795 160,57
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	25 292 590,98	5 348 831,85	30 641 422,83	30 641 422,83	0,00	30 641 422,83
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	31 087 751,55	5 348 831,85	36 436 583,40	31 087 751,55	5 348 831,85	36 436 583,40

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
AE VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**275 194 498,80**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
90 Opérations ventilées	201 421 018,27	0,00	4 046 367,40	4 046 367,40	4 046 367,40
- en AP/CP (2)	200 831 720,84	0,00	4 046 367,40	4 046 367,40	4 046 367,40
- hors AP/CP (2)	589 297,43	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	49 419 756,65	0,00	1 748 793,17	1 748 793,17	1 748 793,17
001 Solde exécution invest. reporté	24 353 723,88		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**275 194 498,80**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
90 Opérations ventilées	75 826 435,55	0,00	296 328,72	296 328,72	296 328,72
- Recettes affectées	75 826 435,55	0,00	296 328,72	296 328,72	296 328,72
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	173 677 137,12	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*15 747 912,27*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**951 049 026,15**	**0,00**	**41 689 226,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
93 Services ventilés	880 923 038,59	0,00	36 340 394,98	25 292 590,98	25 292 590,98
- en AE/CP	155 549 069,44	0,00	-2 026 672,65	-2 026 672,65	-2 026 672,65
- hors AE/CP	725 373 969,15	0,00	38 367 067,63	27 319 263,63	27 319 263,63
94 Services communs non ventilés	54 378 075,29	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	*15 747 912,27*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**951 049 026,15**	**0,00**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
93 Services ventilés	280 121 933,09	0,00	30 633 172,83	30 633 172,83	30 633 172,83
94 Services communs non ventilés	661 897 512,00	0,00	8 250,00	8 250,00	8 250,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	9 029 581,06		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1) — C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**						
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 748 793,17**	**44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**	**-44 838,72**
90 Opérations ventilées		44 838,72	0,00	0,00	0,00	46 367,40	-44 838,72
- en AP/CP (2)		44 838,72	0,00	0,00	0,00	46 367,40	-44 838,72
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	1 748 793,17						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**5 498 831,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	296 328,72	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	296 328,72	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	150 000,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	*5 348 831,85*						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**5 348 831,85**	**7 655 481,79**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**-3 339 563,46**
93 Services ventilés		7 655 481,79	0,00	0,00	400 000,00	0,00	-3 339 563,46
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 026 672,65

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		7 655 481,79	0,00	0,00	400 000,00	0,00	-1 312 890,81
94 Services communs non ventilés	**0,00**						
953 Virement à la section d'investissement	***5 348 831,85***						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**8 250,00**	**7 910 000,00**	**470 000,00**	**0,00**	**1 736 421,10**	**40 000,00**	**4 160 365,55**
93 Services ventilés		7 910 000,00	470 000,00	0,00	1 736 421,10	40 000,00	4 160 365,55
94 Services communs non ventilés	**8 250,00**						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	1 000 000,00	3 000 000,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	1 000 000,00	3 000 000,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**18 236 672,65**	**30 000,00**	**1 400 000,00**	**610 000,00**	**300 000,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	18 236 672,65	30 000,00	1 400 000,00	610 000,00	300 000,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	18 236 672,65	30 000,00	1 400 000,00	610 000,00	300 000,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**9 378 326,00**	**5 768 060,18**	**0,00**	**440 000,00**	**690 000,00**	**40 000,00**	
93 Services ventilés	9 378 326,00	5 768 060,18	0,00	440 000,00	690 000,00	40 000,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**4 046 367,40**	**296 328,72**
900 Services généraux	44 838,72	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	296 328,72
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	46 367,40	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	-44 838,72	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	1 000 000,00	0,00
907 Environnement	3 000 000,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	**1 748 793,17**	**150 000,00**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	150 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	1 748 793,17	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**0,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I **5 795 160,57**	II **446 328,72**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*0,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*5 348 831,85*
TOTAL	III **0,00**	IV **5 348 831,85**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :…….	**5 348 831,85**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**5 795 160,57**	II + IV + VI + VII	**5 795 160,57**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**25 292 590,98**	**30 633 172,83**
930 Services généraux	7 655 481,79	7 910 000,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	470 000,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	400 000,00	1 736 421,10
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	40 000,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	-3 339 563,46	4 160 365,55
934-3 APA	0,00	9 378 326,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	18 236 672,65	5 768 060,18
935 Aménagement des territoires et habitat	30 000,00	0,00
936 Action économique	1 400 000,00	440 000,00
937 Environnement	610 000,00	690 000,00
938 Transports	300 000,00	40 000,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	**0,00**	**8 250,00**
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	8 250,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
TOTAL	I **25 292 590,98**	II **30 641 422,83**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*0,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*5 348 831,85*	
TOTAL	III **5 348 831,85**	IV **0,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :…….	**5 348 831,85**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**30 641 422,83**	II + IV + VI	**30 641 422,83**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**275 194 498,80**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**249 455 083,75**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 693 032,18	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	105 081 501,76	0,00	3 955 161,28	3 955 161,28	3 955 161,28
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	9 953 558,62	0,00	44 838,72	44 838,72	44 838,72
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	80 996 034,45	0,00	46 367,40	46 367,40	46 367,40
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	8 921 933,24	0,00	1 748 793,17	1 748 793,17	1 748 793,17
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***1 385 691,17***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 385 691,17*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
001	Solde exécution invest. reporté	24 353 723,88			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**951 049 026,15**	**0,00**	**41 689 226,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**897 895 133,88**	**0,00**	**36 340 394,98**	**25 292 590,98**	**25 292 590,98**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	67 466 153,18	0,00	17 673 285,79	6 625 481,79	6 625 481,79
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	210 834 686,16	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	337 505 436,07	0,00	380 436,54	380 436,54	380 436,54
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 392 495,29	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	40 434,86	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	61 558 124,38	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	203 635 803,94	0,00	18 236 672,65	18 236 672,65	18 236 672,65
Sous total des opérations d'ordre		***53 153 892,27***		***5 348 831,85***	***5 348 831,85***	***5 348 831,85***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*37 405 980,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*15 747 912,27*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**275 194 498,80**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**211 151 339,50**	**0,00**	**446 328,72**	**446 328,72**	**446 328,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	32 332 570,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	96 056 449,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	4 339 305,77	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	15 000 440,01	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	550 168,77	0,00	296 328,72	296 328,72	296 328,72
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	2 432 967,95	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***54 539 583,44***		***5 348 831,85***	***5 348 831,85***	***5 348 831,85***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*37 405 980,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 385 691,17*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*15 747 912,27*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — E2

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**951 049 026,15**	**0,00**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**942 019 445,09**	**0,00**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 923 613,79	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	246 579 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	217 566 767,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	260 634 943,43	0,00	1 167 229,08	1 167 229,08	1 167 229,08
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	12 666 315,35	0,00	14 319 557,57	14 319 557,57	14 319 557,57
76	Produits financiers	1 000,00	0,00	8 250,00	8 250,00	8 250,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	8 031,96	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	25 536 454,56	0,00	9 378 326,00	9 378 326,00	9 378 326,00
017	RSA / Régularisations de RMI	173 402 666,00	0,00	5 768 060,18	5 768 060,18	5 768 060,18
Sous total des opérations d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	9 029 581,06		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**201 421 018,27**	**0,00**	**0,00**	**4 046 367,40**	**4 046 367,40**	**4 046 367,40**	**0,00**	**4 046 367,40**
900	Services généraux	9 756 641,56	0,00	0,00	44 838,72	44 838,72	44 838,72	0,00	44 838,72
900-5	Gestion des fonds européens	38 055 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	1 117 042,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	50 197 090,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	3 194 032,79	0,00	0,00	46 367,40	46 367,40	46 367,40	0,00	46 367,40
904	Santé et action sociale (hors RSA)	2 289 318,60	0,00	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72	0,00	-44 838,72
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	31 487 081,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	21 594 198,33	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
907	Environnement	13 626 397,93	0,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
908	Transports	30 103 603,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**49 419 756,65**	**0,00**		**1 748 793,17**	**1 748 793,17**		**1 748 793,17**	**1 748 793,17**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 506 103,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	45 527 961,98	0,00		1 748 793,17	1 748 793,17		1 748 793,17	1 748 793,17
925	*Opérations patrimoniales*	*1 385 691,17*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**250 840 774,92**	**0,00**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**4 046 367,40**	**1 748 793,17**	**5 795 160,57**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**5 795 160,57**

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**75 826 435,55**	**0,00**	**296 328,72**	**296 328,72**	**296 328,72**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	37 147 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	169 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	10 750 080,47	0,00	296 328,72	296 328,72	296 328,72
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	3 913 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	4 339 305,77	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	19 066 721,31	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**173 677 137,12**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	63 948 922,14	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	70 936 543,81	0,00	0,00	0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*1 385 691,17*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections (4)*	*37 405 980,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**16 187 350,27**	**0,00**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*15 747 912,27*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
954	Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**265 690 922,94**	**0,00**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**	**5 795 160,57**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	**0,00**

TOTAL	**5 795 160,57**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux — **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 838,72
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 838,72**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**44 838,72**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 328,72	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 328,72**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 328,72
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	46 367,40	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 367,40**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**46 367,40**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904
Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	-44 838,72	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-44 838,72**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905
Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906
Détail par articles

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**1 000 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**3 000 000,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**2 506 103,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 506 103,50**
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	2 506 103,50
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**73 452 498,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**73 602 498,00**
1021	Dotation	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
10222	FCTVA	32 332 570,00	0,00	0,00	0,00	32 332 570,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
13321	Dotation départ. équip. collèges transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13322	Dotation région. équip. scolaire transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	2 725 849,00	0,00	0,00	0,00	2 725 849,00
1341	Dotations à l'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13411	DGE	4 066 647,00	0,00	0,00	0,00	4 066 647,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**45 527 961,98**	**0,00**	**1 748 793,17**	**1 748 793,17**	**47 276 755,15**
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	38 302 920,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 571 509,90	0,00	0,00	0,00	4 571 509,90
27638	Créance Autres établissements publics	2 653 532,08	0,00	1 748 793,17	1 748 793,17	4 402 325,25
	RECETTES	**70 936 543,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 936 543,81**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 503 575,86	0,00	0,00	0,00	9 503 575,86
1641	Emprunts en euros	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000 000,00
2745	Avances remboursables	381 257,07	0,00	0,00	0,00	381 257,07
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	103 792,96	0,00	0,00	0,00	103 792,96
27638	Créance Autres établissements publics	947 917,92	0,00	0,00	0,00	947 917,92

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***1 385 691,17***	***0,00***	***0,00***
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
231318	*Autres bâtiments publics*	*387 852,78*	*0,00*	*0,00*
23151	*Réseaux de voirie*	*684 491,10*	*0,00*	*0,00*
231538	*Autres réseaux*	*13 347,29*	*0,00*	*0,00*
23158	*Autres constructions*	*270 000,00*	*0,00*	*0,00*
231735	*Installations générales, agencements*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (3)	***1 385 691,17***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 385 691,17*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**37 405 980,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**37 405 980,00**	**0,00**	**0,00**
28031	*Frais d'études*	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	*Frais d'insertion*	100 871,61	0,00	0,00
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	11 703,76	0,00	0,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	41 042,00	0,00	0,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	934 866,00	0,00	0,00
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	116 336,00	0,00	0,00
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	542 748,96	0,00	0,00
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	4 117,00	0,00	0,00
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	9 619,00	0,00	0,00
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	800,00	0,00	0,00
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	20 000,00	0,00	0,00
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	68 348,44	0,00	0,00
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	84 331,00	0,00	0,00
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	446 253,00	0,00	0,00
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	2 840,00	0,00	0,00
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	819 212,11	0,00	0,00
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	633 198,00	0,00	0,00
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	659 112,00	0,00	0,00
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	12 200,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	*Concessions et droits similaires*	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	5 710,00	0,00	0,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	4 314,00	0,00	0,00
281311	*Bâtiments administratifs*	788,00	0,00	0,00
281312	*Bâtiments scolaires*	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	*Autres bâtiments publics*	384 497,00	0,00	0,00
281351	*Bâtiments publics*	606 119,00	0,00	0,00
281352	*Bâtiments privés*	4 962,00	0,00	0,00
28152	*Installations de voirie*	2 225,00	0,00	0,00
281572	*Matériel technique scolaire*	2 997,00	0,00	0,00
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	180 671,00	0,00	0,00
281578	*Autre matériel technique*	159 464,00	0,00	0,00
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	2 359,00	0,00	0,00
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	157 611,00	0,00	0,00
2817578	*Autre matériel technique (mad)*	451,00	0,00	0,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	13 999,00	0,00	0,00
281828	*Autres matériels de transport*	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	*Matériel informatique scolaire*	66 265,97	0,00	0,00
281838	*Autre matériel informatique*	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	157 030,00	0,00	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	*Matériel de téléphonie*	81 468,10	0,00	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	143 688,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**0,00**
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	**16 187 350,27**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*15 747 912,27*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**880 923 038,59**	**0,00**	**0,00**	**36 340 394,98**	**25 292 590,98**	**-2 026 672,65**	**27 319 263,63**	**25 292 590,98**
930	Services généraux	234 705 800,31	0,00	0,00	18 681 785,79	7 655 481,79	0,00	7 655 481,79	7 655 481,79
930-5	Gestion des fonds européens	10 976 643,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	18 024 929,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	86 283 367,24	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	11 343 877,76	0,00	0,00	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	140 042 428,81	0,00	0,00	-3 339 563,46	-3 339 563,46	-2 026 672,65	-1 312 890,81	-3 339 563,46
934-3	APA	61 558 124,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	203 635 803,94	0,00	0,00	18 236 672,65	18 236 672,65	0,00	18 236 672,65	18 236 672,65
935	Aménagement des territoires et habitat	2 998 947,87	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
936	Action économique	19 779 341,08	0,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00
937	Environnement	8 776 955,30	0,00	0,00	610 000,00	610 000,00	0,00	610 000,00	610 000,00
938	Transports	82 796 819,05	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**54 378 075,29**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 462 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	15 510 095,29	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (5)*	*37 405 980,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**15 747 912,27**		**0,00**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**		**5 348 831,85**	**5 348 831,85**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*15 747 912,27*			*5 348 831,85*	*5 348 831,85*		*5 348 831,85*	*5 348 831,85*
TOTAL des groupes fonctionnels		**951 049 026,15**	**0,00**	**0,00**	**41 689 226,83**	**30 641 422,83**	**-2 026 672,65**	**32 668 095,48**	**30 641 422,83**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)	0,00

TOTAL	**30 641 422,83**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**280 121 933,09**	**0,00**	**30 633 172,83**	**30 633 172,83**	**30 633 172,83**
930	Services généraux	16 117 126,00	0,00	7 910 000,00	7 910 000,00	7 910 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	19 401 072,42	0,00	470 000,00	470 000,00	470 000,00
931	Sécurité	1 651,91	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	28 392 917,07	0,00	1 736 421,10	1 736 421,10	1 736 421,10
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 252 184,93	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	10 244 112,32	0,00	4 160 365,55	4 160 365,55	4 160 365,55
934-3	APA	25 536 454,56	0,00	9 378 326,00	9 378 326,00	9 378 326,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	173 402 666,00	0,00	5 768 060,18	5 768 060,18	5 768 060,18
935	Aménagement des territoires et habitat	987 863,94	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	286 000,00	0,00	440 000,00	440 000,00	440 000,00
937	Environnement	3 452 654,86	0,00	690 000,00	690 000,00	690 000,00
938	Transports	1 047 229,08	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**661 897 512,00**	**0,00**	**8 250,00**	**8 250,00**	**8 250,00**
940	Impositions directes	114 261 909,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	333 145 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	214 488 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	1 000,00	0,00	8 250,00	8 250,00	8 250,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**942 019 445,09**	**0,00**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**	**30 641 422,83**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**30 641 422,83**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 555 481,79**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 581 785,79**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 555 481,79**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 555 481,79
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**7 910 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**7 910 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**7 910 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 655 481,79**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 681 785,79**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 655 481,79**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**7 655 481,79**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 910 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 910 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 910 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**470 000,00**	**0,00**	**0,00**	**470 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**470 000,00**	**0,00**	**0,00**	**470 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**470 000,00**	**0,00**	**0,00**	**470 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932
Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**288 325,10**	**988 096,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**288 325,10**	**988 096,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**288 325,10**	**988 096,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**400 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**1 736 421,10**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**1 736 421,10**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**1 736 421,10**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934
Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) — **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**-600 000,00**	**-200 000,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-600 000,00**	**-200 000,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-600 000,00**	**-200 000,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-600 000,00	-200 000,00	-2 890,81	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**54 591,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**54 591,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**54 591,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**-1 060 000,00**	**0,00**	**-240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-1 060 000,00**	**0,00**	**-240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-1 060 000,00**	**0,00**	**-240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-60 000,00	0,00	-240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**-80 000,00**	**0,00**	**-126 672,65**	**0,00**	**-700 000,00**	**-200 000,00**	**-3 339 563,46**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-80 000,00**	**0,00**	**-126 672,65**	**0,00**	**-700 000,00**	**-200 000,00**	**-3 339 563,46**
Vote de l'assemblée (3)	**-80 000,00**	**0,00**	**-126 672,65**	**0,00**	**-700 000,00**	**-200 000,00**	**-3 339 563,46**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	-126 672,65	0,00	-700 000,00	-200 000,00	**-2 026 672,65**
- Hors AE-CP	-80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-1 312 890,81**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**131 232,47**	**0,00**	**3 974 542,00**	**0,00**	**4 160 365,55**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**131 232,47**	**0,00**	**3 974 542,00**	**0,00**	**4 160 365,55**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**131 232,47**	**0,00**	**3 974 542,00**	**0,00**	**4 160 365,55**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**8 178 326,00**	**1 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 378 326,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**8 178 326,00**	**1 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 378 326,00**
Vote de l'assemblée (3)	**8 178 326,00**	**1 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 378 326,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**3 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 636 672,65**	**0,00**	**18 236 672,65**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**3 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 636 672,65**	**0,00**	**18 236 672,65**
Vote de l'assemblée (3)	**3 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 636 672,65**	**0,00**	**18 236 672,65**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	3 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 636 672,65	0,00	**18 236 672,65**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**4 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**868 060,18**	**0,00**	**5 768 060,18**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**4 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**868 060,18**	**0,00**	**5 768 060,18**
Vote de l'assemblée (3)	**4 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**868 060,18**	**0,00**	**5 768 060,18**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935
Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 936
Détail par articles

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**1 400 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**1 400 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**1 400 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	**1 400 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**610 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**610 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**610 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	150 000,00	**610 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 000,00**	**690 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 000,00**	**690 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 000,00**	**690 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938
Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**114 261 909,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 261 909,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	72 537 882,00	0,00	0,00	0,00	72 537 882,00
73112	Cotisation sur la VAE	38 659 822,00	0,00	0,00	0,00	38 659 822,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	305 474,00	0,00	0,00	0,00	305 474,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732222	Fonds péréq. ress. / régions,coll. Corse	2 152 038,00	0,00	0,00	0,00	2 152 038,00
73224	Fonds péréquation cotis sur VA des ent.	606 693,00	0,00	0,00	0,00	606 693,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**1 462 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 462 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7392252	Prélèv. fonds solidarité / départements	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	1 462 000,00
739252	Prélèvement fonds solidarité des départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**333 145 922,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**333 145 922,00**
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	22 000 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000 000,00
731221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7312232	Fonds péréquation ress. perçues régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731225	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00
73151	Taxe sur les permis de conduire	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	7 200 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	26 150 000,00	0,00	0,00	0,00	26 150 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
731771	Taxe d'apprentissage	27 300 000,00	0,00	0,00	0,00	27 300 000,00
731772	TICPE - Ressource région. apprentissage	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7322	Fisc. reversée par interméd fonds	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	6 629 251,00	0,00	0,00	0,00	6 629 251,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	7 404 671,00	0,00	0,00	0,00	7 404 671,00
732252	Attrib./fonds solidarité / départements	10 503 000,00	0,00	0,00	0,00	10 503 000,00
7323	Revers. prél. / jeux et paris hippiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	12 300 398,00	0,00	0,00	0,00	12 300 398,00
73251	Attrib. fonds péréquation des DMTO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73252	Attribution fonds solidarité des départ.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7326	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7341	Taxe sur les alcools et tabacs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
73411	Taxe sur les rhums	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00
7342	Taxes sur les carburants	82 848 000,00	0,00	0,00	0,00	82 848 000,00
73432	Octroi de mer régional	72 000 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000 000,00
73433	Taxe tr public aérien,maritimes-dt Corse	1 950 000,00	0,00	0,00	0,00	1 950 000,00
7344	Redevances sur l'eau (Offices de l'eau)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73474	TVA	14 885 602,00	0,00	0,00	0,00	14 885 602,00
7348	Autres impôts et taxes d'Outre-mer	33 000 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000 000,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73622	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7371	Taxes sur les rhums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7372	Taxes sur les carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7374	Taxe additionnelle à l'octroi de mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7376	Taxe due/transp. public aérien,maritime	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**214 488 681,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 488 681,00**
74121	Dotation forfaitaire des départements	26 940 907,00	0,00	0,00	0,00	26 940 907,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	11 399 670,00	0,00	0,00	0,00	11 399 670,00
741222	Dotat. péréquation urbaine départements	8 341 685,00	0,00	0,00	0,00	8 341 685,00
741223	Dotation compensation départements	99 558 193,00	0,00	0,00	0,00	99 558 193,00
74131	Dotation forfaitaire des régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74132	Dotation de péréquation des régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	3 689 970,00	0,00	0,00	0,00	3 689 970,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	0,00	0,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 635 243,00	0,00	0,00	0,00	31 635 243,00
74788	Autres	8 418 836,00	0,00	0,00	0,00	8 418 836,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	6 738 601,00	0,00	0,00	0,00	6 738 601,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 704 785,00	0,00	0,00	0,00	2 704 785,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	6 170 716,00	0,00	0,00	0,00	6 170 716,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**15 510 095,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 510 095,29**
6228	Divers	4 600,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	113 000,00	0,00	0,00	0,00	113 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	13 249 241,00	0,00	0,00	0,00	13 249 241,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	28 875,00	0,00	0,00	0,00	28 875,00
666	Pertes de change	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6688	Autres	2 113 379,29	0,00	0,00	0,00	2 113 379,29
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (6)	**1 000,00**	**0,00**	**8 250,00**	**8 250,00**	**9 250,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	8 250,00	8 250,00	8 250,00
766	Gains de change	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	4 828 222,11
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 828 222,11
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	**37 405 980,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**37 405 980,00**	**0,00**	**0,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	37 405 980,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (5) (6)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Transfert de charges	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.
(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**15 747 912,27**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**	**0,00**
952	Dépenses imprévues				0,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*15 747 912,27*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**49 782 858,65**	**9 801 480,28**	**38 055 611,00**	**1 117 042,15**	**50 197 090,52**	**3 240 400,19**	**2 244 479,88**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 506 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	38 302 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 053 589,70	0,00	31 806,20	573 608,91	180 480,88	29 600,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	12 964,80	38 055 611,00	286 093,49	9 566 984,20	1 783 698,55	1 476 878,77	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 025 218,77	0,00	0,00	2 794 101,52	664 617,14	149 000,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 639 707,01	0,00	799 142,46	36 740 312,89	611 603,62	398 750,23	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 973 835,15	70 000,00	0,00	0,00	522 083,00	0,00	190 250,26	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**144 978 479,81**	**0,00**	**37 147 273,00**	**169 645,00**	**11 046 409,19**	**50 000,00**	**390 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	41 986 145,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	41 119 928,00	0,00	37 147 273,00	169 645,00	9 328 806,00	50 000,00	390 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	60 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 432 967,95	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**31 487 081,47**	**22 594 198,33**	**16 626 397,93**	**30 103 603,92**		**255 250 244,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 506 103,50
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		38 302 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	642 726,64	72 172,22	507 318,79	601 728,84		3 693 032,18
204	Subventions d'équipement versées	21 839 623,70	21 237 737,52	14 777 071,01	0,00		109 036 663,04
21	Immobilisations corporelles	0,00	551 015,63	1 492,11	1 812 951,55		9 998 397,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	8 090 173,13	733 272,96	1 340 516,02	27 688 923,53		81 042 401,85
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	914 558,00	0,00	0,00	0,00		10 670 726,41
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**3 913 410,00**	**4 339 305,77**	**0,00**	**19 066 721,31**		**221 101 244,08**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		439 438,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		41 986 145,86
13	Subventions d'investissement	3 913 410,00	0,00	0,00	3 937 387,00		96 056 449,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		60 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 339 305,77	0,00	0,00		4 339 305,77
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	15 000 440,01		15 000 440,01
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	128 894,30		846 497,49
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		2 432 967,95
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**49 782 858,65**
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50
164	Emprunts auprès des éts financiers	38 302 920,00
276	Autres créances immobilisées	8 973 835,15
RECETTES		**144 978 479,81**
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00
102	Dotations et fonds d'investissement	32 482 570,00
106	Réserves	9 503 575,86
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	36 948 281,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	4 171 647,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	60 000 000,00
274	Prêts	381 257,07
276	Autres créances immobilisées	1 051 710,88

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 610 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 191 480,28**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 964,80
205	Licences, procédés, droits similaires	1 032 589,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 371,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 953,42
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,26
218	Autres immobilisations corporelles	1 577 410,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 110,77
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 639 707,01
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 801 480,28**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 964,80
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 589,20
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 371,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 953,42
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 372,26
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 917 521,57
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 639 707,01
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**38 045 384,00**	**0,00**	**10 227,00**	**38 055 611,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	38 045 384,00	0,00	10 227,00	38 055 611,00
RECETTES		**0,00**	**37 147 273,00**	**0,00**	**0,00**	**37 147 273,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	37 147 273,00	0,00	0,00	37 147 273,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**214 326,49**	**0,00**	**902 715,66**	**1 117 042,15**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	31 806,20	31 806,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	214 326,49	0,00	71 767,00	286 093,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	799 142,46	799 142,46
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 645,00**	**169 645,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	169 645,00	169 645,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		**2 535 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 344 882,60**	**32 895 043,17**	**450 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	570 679,41	2 929,50	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 535 000,00	0,00	0,00	0,00	1 010 792,30	3 217 068,21	450 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 867 483,30	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	781 543,00	13 926,36	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	6 055 100,35	29 352 119,10	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 600,00**	**10 011 809,19**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	34 600,00	9 294 206,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		**1 755 684,80**	**0,00**	**621 946,62**	**1 594 533,33**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	497 917,00	0,00	375 800,00	1 480 406,69	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	71 864,62	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	735 684,80	0,00	174 282,00	114 126,64	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	522 083,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 197 090,52**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 608,91
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 566 984,20
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 939 347,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 284,24
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 469,36
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 431 312,89
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522 083,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 046 409,19**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 328 806,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 603,19
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**1 448 711,78**	**1 766,77**	**30 145,37**	**236 476,67**	**100 600,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	80 112,04	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 125 691,02	1 766,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	60 000,00	0,00	3 859,43	1 650,00	28 859,41	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	28 954,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	60 509,55	0,00	0,00	2 640,58	16 000,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	5 500,42	4 490,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	600,00	0,00	17 785,52	6 760,65	10 741,50	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	172 957,08	0,00	3 000,00	140 823,40	40 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**67 260,00**	**26 899,00**	**18 929,73**	**656 696,30**	**652 913,66**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	18 929,73	0,00	637 311,03
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	10 899,00	0,00	311 289,55	15 602,63
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	167 843,61	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	67 260,00	10 000,00	0,00	177 563,14	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 240 400,19**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 112,04
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 783 698,55
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 368,84
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 954,13
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 941,31
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 990,42
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 731,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	611 603,62
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**241 816,29**	**1 052,55**	**504 859,63**	**0,00**	**0,00**	**11 500,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	29 600,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	241 816,29	1 052,55	76 509,40	0,00	0,00	11 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	398 750,23	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**225 369,99**	**0,00**	**149 805,25**	**0,00**	**0,00**	**219 631,16**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	225 369,99	0,00	4 699,99	0,00	0,00	219 631,16	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	145 105,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**693 826,44**	**0,00**	**0,00**	**195 145,00**	**2 244 479,88**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	693 826,44	0,00	0,00	999,38	1 476 878,77
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 000,62	149 000,62
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 750,23
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 145,00	45 145,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 105,26
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**13 299 085,49**	**415 978,17**	**0,00**	**2 809 533,11**	**1 140 480,21**	**0,00**	**4 543 358,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	229 500,00	413 226,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	13 069 585,49	0,00	0,00	2 809 533,11	1 140 480,21	0,00	3 630 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 751,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913 358,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 396 160,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	2 396 160,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**8 090 540,00**	**0,00**	**1 188 106,49**	**0,00**	**31 487 081,47**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 726,64
204	Subventions d'équipement versées	0,00	3 118,40	0,00	1 186 906,49	0,00	21 839 623,70
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	8 087 421,60	0,00	0,00	0,00	8 090 173,13
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	914 558,00
RECETTES		**0,00**	**1 517 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 913 410,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 517 250,00	0,00	0,00	0,00	3 913 410,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 554 645,76**	**7 536 751,43**	**7 770 292,29**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	4 198 184,95	7 536 751,43	7 770 292,29
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	733 272,96	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 339 305,77**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 732 508,85**	**0,00**	**22 594 198,33**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 172,22
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	1 732 508,85	0,00	21 237 737,52
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 015,63
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 272,96
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 339 305,77**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 305,77

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**2 827 706,76**	**0,00**	**88 439,52**	**25 723,95**	**3 773 911,21**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 826 214,65	0,00	88 439,52	25 723,95	3 773 911,21	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 492,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**2 919 757,13**	**1 820 516,02**	**123 196,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 919 757,13	500 000,00	123 196,83	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 320 516,02	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**95 644,15**	**0,00**	**0,00**	**3 397 090,70**	**1 554 411,66**	**0,00**	**0,00**	**16 626 397,93**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507 318,79	0,00	0,00	507 318,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	95 644,15	0,00	0,00	3 397 090,70	1 027 092,87	0,00	0,00	14 777 071,01
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492,11
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	1 340 516,02
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**10 178 858,58**	**16 559 745,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	313 175,84	138 553,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	600 472,72	217 609,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	994 869,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	8 270 340,74	16 203 582,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**18 499 721,31**	**567 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	3 370 387,00	567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	15 000 440,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	128 894,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 365 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 103 603,92**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 728,84
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	818 082,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	994 869,28
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	3 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 688 923,53
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 066 721,31**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 937 387,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 440,01
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 894,30

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**16 972 095,29**	**242 361 282,10**	**10 976 643,00**	**18 024 929,85**	**86 683 367,24**	**11 343 877,76**	**136 702 865,35**	**61 558 124,38**
011	Charges à caractère général	117 600,00	45 749 419,49	0,00	7 929,85	8 174 739,69	1 650 364,93	3 418 449,65	130 237,93
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	186 314 591,91	0,00	0,00	0,00	0,00	24 570 094,25	9 348,60
014	Atténuations de produits	1 462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 288 354,90	10 976 643,00	18 017 000,00	78 508 627,55	9 693 512,83	108 682 807,73	61 401 837,85
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 392 495,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	8 915,80	0,00	0,00	0,00	0,00	31 513,72	16 700,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**661 905 762,00**	**24 027 126,00**	**19 871 072,42**	**1 651,91**	**30 129 338,17**	**1 292 184,93**	**14 404 477,87**	**34 914 780,56**
013	Atténuations de charges	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 214 822,00	0,00	0,00	0,00	38 791,79	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	245 979 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	201 428 178,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	214 488 681,00	12 916 260,00	11 939 659,00	0,00	16 542 424,07	53 500,00	4 581 570,44	29 578 326,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	8 196 044,00	7 931 413,42	1 651,91	748 325,10	1 199 893,14	6 514 875,47	2 445 863,91
76	Produits financiers	9 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 031,96	2 890 590,65
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**221 872 476,59**	**3 028 947,87**	**21 179 341,08**	**9 386 955,30**	**83 096 819,05**		**923 187 724,86**
011	Charges à caractère général	8 923,88	852 087,00	531 381,91	3 186 043,40	10 403 619,05		74 230 796,78
012	Charges de personnel et frais assimilés	805 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00		211 699 434,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 462 000,00
65	Autres charges de gestion courante	221 034 974,52	2 176 860,87	20 647 953,83	6 200 911,90	72 693 200,00		620 322 684,98
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 392 495,29
67	Charges spécifiques	23 178,19	0,00	5,34	0,00	0,00		80 313,05
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**179 170 726,18**	**987 863,94**	**726 000,00**	**4 142 654,86**	**1 087 229,08**		**972 660 867,92**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	0,00		4 923 613,79
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		246 579 653,00
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		382 609 433,00
74	Dotations et participations	8 150 000,00	610 000,00	286 000,00	0,00	384 078,00		299 530 498,51
75	Autres produits de gestion courante	5 978 060,18	377 863,94	440 000,00	872 654,86	703 151,08		35 409 797,01
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9 250,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 898 622,61
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**16 972 095,29**
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	113 000,00
661	Charges d'intérêts	13 278 116,00
666	Pertes de change	1 000,00
668	Autres charges financières	2 113 379,29
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 462 000,00
RECETTES		**661 905 762,00**
731	Fiscalité locale	201 428 178,00
732	Fiscalité reversée	39 596 051,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	206 383 602,00
741	D.G.F.	146 240 455,00
744	FCTVA	3 689 970,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 525 318,00
747	Participations	8 418 836,00
748	Autres attributions et participations	15 614 102,00
761	Produits de participations	8 250,00
766	Gains de change	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**0,00**	**186 487 680,73**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 160 328,27**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 463,76
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 210 058,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 848 077,20
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 851,17
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 933,88
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 927,23
618	Divers	0,00	466 389,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320 412,28
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 050 380,51
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	923 201,25
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 994,92
625	Déplacements et missions	0,00	95 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 076,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191 872,27
628	Divers	0,00	12 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 767 431,57
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 124 867,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 041,50
641	Rémunérations du personnel	0,00	137 859 531,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	40 927 066,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 541 254,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	1 230 523,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 986,65
655	Contributions obligatoires	0,00	6 583,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	116 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	7 915,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**13 948 668,00**	**2 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 866,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 822,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	6 038 668,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 044,00
758	Produits divers de gestion courante	7 910 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**3 082 530,30**	**438 263,36**	**358 425,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 833,91**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	13 355,28	57 037,10	32 066,18	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	44 346,32	1 634,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	12 849,00	68 256,82	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	3 674,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	91 948,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	539 720,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 359 485,57	366 742,66	258 102,97	0,00	0,00	0,00	97 833,91

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		**6 777 592,00**	**300 000,00**	**58 627,56**	**0,00**	**100 000,00**	**242 361 282,10**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 463,76
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 329,44
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 210 058,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 227,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 848 077,20
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315 851,17
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351 933,88
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730 040,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	47 832,03	606 759,26
618	Divers	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	1 939 260,53
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	52 167,97	12 148 649,40
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	1 519 307,07
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 994,92
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 940,54
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191 872,27
628	Divers	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	7 041 386,45
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	10 524,00	0,00	0,00	2 165 391,93
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 041,50
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	34 529,65	0,00	0,00	137 894 060,88
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	13 573,91	0,00	0,00	41 480 361,14
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 541 254,34
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 523,62
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 175 151,76
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 583,14

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
657	Subventions	6 777 592,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	6 975 824,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 796,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 915,80
RECETTES		**6 777 592,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 027 126,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 822,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 916 260,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 044,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 920 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		**4 072 515,00**	**6 904 128,00**	**0,00**	**0,00**	**10 976 643,00**
657	Subventions	4 072 515,00	6 904 128,00	0,00	0,00	10 976 643,00
RECETTES		**1 035 264,00**	**18 835 808,42**	**0,00**	**0,00**	**19 871 072,42**
747	Participations	1 035 264,00	10 904 395,00	0,00	0,00	11 939 659,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	7 931 413,42	0,00	0,00	7 931 413,42

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**18 000 000,00**	**0,00**	**24 929,85**	**18 024 929,85**
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 929,85	7 929,85
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 651,91**	**1 651,91**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	1 651,91	1 651,91

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 498 120,96**	**9 895 509,00**	**890 790,12**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	335 087,05	300 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 522 737,05	8 995 518,00	831 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	646 014,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910 549,19	599 991,00	59 290,12
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**307 787,87**	**180 000,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	307 787,87	180 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		**7 634 992,41**	**0,00**	**42 886 631,33**	**11 219 539,03**	**5 083 007,59**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	7 158 438,80	9 945,72	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	65 600,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 820 000,19	0,00	1 080 327,99	36 562,30	1 200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	1 590 054,28	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 111 261,24	57 227,76	0,00
657	Subventions	3 814 992,22	0,00	31 471 003,30	9 525 748,97	3 883 007,59
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**28 193 454,30**	**988 096,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	15 066 540,20	988 096,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	288 325,10	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**574 776,80**	**0,00**	**86 683 367,24**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 168 384,52
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154,28
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 687,05
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 579,39
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	196 934,45	0,00	196 934,45
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 136 890,48
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 939 809,33
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 814 503,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	352 842,35	0,00	51 617 424,74
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**	**0,00**	**30 129 338,17**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 054 636,20
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 787,87
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	748 325,10

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**3 761 747,16**	**0,00**	**209 558,37**	**665 443,79**	**167 441,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	107 185,11	56 673,80	5 621,42	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 826,42	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	40 503,65	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	32 143,30	0,00	32 661,87	98 799,19	101 500,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	119 000,00	0,00	56 157,01	294 795,81	38 907,82	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	3 000,00	26 936,78	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 087,18	73 524,05	16 337,25	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 200,00	26 691,41	5 000,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	267,20	200,00	74,86	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 306,68	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	332 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	3 278 603,86	0,00	0,00	24 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**6 628,35**	**1 153 264,79**	**0,00**	**28 791,79**	**43 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 942,28	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	11 849,51	10 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	6 628,35	1 153 264,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**13 377,36**	**63 253,75**	**419 605,41**	**201 853,52**	**5 841 597,05**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	17,36	23 253,75	0,00	17 636,99	2 298,97
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	700,59	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 360,00	40 000,00	0,00	180 420,26	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,52
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,18	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	147,50	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	419 605,41	0,00	5 639 297,56
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 343 877,76**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 687,40
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 326,42
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 204,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 884,62
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	708 861,16
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 936,78
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 948,48
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 339,59
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 510,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	542,06
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 454,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 361 512,83
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 292 184,93**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 942,28
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 849,51
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159 893,14

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**1 229 381,29**	**2 863 928,02**	**1 802 911,41**	**0,00**	**10 020,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	125 247,54	171 021,95	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 110,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	8 336,64	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 835,27	3 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 670,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	21 064,67	31 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	34 409,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	22 317,96	8 154,11	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	834 549,91	217 772,47	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	257 803,47	79 398,23	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	300,60	3 464,73	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	420 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	80 000,00	1 800 000,00	1 557 382,82	0,00	10 020,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**54 591,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	54 591,08	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**3 841 971,97**	**0,00**	**58 281 962,92**	**1 357 984,67**	**0,00**	**537 150,05**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	12 706,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	50,10	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	57 394,45	0,00	0,00	18 619,35	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	894 139,94	0,00	479 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 050,00	31 454,12	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	80 160,00	0,00	10 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	33 911,35	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 104,10	0,00	287 165,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	178 495,96	0,00	17 194 951,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	54 615,85	0,00	5 242 834,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	110 446,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	1 187 237,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	31 467 691,08	1 047 411,50	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	2 141 416,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	2 625 456,12	0,00	75 000,00	245 157,60	0,00	518 530,70	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 300 000,00**	**0,00**	**512 454,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	327 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	109 004,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	75 511,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**23 850,71**	**0,00**	**28 497 414,89**	**0,00**	**33 343 221,78**	**3 522 387,85**	**136 702 865,35**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 673,77	0,00	0,00	8 600,00	319 249,28
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	18 871,00	0,00	0,00	144 750,00	193 621,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,10
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	210 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 336,64
618	Divers	0,00	0,00	107 040,86	0,00	40 405,80	177 203,98	417 301,31
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	20 000,00	0,00	402 299,25	0,00	38 744,00	119 171,40	1 955 564,59
623	Pub., publications, relations publiques	3 850,71	0,00	25 663,74	0,00	0,00	7 338,00	125 921,24
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	69,90	0,00	0,00	6 020,00	45 999,25
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 180,00
628	Divers	0,00	0,00	194,89	0,00	0,00	18 000,00	52 106,24
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	974,43	0,00	0,00	0,00	327 716,01
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	53 716,86	0,00	0,00	0,00	18 479 486,98
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	9 719,34	0,00	0,00	0,00	5 644 371,08
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	4 308,60	0,00	0,00	0,00	118 520,18
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	26 600 000,00	1 228 701,00	30 440 339,74
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	27 327 312,16	0,00	5 909 104,26	478 269,80	66 325 265,69
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 647,34	206 647,34
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	736 654,00	4 900,00	3 173 851,30
657	Subventions	0,00	0,00	528 870,09	0,00	3 500,00	1 092 786,33	8 536 703,66
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	16 700,00	0,00	14 813,72	0,00	31 513,72
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 979 865,02**	**0,00**	**8 257 567,66**	**0,00**	**14 404 477,87**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	224 499,36	0,00	3 974 542,00	0,00	4 581 570,44
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	1 755 365,66	0,00	0,00	0,00	1 864 370,52

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	4 274 993,70	0,00	4 550 504,95
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 031,96	0,00	8 031,96

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**9 348,60**	**49 315 674,53**	**73 480,00**	**12 159 621,25**	**61 558 124,38**
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	130 237,93	0,00	0,00	130 237,93
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	677,87	0,00	0,00	0,00	677,87
641	Rémunérations du personnel	6 116,96	0,00	0,00	0,00	6 116,96
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 546,17	0,00	0,00	0,00	2 546,17
647	Autres charges sociales	7,60	0,00	0,00	0,00	7,60
651	Aides à la personne	0,00	49 185 436,60	73 480,00	12 142 921,25	61 401 837,85
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	16 700,00	16 700,00
RECETTES		**30 674 189,91**	**4 240 590,65**	**0,00**	**0,00**	**34 914 780,56**
747	Participations	29 578 326,00	0,00	0,00	0,00	29 578 326,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 095 863,91	1 200 000,00	0,00	0,00	2 295 863,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 890 590,65	0,00	0,00	2 890 590,65

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**3 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 830 403,94**	**0,00**	**805 400,00**	**207 636 672,65**	**0,00**	**221 872 476,59**
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,88
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916,71	0,00	0,00	1 916,71
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	794 248,29	0,00	0,00	794 248,29
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 197,00	0,00	0,00	9 197,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,00	0,00	0,00	38,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	8 251 547,12	0,00	0,00	207 636 672,65	0,00	215 888 219,77
657	Subventions	3 600 000,00	0,00	0,00	1 546 754,75	0,00	0,00	0,00	0,00	5 146 754,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	23 178,19	0,00	0,00	0,00	0,00	23 178,19
RECETTES		**4 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750 000,00**	**0,00**	**0,00**	**172 520 726,18**	**0,00**	**179 170 726,18**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	6 400 000,00	0,00	8 150 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 078 060,18	0,00	1 078 060,18
758	Produits divers de gestion courante	4 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 900 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**574 220,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 922 244,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 157,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	363 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	210 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**610 000,00**
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**47 449,83**	**0,00**	**465 034,04**	**0,00**	**3 028 947,87**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 157,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 750,00
657	Subventions	0,00	47 449,83	0,00	65 034,04	0,00	812 953,87
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**377 863,94**	**0,00**	**987 863,94**
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	377 863,94	0,00	377 863,94

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 526 703,98**	**2 456 029,70**	**6 013 301,29**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	19 875,90	37 074,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540,08	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	102 149,95	0,00	4 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	9 381 924,14	2 418 955,70	1 513 301,29
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 383 306,11**	**800 000,00**	**21 179 341,08**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 178,30
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 292,25
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	1 683,36	0,00	58 633,26
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	401 540,08
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,11
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683,91
656	Participations	0,00	0,00	0,00	203 311,00	400 000,00	5 205 460,95
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 128 311,75	0,00	15 442 492,88
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,34
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286 000,00**	**726 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	286 000,00	286 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**4 089 677,63**	**0,00**	**65 355,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	219 268,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	29,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	-283 254,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	33 724,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 119 909,85	0,00	65 355,82	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**656 337,53**	**2 400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
615	Entretien et réparations	0,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	56 337,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**600 000,00**	**2 670 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 009 999,70**	**779 519,54**	**0,00**	**386 065,08**	**9 386 955,30**
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 268,35
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	250 029,16
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-283 254,11
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 463,46	0,00	0,00	75 187,84
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 009 999,70	738 056,08	0,00	136 065,08	6 125 724,06
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**872 654,86**	**4 142 654,86**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872 654,86	872 654,86

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		**27 749,20**	**454 800,00**	**0,00**	**5 005 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 693 200,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 996,98	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	6 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	454 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 072,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 845 199,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**703 151,08**
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 151,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**1 406 809,20**	**6 646 068,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 346,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	57 652,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 273 940,16	6 636 207,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	73 876,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	7 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 863 192,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 096 819,05**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 346,31
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 652,58
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	1 863 192,09	0,00	0,00	0,00	0,00	9 784 336,48
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 876,46
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 535,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 072,22
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 848 001,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 845 199,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**384 078,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 087 229,08**
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 151,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	**C1.1**

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 40 809 023,50**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**38 302 920,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	38 302 920,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 506 103,50**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**40 809 023,50**	**1 202 002,87**	**24 353 723,88**	**66 364 750,25**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	**IV**
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**	**C1.2**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 87 307 157,34**	**5 348 831,85**	**VI 5 348 831,85**
Ressources propres externes de l'année (a)		**33 713 827,07**	**0,00**	**0,00**
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	32 332 570,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
139146	*Attributions compensation investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	381 257,07	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**53 593 330,27**	**5 348 831,85**	**5 348 831,85**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 496 776,03*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*100 871,61*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*11 703,76*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*41 042,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*934 866,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*116 336,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 018 151,00*	*0,00*	*0,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*542 748,96*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*3 419 525,80*	*0,00*	*0,00*
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*4 117,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*9 619,00*	*0,00*	*0,00*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*800,00*	*0,00*	*0,00*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*1 332 175,00*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*68 348,44*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*84 331,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*1 446 142,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*446 253,00*	*0,00*	*0,00*
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	*2 840,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*819 212,11*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*633 198,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*6 419 647,12*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*3 344 671,00*	*0,00*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*1 841 609,00*	*0,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*659 112,00*	*0,00*	*0,00*

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2804421	*Sub nat privé - Biens mob, mat, études*	*12 200,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*2 035 357,42*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*5 710,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*4 314,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*788,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*1 108 030,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*384 497,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*606 119,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*4 962,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*2 225,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*2 997,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*180 671,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*159 464,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*2 359,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*157 611,00*	*0,00*	*0,00*
2817578	*Autre matériel technique (mad)*	*451,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*13 999,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 759 147,50*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*66 265,97*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*3 263 710,64*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*157 030,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 438 819,54*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*81 468,10*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*143 688,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	439 438,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*15 747 912,27*	*5 348 831,85*	*5 348 831,85*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**92 655 989,19**	**16 052 150,89**	**0,00**	**9 503 575,86**	**118 211 715,94**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**66 364 750,25**
Ressources propres disponibles	VIII	**118 211 715,94**
Solde	IX = VIII – IV (7)	**51 846 965,69**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

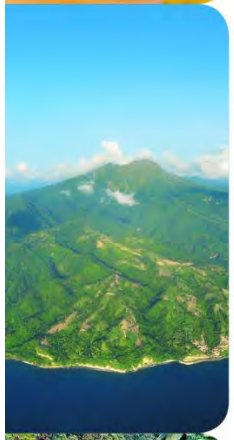
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2018

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

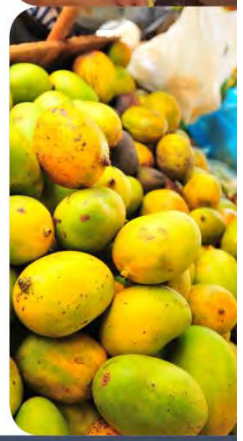


Collectivité Territoriale de Martinique

2018

DÉCISION MODIFICATIVE N°3

BUDGET ANNEXE : LABORATOIRE



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)**

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal CTM

Numéro SIRET : 20005550700061

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Décision modificative (3)

Voté par fonction

BUDGET : Laboratoire d'analyse CTM (4)

ANNEE 2018

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote Sans Objet
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 9

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 11
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 12
B1 - Présentation des AP votées 13
B2 - Présentation des AE votées 14
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 15
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 21
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 23
E1 - Balance générale - Dépenses 25
E2 - Balance générale - Recettes 27

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 29
A.900 - Services généraux 33
A.900-5 - Gestion des fonds européens 36
A.901 - Sécurité 37
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 38
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 41
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 44
A.904-4 - RSA 47
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 48
A.906 - Action économique 51
A.907 - Environnement 53
A.908 - Transports 56
A.921 - Taxes non affectées 60
A.922 - Dotations et participations 61
A.923 - Dettes et autres opérations financières 62
A.925 - Opérations patrimoniales 63
A.926 - Transferts entre les sections 64
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 65
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 66
B.930 - Services généraux 70
B.930-5 - Gestion des fonds européens 73
B.931 - Sécurité 74

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 75
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 78
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 81
B.934-3 - APA 84
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 85
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 86
B.936 - Action économique 89
B.937 - Environnement 91
B.938 - Transports 94
B.940 - Impositions directes 98
B.941 - Autres impôts et taxes 99
B.942 - Dotations et participations 100
B.943 - Opérations financières 101
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 102
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 103
B.946 - Transferts entre les sections 104
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 105
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 106

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 107
A1.01 - Opérations non ventilables 109
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 110
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 113
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 114
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 115
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 118
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 121
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 124
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 125
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 128
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 130
A1.908 - Fonction 8 - Transports 133
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 137
A2.01 - Opérations non ventilables 139
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 140
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 143
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 144
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 145
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 148
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 151
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 154

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 155
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 156
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 159
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 161
A2.938 - Fonction 8 - Transports 164

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B8.1 - Subventions versées Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 168
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 169

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D5.1- Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 171

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	3 202 734,54	3 337 473,26	188 749,33		A1	323 488,05
Investissement	66 053,49	144 652,00	(3) 156 318,93		A2	234 917,44
Fonctionnement	3 136 681,05	3 192 821,26	(4) 32 430,40		A3	88 570,61

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	225 387,70	III + IV	38 736,68	B1	-186 651,02
Investissement	I	112 458,78	III	0,00	B2	-112 458,78
Fonctionnement	II	112 928,92	IV	38 736,68	B3	-74 192,24

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	136 837,03
Investissement	**A2 + B2**	122 458,66
Fonctionnement	**A3 + B3**	14 378,37

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	112 458,78
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	112 458,78
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	112 928,92
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	112 928,92
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	**Autres impôts et taxes**	**0,00**
942	**Dotations et participations**	**0,00**
943	**Opérations financières**	**0,00**
944	**Frais de fonctionnement groupes d'élus**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
900	Services généraux		0,00
900-5	Gestion des fonds européens		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)		0,00
904-4	RSA		0,00
905	Aménagement des territoires et habitat		0,00
906	Action économique		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	38 736,68
930	Services généraux		0,00
930-5	Gestion des fonds européens		0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)		38 736,68
934-3	APA		0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI		0,00
935	Aménagement des territoires et habitat		0,00
936	Action économique		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	**Impositions directes**	**0,00**
941	**Autres impôts et taxes**	**0,00**
942	**Dotations et participations**	**0,00**
943	**Opérations financières**	**0,00**
944	**Frais de fonctionnement groupes d'élus**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-44 838,72	-44 838,72
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	-44 838,72	-44 838,72

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-2 890,81	-2 890,81
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	-2 890,81	-2 890,81

TOTAL DU BUDGET (4)	-47 729,53	-47 729,53

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-44 838,72	0,00	-44 838,72	-44 838,72	0,00	-44 838,72
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-2 890,81	0,00	-2 890,81	-2 890,81	0,00	-2 890,81
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	-47 729,53	0,00	-47 729,53	-47 729,53	0,00	-47 729,53

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
PRESENTATION DES AP VOTEES	**B1**

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		**Chapitre(s)**	**Montant**
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
PRESENTATION DES AE VOTEES	**B2**

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		**Chapitre(s)**	**Montant**
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
AE VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**388 458,78**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
90 Opérations ventilées	388 458,78	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	388 458,78	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**388 458,78**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
90 Opérations ventilées	121 348,12	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
- Recettes affectées	121 348,12	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	144 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	122 458,66		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**3 257 970,92**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
93 Services ventilés	3 113 318,92	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	3 113 318,92	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
94 Services communs non ventilés	144 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**3 257 970,92**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
93 Services ventilés	3 169 400,31	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	88 570,61		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**						
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 838,72
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 838,72
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 838,72
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 838,72
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	*0,00*						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 890,81
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 890,81
94 Services communs non ventilés	**0,00**						
953 Virement à la section d'investissement	***0,00***						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 890,81
94 Services communs non ventilés	**0,00**						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**-44 838,72**	**-44 838,72**
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	-44 838,72	-44 838,72
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	**0,00**	**0,00**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**0,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I **-44 838,72**	II **-44 838,72**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*0,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*0,00*
TOTAL	III **0,00**	IV **0,00**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :…….	**0,00**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V	0,00	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**-44 838,72**	II + IV + VI + VII	**-44 838,72**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**-2 890,81**	**-2 890,81**
930 Services généraux	0,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	-2 890,81	-2 890,81
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	0,00	0,00
937 Environnement	0,00	0,00
938 Transports	0,00	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	**0,00**	**0,00**
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	0,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00
TOTAL	I **-2 890,81**	II **-2 890,81**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	*0,00*	*0,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*0,00*	
TOTAL	III **0,00**	IV **0,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :…….	**0,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**-2 890,81**	II + IV + VI	**-2 890,81**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	E1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**388 458,78**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**388 458,78**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	388 458,78	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**3 257 970,92**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 113 318,92**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	932 270,20	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	2 179 548,72	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***144 652,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*144 652,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**388 458,78**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**121 348,12**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	121 348,12	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***144 652,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*144 652,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	122 458,66			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — E2

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**3 257 970,92**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 169 400,31**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 609 126,68	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	1 560 273,63	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	88 570,61		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**388 458,78**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	388 458,78	0,00	0,00	-44 838,72	-44 838,72	0,00	-44 838,72	-44 838,72
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**388 458,78**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**-44 838,72**

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**121 348,12**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	121 348,12	0,00	-44 838,72	-44 838,72	-44 838,72
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**144 652,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	*Opérations patrimoniales*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections (4)*	*144 652,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**266 000,12**	**0,00**	**-44 838,72**	**-44 838,72**	**-44 838,72**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	**0,00**

TOTAL	**-44 838,72**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900
Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs — **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904
Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	-44 838,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	-44 838,72	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-44 838,72**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 838,72**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 838,72
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905
Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907
Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	RECETTES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**144 652,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**144 652,00**	**0,00**	**0,00**
281351	*Bâtiments publics*	524,00	0,00	0,00
281578	*Autre matériel technique*	65 397,00	0,00	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	75 754,00	0,00	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	2 977,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**0,00**
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**3 113 318,92**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 113 318,92	0,00	0,00	-2 890,81	-2 890,81	0,00	-2 890,81	-2 890,81
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**144 652,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (5)*	*144 652,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**3 257 970,92**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)	0,00

TOTAL	**-2 890,81**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**3 169 400,31**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	3 169 400,31	0,00	-2 890,81	-2 890,81	-2 890,81
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**3 169 400,31**	**0,00**	**-2 890,81**	**-2 890,81**	**-2 890,81**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	**0,00**

TOTAL	**-2 890,81**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

(4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932
Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	-2 890,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**-2 890,81**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 890,81**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938
Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.
(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (6)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	**144 652,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**144 652,00**	**0,00**	**0,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	144 652,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (5) (6)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Transfert de charges	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.
(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
952	Dépenses imprévues				0,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343 620,06**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343 620,06	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 509,40**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 509,40	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**343 620,06**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		343 620,06
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**76 509,40**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		76 509,40
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**343 620,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	342 867,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	752,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**76 509,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	76 509,40	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343 620,06**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 867,66
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 509,40**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 509,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 110 428,11**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	929 379,39	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 179 548,72	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 166 509,50**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 609 126,68	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 382,82	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**3 110 428,11**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		929 379,39
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 179 548,72
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**3 166 509,50**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 609 126,68
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 557 382,82
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**3 110 428,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	579 495,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	158 234,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	24 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	48 543,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 024,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	89 156,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	25 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	29 270,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 640 149,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	469 697,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	40 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 609 126,68**	**0,00**	**1 557 382,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	1 557 086,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	52 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	1 557 382,82	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 110 428,11**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579 495,84
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 234,66
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 543,81
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024,28
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 624,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 156,80
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 270,70
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640 149,32
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469 697,70
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 431,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 166 509,50**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 086,68
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 040,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 382,82

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	**C1.1**

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**112 458,78**	**0,00**	**112 458,78**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	**C1.2**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 144 652,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
139146	*Attributions compensation investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**144 652,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281351	*Bâtiments publics*	*524,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*65 397,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*75 754,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 977,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**144 652,00**	**0,00**	**122 458,66**	**0,00**	**267 110,66**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**112 458,78**
Ressources propres disponibles	VIII	**267 110,66**
Solde	IX = VIII – IV (7)	**154 651,88**

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Laboratoire d'analyse CTM - DM - 2018

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES	V
ARRETE - SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 51
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 49
VOTES : Pour : 31
Contre : 18
Abstentions: 0

Date de convocation : **15 novembre 2018**

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique
A Fort de France, le **28 novembre 2018**

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session
A Fort de France , le **28 novembre 2018**

M. Lucien ADENET	M. Richard BARTHELERY	Mme Chistiane BAURAS	M. Claude BELLUNE procuration à Mme BERNABÉ	Mme Kora BERNABE	M. Belfort BIROTA procuration à M. MARTINÉ
Mme Michelle BONNAIRE	M. Joachim BOUQUETY procuration à M. CLEON	M. Michel BRANCHI	Mme Francine CARIUS procuration à M. NARCISSOT	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS procuration à M. DUVERGER	M.Félix CATHERINE
Mme Catherine CONCONNE procuration à M. ZOBDA	M. Clément CHARPENTIER-TITY	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO	M. Georges CLEON	M. Gilbert COUTURIER	Mme Jenny DULYS-PETITE
M. Jean-Claude DUVERGER	Mme Christiane EMMANUEL	M. Johnny HAJJAR procuration à Mme MONROSE	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE	M. Eugène LARCHER procuration à M. CHARPENTIER-TITY	Mme Lucie LERAVE
Mme Marie-Line LESDEMA procuration à Mme TELLE.L	Mme Nadia LIMIER procuration à M. JOSEPH-ANGELIQUE	M. Claude LISE	M. Fred LORDINOT	M. Denis LOUIS-REGIS	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE procuration à M-CATHERINE	M. Yan MONPLAISIR	Mme Michelle MONROSE	Mme Diane MONTROSE	Mme Karine MOUSSEAU	M. Marius NARCISSOT
M. Jean-Philippe NILOR	Mme Stéphanie NORCA	M. Justin PAMPHILE	Mme Josiane PINVILLE	Mme Maryse PLANTIN	M. Lucien RANGON
Mme Nadine RENARD procuration à M. LOUIS-REGIS	M. Daniel ROBIN	Mme Sandrine SAINT-AIME procuration à M- NILOR	Mme Louise TELLE	Mme Patricia TELLE procuration à M. ROBIN	Mme Marie-Frantz TINOT
Mme Marie-France TOUL procuration à M. LISE	Mme Sandra VALENTIN	M. David ZOBDA			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le ..... et de la publication le .....

LA ,le

Pour le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique
Le Conseiller Exécutif

Daniel MARIE-SAINTE

- 6 DEC. 2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-491-1-DE
Date de télétransmission : 06/12/2018
Date de réception préfecture : 06/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 06 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-491-1

PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION EN DÉFENSE DU POLE UNIVERSITAIRE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

Les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis le mercredi 28 novembre 2018,

- Informés des tensions existant entre le Président de l'Université des Antilles et le Pôle Universitaire de Martinique, au sujet du transfert de postes et de la masse salariale y afférent, du Pôle Martinique vers la Guadeloupe.

- Assurés que la mutualisation intelligente des moyens existants des deux pôles, est de nature à répondre aux ambitions de l'Université des Antilles dans son ensemble.

- Convaincus que le territoire de la Martinique tout comme celui de la Guadeloupe (qui en bénéficie déjà) a besoin de formations en sciences, de nouveaux master, de formations d'ingénieurs et de laboratoires en sciences.

- **dénoncent le caractère inéquitable des transferts envisagés,**

- **demandent aux autorités de l'Etat comme au Président de l'Université des Antilles, de sanctuariser les postes et les moyens du Pôle Universitaire de la Martinique,**

- **appellent à la mise en place d'un véritable dialogue entre pôles, qui soit soucieux de perspectives de développement de chacun des territoires de la Guadeloupe et de la Martinique,**

- **réitèrent leur volonté de défendre avec la plus grande fermeté, la pérennité et le développement du Pôle de Martinique, et d'assurer aux étudiants les meilleures conditions d'enseignement.**

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-492-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-492-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 60 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 966 639,76 € CONSTITUE DE DEUX LIGNES DE PRÊT ET DESTINÉ À LA CONSTRUCTION EN VEFA DE 45 LOGEMENTS SOCIAUX LLS – RÉSIDENCE CANAMELLE ZAC AVENIR 1 AU SAINT-ESPRIT

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 3 966 639,76 €, constitué de deux lignes de prêt pour la construction en VEFA de 45 logements sociaux LLS – Résidence Canamelle ZAC Avenir 1 au Saint-Esprit ;

Vu le contrat de prêt N°88296 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions trois cent soixante-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt trois euros quatre-vingt-six centimes (2 379 983,86 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant total de 3 966 639,76 € souscrit par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 88296, destiné à la construction en VEFA de 45 logements sociaux LLS résidence Canamelle, ZAC Avenir 1 sur le territoire de la Ville de Saint-Esprit.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 88296

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.11.3 page 1/24
Contrat de prêt n° 88296 Emprunteur n° 000249691

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°: 342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V2.11.3 page 3/24
Contrat de prêt n° 86296 Emprunteur n° 000249691

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ZAC AVENIR 1, Parc social public, Acquisition en VEFA de 45 logements situés zone Artisanale 97270 SAINT-ESPRIT.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions neuf-cent-soixante-six mille six-cent-trente-neuf euros et soixante-seize centimes (3 966 639,76 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de trois millions six mille six-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros et trente-six centimes (3 006 699,36 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de neuf-cent-cinquante-neuf mille neuf-cent-quarante euros et quarante centimes (959 940,40 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les Intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **04/01/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Courrier notaire convocation signature VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5242268	5242269		
Montant de la Ligne du Prêt	3 006 699,36 €	959 940,4 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,35 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	1,35 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'Index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

En tout état de cause, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00
Collectivités locales	COMMUNE DU SAINT-ESPRIT	40,00

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site https://www.prets.caissedesdepots.fr/ par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 11 octobre 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Mme
Nom / Prénom :
Qualité : Secrétaire Générale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature

SEMAG

Le, 4 Octobre 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : Mlle
Nom / Prénom :
Qualité : Adjointe au Directeur Régional
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional

PR0050-PR0068 V2.11.3 page 24/24
Contrat de prêt n° 88296 Emprunteur n° 00024969

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M…….. dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du ……

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 966 639,76 € constitué de deux lignes de prêt plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction en VEFA de 45 logements sociaux LLS, résidence Canamelle, ZAC Avenir 1, sur le territoire de la ville de Saint Esprit.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de deux emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE SIX MILLE SIX CENT TRENTE NEUF EUROS ET SOIXANTE SEIZE CENTIMES (3 966 639,76 €) destiné au financement de la construction en VEFA de 45 logements sociaux LLS, résidence Canamelle, ZAC Avenir 1 sur le territoire de la ville de Saint Esprit.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° 18- du :

Ligne du prêt :	**PLUS** (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	**PLUS Foncier** (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL FONCIER)
Montant :	3 006 699,36 €	959 940,40 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	**Livret A**	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel :	**Taux du Livret A** + 0,6**%**.	**Taux du Livret A** + 0,6**%**.
Profil d'amortissement :	**Amortissement déduit avec intérêts différés**	**Amortissement déduit avec intérêts différés**
Modalité de révision :	Double révisabilité (DR)	Double révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur. Pour ce faire, un titre de recettes à l'encontre de l'emprunteur sera émis dès la saisie du mandat relatif à la mise en jeu de la garantie.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée. Cette demande ne pourra être formulée que dans les conditions ci-après énoncées :

- qu'après un délai de 6 années à compter de la déclaration d'achèvement des travaux,
- que dans l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations a sollicité la garantie du garant,
- et, qu'après avoir adressé au bénéficiaire une mise en demeure d'avoir à régulariser les échéances impayées sous un mois, adressée par courrier recommandé avec accusé réception, restée sans effet.

Il est convenu que ces 3 conditions sont cumulatives.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.
Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.
L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.
6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

* les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
* Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.
La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entrainé un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.
La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur, Pour la CTM,

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-493-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-493-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 4 953 590,90 € CONSTITUÉ DE QUATRE LIGNES DE PRÊT ET DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 29 LLS ET 10 LLTS – RÉSIDENCE LES LILAS DE JAMBETTE – RD 14 À SAINT-JOSEPH

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 4 953 590,90 €, constitué de quatre lignes de prêt pour la construction de 39 logements sociaux (dont 29 LLS et 10 LLTS) – Résidence Les Lilas de Jambette - RD14 à Saint-Joseph;

Vu le contrat de prêt N°79100 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions quatre cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-quinze euros quarante cinq centimes (2 476 795,45 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 4 953 590,90 € souscrit par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 79100, destiné à la construction de 39 logements sociaux (dont 29 LLS et 10 LLTS) résidence Les Lilas de jambette, RD 14 sur le territoire de la Ville de Saint-Joseph.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 79100

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°: 342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0000-PR0058 V2.7.3 page 3/24
Contrat de prêt n° 79100 Emprunteur n° 0002496891

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Les Lilas de Jambette, Parc social public, Acquisition en VEFA de 39 logements situés Route Départementale 14 97212 SAINT-JOSEPH.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions neuf-cent-cinquante-trois mille cinq-cent-quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-dix centimes (4 953 590,90 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-trente mille trois-cent-quatre-vingt-cinq euros (530 385,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-neuf mille quatre-cent-trente-quatre euros (189 434,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois millions trois-cent-quatre-vingt-seize mille huit-cent-vingt-cinq euros et quatre-vingt-dix centimes (3 396 825,90 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de huit-cent-trente-six mille neuf-cent-quarante-six euros (836 946,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **08/09/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- Courrier notaire convocation signature VEFA
- Projet définitif d'acte de VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0080-PROCES V2.7.3 page 10/24
Contrat de prêt n° 79100 Emprunteur n° 000249591

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

Caisse des Dépôts

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5240445	5240446	5240448	5240447
Montant de la Ligne du Prêt	530 385 €	189 434 €	3 396 825,9 €	836 946 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[1]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = IP + DT

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt revisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : R = 1 + DT/(1+I)

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = R (1+I) - 1
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = R (1+P) – 1
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0030-PRO068 V2.7.3 page 13/24
Contrat de prêt n° 79100 Emprunteur n° 0002496891

Paraphes

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{"base\ de\ calcul"} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article **« Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières »**.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINT-JOSEPH	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site https://www.prets.caissedesdepots.fr/ par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR006J-FR006B V2.7.3 page 23/24
Contrat de prêt n° 79100 Emprunteur n° 000249691

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 14 JUIN 2018
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom :
Qualité : Directeur général
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur Général

SEMAG
AMENAGEUR DE TERRITOIRES
BP 289 Boisripeaux - 97182 Les Abymes Cedex
Tél. : 0590 93 23 90 - Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au Capital de 13 028 720 € - RC 874 309 - Siret 312 703 068 00065

Le, 12 JUIN 2018
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom :
Qualité : Directeur Régional
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet

Directeur Régional

PR0750-PR0068 V2.73 page 24/24
Contrat de prêt n° 79100 Emprunteur n° 000249691

Paraphes

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du .....

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 4 953 590,90 € constitué de quatre lignes de prêt plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction en VEFA de 39 logements sociaux (dont 29 LLS et 10 LLTS), résidence les Lilas de Jambette, RD 14, sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX EUROS ET QUATRE VINGT DIX CENTIMES (4 953 590,90 €) destiné au financement de la construction en VEFA de 39 logements sociaux (dont 29 LLS et 10 LLTS), résidence Les Lilas de Jambette, RD 14 sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° 18- du :

Ligne du prêt :	**PLAI** (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	**PLAI FONCIER** (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	**PLUS** (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)	**PLUS Foncier** (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	530 385 €	189 434 €	3 396 825,90 €	836 946,00 €
- Durée de la Phase de Préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	**Livret A**	**Livret A**	**Livret A**	**Livret A**
Taux d'intérêt actuariel annuel :	**Taux du Livret A** - 0,2%.	**Taux du Livret A** - 0,2%.	**Taux du Livret A** + 0,6%.	**Taux du Livret A** + 0,6%.
Profil d'amortissement :	**Amortissement déduit avec intérêts différés**	**Amortissement déduit avec intérêts différés**	**Amortissement déduit avec intérêts différés**	**Amortissement déduit avec intérêts différés**
Modalité de révision :	Double révisabilité (DR)	Double révisabilité (DR)	Double révisabilité (DR)	Double révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur. Pour ce faire, un titre de recettes à l'encontre de l'emprunteur sera émis dès la saisie du mandat relatif à la mise en jeu de la garantie.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.
Cette demande ne pourra être formulée que dans les conditions ci-après énoncées :

- qu'après un délai de 6 années à compter de la déclaration d'achèvement des travaux,
- que dans l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations a sollicité la garantie du garant,
- et, qu'après avoir adressé au bénéficiaire une mise en demeure d'avoir à régulariser les échéances impayées sous un mois, adressée par courrier recommandé avec accusé réception, restée sans effet.

Il est convenu que ces 3 conditions sont cumulatives.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.
Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.
L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.
6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

* les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
* Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.
La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entrainé un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.
La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur, Pour la CTM,

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-494-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-494-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 60 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 169 934,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX (LLS) ET 20 LOGEMENTS (LLTS) EN VEFA « SEGUINEAU 2» AU LORRAIN

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la SIMAR et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 3 169 934,00 €, pour la construction de 48 logements sociaux en VEFA (dont 28 LLS et 20 LLTS) « Séguineau 2 », sur le territoire de la Ville du Lorrain ;

Vu le contrat de prêt N° 86413 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million neuf cent un mille neuf cent soixante euros quarante centimes (1 901 960,40 €) représentant 60% d'un emprunt d'un montant total de 3 169 934,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 86413, destiné à la construction de 48 logements sociaux (dont 28 LLS et 20 LLTS), au « Séguineau 2 », sur le territoire de la Ville du Lorrain.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 86413

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.10 page 1/24
Contrat de prêt n° 86413 Emprunteur n° 000230474

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V2.10 page 3/24
Contrat de prêt n° 86413 Emprunteur n° 000230474

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA SEGUINEAU 2, Parc social public, Acquisition en VEFA de 48 logements situés QUARTIER SEGUINEAU 97214 LE LORRAIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cent-soixante-neuf mille neuf-cent-trente-quatre euros (3 169 934,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de huit-cent-soixante-cinq mille cinq-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (865 597,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-quarante-six mille trois-cent-neuf euros (246 309,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-soixante-dix-sept mille trois-cent-cinquante-et-un euros (1 577 351,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingts mille six-cent-soixante-dix-sept euros (480 677,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

PR0090-PR0068.V2.10 page 6/24
Contrat de prêt n° 86413 Emprunteur n° 000230474

Paraphes

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **05/12/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - annexes au contrat échéancier autorisation de prélèvement
  - contrat définitif de VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5198488	5198489	5198486	5198487
Montant de la Ligne du Prêt	865 597 €	246 309 €	1 577 351 €	480 677 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre indicatif, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.10 page 11/24
Contrat de prêt n° 86413 Emprunteur n° 000230474

Paraphes

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En tout état de cause, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article **« Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières »**.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU LORRAIN	40,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site https://www.prets.caissedesdepots.fr/ par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 07 SEP. 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE
BP 7214
97274 SCHOELCHER CEDEX
SIRET
SCHOELCHER

Le, 7 Septembre 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M…….. dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du ……

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 60 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 169 934,00 € plus les intérêts, constitué de 4 lignes de prêt, remboursable en 40 années et 50 années, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 48 logements sociaux (dont 28 LLS et 20 LLTS) en VEFA « Séguineau 2 » sur le territoire de la ville du Lorrain.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 60 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS CENT SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT TRENTE QUATRE EUROS (3 169 934,00 €) destiné à la construction de 48 logements sociaux (dont 28 LLS et 20 LLTS), « Séguineau 2 », sur le territoire de la ville du Lorrain.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Ligne du prêt	**PLAI** (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	**PLAI Foncier** (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	**PLUS** (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	**PLUS Foncier** (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	865 597,00 €	246 309,00 €	1 577 351,00 €	480 677,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Duré de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.
Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

* les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
* Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.
La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entrainé un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.
La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.
La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur, Pour la CTM,

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-1-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA« SCEA LA FERME DES ÉTANGS - PROJET DE GÎTE RURAL EN AGRITOURISME AVEC LA CONSTRUCTION DE 2 BUNGALOWS SUR UNE EXPLOITATION AGRICOLE - RMAR060418CT0970016 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2014 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent dix mille cent soixante euros quatre-vingt-cinq centimes (110 160,85 €), soit 55% du coût total prévisionnel éligible de 199 387,00 €, est attribuée à la «SCEA LA FERME DES ETANGS – Projet de gîte rural en agritourisme avec la construction de 2 bungalows sur une exploitation agricole - RMAR060418CT0970016».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix neuf mille quatre cent quarante euros quinze centimes (19 440,15 €), est attribuée à la «SCEA LA FERME DES ETANGS - Projet de gîte rural en agritourisme avec la construction de 2 bungalows sur une exploitation agricole - RMAR060418CT0970016».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-2-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :- 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-2

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT DU PROJET BANANE DURABLE PEI POUR UNE PRODUCTION ÉCOLOGIQUEMENT INTENSIVE DURÉE 3 ANS - PLAN BANANE DURABLE 2 MARTINIQUE, PORTE PAR L'UGPBAN RMAR160118DA0970022, LE CIRAD RMAR160118DA0970023 ET L'IT2 RMAR160118DA0970024

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 octobre 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant d'un million neuf cent quarante-quatre mille huit cent soixante-et-un euros quatre-vingt-quinze centimes (1 944 861,95 €), soit 63,75% du coût total prévisionnel éligible de 3 050 763,84 €, est attribuée au projet Banane durable PEI pour une production écologiquement intensive durée 3 ans - Plan Banane Durable 2 Martinique.

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trois cent quarante trois mille deux cent dix euros quatre vingt treize centimes (343 210,93 €), est attribuée au projet Banane durable PEI pour une production écologiquement intensive durée 3 ans - Plan Banane Durable 2 Martinique.

Ces aides précitées sont accordées dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 aux trois partenaires, porteurs du projet Banane durable PEI pour une production écologiquement intensive durée 3 ans - Plan Banane Durable 2 Martinique que sont l'UGPBAN RMAR160118DA0970022, le CIRAD RMAR160118DA0970023 et l'IT2 RMAR160118DA0970024 suivant les modalités suivantes :

Partenaire du PEI	Montant éligible PDRM	Taux aide publique	Montant aide PDRM	Part FEADER	Part CTM
UGPBAN - chef de file RMAR160118DA970022	180 000,00 €	75%	**135 000,00 €**	114 750,00 €	20 250,00 €
CIRAD - partenaire bénéficiaire RMAR160118DA970023	2 035 872,10 €	75%	**1 526 904,08 €**	1 297 868,46 €	229 035,61 €
IT2 - partenaire bénéficiaire RMAR160118DA970024	834 891,74 €	75%	**626 168,81 €**	532 243,48 €	93 925,32 €
Total projet	**3 050 763,84 €**	**75%**	**2 288 072,88 €**	**1 944 861,95 €**	**343 210,93 €**

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-3-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-3

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL BAGATELLE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANES SUR 29,65 HECTARES EN 2018 (RAMENÉS À 20,84 HA) - RMAR040118DA0970027 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 12 février 2018;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cinquante-sept mille huit cent quatre-vingts euros quarante-neuf centimes (57 880,49 €), soit 42,50% du coût total prévisionnel éligible de 136 189,40 €, est attribuée à la «SARL Bagatelle – Plantation de vitroplants bananes sur 29,65 hectares en 2018 (ramenés à 20,84 ha) - RMAR040118DA0970027».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix mille deux cent quatorze euros vingt-et-un centimes (10 214,21 €), est attribuée à la «SARL Bagatelle - Plantation de vitroplants bananes sur 29,65 hectares en 2018 (ramenés à 20,84 ha) - RMAR040118DA0970027».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-4-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-4

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL PARNASSE - MODERNISATION DU MATÉRIEL DE PRODUCTION ET ACHAT D'UNE COUPEUSE DE CANNE À SUCRE (2017) - RMAR040117DA0970062 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 10 mars 2017;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf euros soixante-seize centimes (87 399,76 €), soit 56,56% du coût total prévisionnel éligible de 154 245,00 €, est attribuée à la «SARL PARNASSE – Modernisation du matériel de production et achat d'une coupeuse de canne à sucre (2017) - RMAR040117DA0970062».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quinze mille quatre cent vingt trois euros quarante neuf centimes (15 423,49 €), est attribuée à la «SARL PARNASSE - Modernisation du matériel de production et achat d'une coupeuse de canne à sucre (2017) - RMAR040117DA0970062».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-5-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-5

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL TI-FONDS - PLANTATION (20 HA RAMENÉS À 7,75 HA) - DRAINAGE - MÉCANISATION DE LA COUPE 2016 - RMAR040116DA0970213 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 22 avril 2016 ;
Vu l'avis de émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent quatre-vingt-un mille neuf cent dix-neuf euros soixante-six centimes (181 919,66 €), soit 60,19% du coût total prévisionnel éligible de 302 246,25 €, est attribuée à la «SARL TI-FONDS – Plantation (20 ha ramenés à 7,75 ha) - Drainage - Mécanisation de la coupe 2016 - RMAR040116DA0970213».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trentre deux mille cent trois euros quarante sept centimes (32 103,47 €), est attribuée à la «SARL TI-FONDS - Plantation (20 ha ramenés à 7,75 ha) - Drainage - Mécanisation de la coupe 2016 - RMAR040116DA0970213».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-6-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-6

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL LA RICHARD - PLANTATION DE VITROPLANTS, TRACES, AMÉNAGEMENT DE HANGAR, IRRIGATION - RMAR040118DA0970011 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 17 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent deux mille deux cent soixante-quatorze euros six centimes (202 274,06 €), soit 57,32% du coût total prévisionnel éligible de 352 908,40 €, est attribuée à la «SARL La Richard – Plantation de vitroplants, traces, aménagement de hangar, irrigation - RMAR040118DA0970011».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente cinq mille six cent quatre vingt quinze euros quarante trois centimes (35 695,43 €), est attribuée à la «SARL La Richard - Plantation de vitroplants, traces, aménagement de hangar, irrigation - RMAR040118DA0970011».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-7-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-7

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'« EARL LA FERME CRÈVE CŒUR - CRÉATION D'UNE EXPLOITATION EN ÉLEVAGE DE POULETS, PÉPINIÈRE HORTICOLE ET MARAICHERS DE PLEIN CHAMP (JA) - RMAR040117DA0970125 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 1er août 2017;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent soixante-dix mille cinquante-trois euros quatre-vingt-treize (170 053,93 €), soit 70,92% du coût total prévisionnel éligible de 239 779,42 €, est attribuée à l'«EARL La ferme de Crève Cœur – Création d'une exploitation en élevage de poulets, pépinière horticole et maraichers de plein champ (JA) - RMAR040117DA0970125».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente mille neuf euros cinquante deux centimes (30 009,52 €), est attribuée à l' «EARL La ferme de Crève Cœur - Création d'une exploitation en élevage de poulets, pépinière horticole et maraichers de plein champ (JA) - RMAR040117DA0970125».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-8-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
– 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-8

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL EXPLOITATION PLAINE DU GALION - MÉCANISATION 2016 - RMAR040116DA0970246 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 9 juin 2016;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent trente et un mille sept cent cinquante-deux euros cinquante centimes (231 752,50 €), soit 56,53% du coût total prévisionnel éligible de 410 000,00 €, est attribuée à la « SARL Exploitation Plaine du Galion – Mécanisation 2016 - RMAR040116DA0970246».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quarante mille huit cent quatre vingt dix sept euros cinquante centimes (40 897,50 €), est attribuée à la « SARL Exploitation Plaine du Galion - Mécanisation 2016 - RMAR040116DA0970246».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-495-9-DE
Date de télétransmission : 07/01/2019
Date de réception préfecture : 07/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 7 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-495-9

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS BAMARYL - PLANTATION DE BANANES (20,74 HA RAMENÉS À 19,16 HA) ET DE CANNES (6,84 HA RAMENÉS À 1,63 HA), ACQUISITION D'UN TRACTEUR, CRÉATION DE TRACES ET DRAINAGE DE PARCELLES POUR L'EXPLOITATION BAMARYL EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970224 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 avril 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité des Fonds européens et questions européennes et du tourisme;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-quinze mille huit cent soixante-quatre euros quarante centimes (95 864,40 €), soit 48,52% du coût total prévisionnel éligible de 197 589,60 €, est attribuée à la «SAS BAMARYL – Plantation de bananes (20,74 ha ramenés à 19,16 ha) et de cannes (6,84 ha ramenés à 1,63 ha), acquisition d'un tracteur, création de traces et drainage de parcelles pour l'exploitation BAMARYL en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970224».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de seize mille neuf cent dix sept euros vingt cinq centimes (16 917,25 €), est attribuée à la «SAS BAMARYL - Plantation de bananes (20,74 ha ramenés à 19,16 ha) et de cannes (6,84 ha ramenés à 1,63 ha), acquisition d'un tracteur, création de traces et drainage de parcelles pour l'exploitation BAMARYL en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970224».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-496-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-496-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À FIB & CO SAS - AU TITRE DE L'OPÉRATION « CENTRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR LA VALORISATION DE LA FIBRE DE BANANIER - MQ0006150»

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le régime d'aide SA 40206 relatif à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 7 juin 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de sept cent vingt-quatre mille quatre-vingt-dix-sept euros (724 097,00 €), soit 70% de l'assiette éligible de 1 034 424,30 €, est attribuée à FIB & CO SAS, au titre de l'opération «Centre de Développement Industriel pour la Valorisation de la Fibre de bananier - n° MQ0006150».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million trente-quatre mille quatre cent vingt-quatre euros trente centimes (1 034 424,30 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à cinq cent dix-sept mille deux cent douze euros (517 212,00 €) soit 50% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;

- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent six mille huit cent quatre-vingt-cinq euros (206 885,00 €) soit 20% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédits de paiement 2019,
- 30% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-497-1-DE
Date de télétransmission : 08/01/2019
Date de réception préfecture : 08/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 8 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-497-1

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION N° 2017 – 8.1.2 – MQ0014333 ATTRIBUTIVE D'UNE AIDE EUROPÉENNE À « COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE – ATOUT INCLUSION »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-246 du 2 août 2017 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MADIN (Directrice générale adjointe solidarités) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention n° 2017-8.1.2-MQ0014333 attributive d'une aide européenne à la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'opération ATOUT INCLUSION ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 6 avril 2018 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale (ITP) le 13 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 22 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification de la période d'effet de la convention n° 2017-8.1.2-MQ0014333 attributive d'une aide européenne à la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'opération ATOUT INCLUSION.

La période s'étend du 01 juin 2017 au 30 juin 2019.

ARTICLE 2 : Le budget prévisionnel de l'opération est modifié selon l'annexe jointe à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

l'Europe s'engage en Martinique avec le FSE

ANNEXE 3

PLAN DE FINANCEMENT MODIFIE
AVENANT N°1

PO FEDER/FSE 2014-2020

Convention attributive d'une aide européenne FSE
N° 2017 – 8.1.2 – MQ 0014333
AVENANT N° 1

Bénéficiaire : **COLLECTIVITE DE MARTINIQUE – DIRECTION DES SOLIDARITES**	
SIRET : **20005550700012**	
Adresse complète : **CS 30137 – Rue Gaston Defferre – 97261 FORT DE FRANCE**	
Nom et Qualité du signataire : **Jacqueline MADIN – Directrice Générale Adjointe**	
Intitulé de l'opération : **ATOUT INCLUSION**	
N° Synergie : **MQ 0014333**	

Axe prioritaire : 8 Mesure : 8.1.2	Création d'emplois et insertion professionnelle des jeunes notamment des NEETS Augmenter le taux d'emploi par des actions ciblées sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes NEETS

RESSOURCES

COUT TOTAL	**6 663 390,00 Euros**	**100 %**
Montant de l'**aide IEJ- FSE**	**5 023 390,00** Euros	**75 %**
Montant de l'**aide CTM**	**1 640 000,00** Euros	**25 %**

DEPENSES

COUT TOTAL	**6 663 390,00** Euros
DEPENSES DE PERSONNEL	**310 873,00** Euros
DEPENSES DE PRESTATIONS	**2 102 250,00** Euros
DEPENSE DE COMMUNICATION	**222 177,00** Euros
DEPENSES LIEES AUX PARTICIPANTS	**4 028 090,00** Euros

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-498-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-498-1

PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 2,3 ET 4 DE LA DELIBERATION N° CP/392-14 DU 28 MAI 2014 PORTANT AUTORISATION D'ACQUISITION D'EMPRISE SUR DES PARCELLES PROPRIETES DES CONSORTS DANS LE CADRE DE LA PREMIERE TRANCHE DE TRAVAUX.
ACQUISITIONS D'UNE PARCELLE DE TERRE, PROPRIETE DES CONSORTS , DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT D'UN CANAL.
TRAVAUX DE LA MODERNISATION DE LA RD 15 AU LAMENTIN

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n°CP/392-14 du 28 mai 2014 portant autorisation d'acquisition d'emprises sur des parcelles propriété des consorts PINARD, dans le cadre de la première tranche des travaux ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention financière en date du 23 juin 2014 autorisant la mise à disposition et versement anticipés des 50 % du montant de cette transaction ;
Vu le levé après travaux effectué par le Cabinet ONFRAY ;

Considérant l'urgence de démarrer la deuxième tranche des travaux et de mettre en sécurité le tronçon de route précité ;
Considérant les négociations engagées avec les propriétaires de la parcelle concernée par les travaux et leurs prétentions ;
Considérant l'autorisation donnée par les consorts pour la réalisation des travaux ;
Considérant la mise à disposition anticipée du terrain objet d'emprise à effectuer ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/392-14 du 28 mai 2014 est modifié comme suit :

« Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une bande de terre d'une superficie de 2 449 m² à détacher de la parcelle R n° 257, appartenant aux consorts , dans le cadre de la modernisation et la mise hors d'eau de la Route Départementale n° 15 entre les giratoires Petit-Pré et Mahault au Lamentin ».

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/392-14 du 28 mai 2014 est modifié comme suit :

« Cette acquisition se fera au prix de quatre-vingt-dix sept mille neuf cent soixante euros (97 960 €) » soit 674 euros représentant la valeur nette de la parcelle et 97 286 euros pour les indemnités diverses.

ARTICLE 3 : L'article 3 de la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/392-14 du 28 mai 2014 est modifié comme suit :

« Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de la parcelle R n° 599 d'une superficie de 7 327 m² appartenant aux consorts ».

ARTICLE 4 : L'article 4 de la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/392-14 du 28 mai 2014 est modifié comme suit :

« Cette acquisition se fera au prix de cent dix sept mille cinq cent vingt euros (117 520 €) correspondant à 2 198 euros pour la valeur nette de la parcelle, 115 322 euros pour les indemnités diverses, et se décomposant comme suit :

* 59 000 euros correspondant à la valeur de l'emprise projet de 1 475 m², soit 40 euros le m² ;
* 58 520 euros correspondant à la valeur du solde de 5 852 m², soit 10 euros le m² ».

ARTICLE 5 : Les autres dispositions de la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/392-14 du 28 mai 2014 demeurent inchangées.

ARTICLE 6 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de la parcelle de terre objet d'emprise d'une superficie de 3 780 m² à effectuer sur terrain cadastré section R n° 490, propriété des consorts , dans le cadre de l'aménagement d'un canal.

ARTICLE 7 : Cette acquisition se fera au prix de cent cinquante et un mille deux cents euros (151 200 €).

ARTICLE 8 : Les dispositions mentionnées à l'article 6 seront formalisées par une convention à passer avec Monsieur représentant les consorts , portant mise à disposition de l'emprise anticipée et versement anticipée de la somme de 75 600 euros correspondant à 50 % du prix total de la transaction.

ARTICLE 9 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 10 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte, annexes, conventions et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 11 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 12 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-499-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-499-1

PORTANT ADOPTION DES DISPOSITIFS FINANCIERS D'ACTION SOCIALE FACULTATIVE ET OBLIGATOIRE EN FAVEUR DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 14 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en œuvre au sein de la Direction du service social du personnel des deux dispositifs d'aide financière, joints en annexes, en faveur du personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre du budget 2018.

Les deux dispositifs sont les suivants :

a) Prestation d'Action Sociale à Caractère Obligatoire : PASCO
b) Fonds d'Action Sociale (FAS) : aide financière à caractère non obligatoire.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à l'application de la présente délibération par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif.

ARTICLE 3 : Les dépenses inhérentes aux dispositifs sont imputées au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

DISPOSITIF D'AIDE FINANCIERE
Direction du Service Social du Personnel

FONDS D'ACTION SOCIALE			
	TYPES D'AIDES	**PLAFOND**	**COMMENTAIRES**
Typologie des aides	Aide pour le quotidien (accident de la vie, aide alimentaire, maladie…)	500 €	Montant attribué en fonction de l'évaluation sociale
	Aide au transport aérien (pour la santé)	700 €	Versé si inégibilité à L'ADOM pour situation exceptionnelle
	Frais liés à la santé (optique, soins dentaires..)	500 €	Sous présentation du devis, participation obligatoire de la CGSS et de la Mutuelle
	Aide à l'accès au logement	500 €	Inégibilité au FSL
	Equipement de 1ère nécessité (literie, réfrigérateur, gazinière, machine à laver)	250 €	Inégibilité au FSL 1 ou 2 équipements maximum
	Impayés de loyer	1 000 €	Inégibilité au FSL Paiement au tiers Nécessité d'un plan d'apurement
	Impayés charges (eau, électricité)	500 €	Pour l'eau et l'electricité : inégibilité au FSL Paiement au tiers
	AUTRES AIDES		
	Sinistre, dégâts des eaux	500 €	Pour le sinistre (saisine de la DAS dans le cadre du dispositif en cas de sinistre) Pour le dégats des eaux saisine préalable de l'assurance participation sur le solde restant à la charge de l'agent assuré
	Participation frais funéraires	1 000 €	Participation sur le solde de la facture après intervention de la Mutuelle décès ou assurance ; à verser aux pompes funèbres
	Aide en cas de changement de situation (accident de la vie entraînant une diminution des ressources)	1 000 €	Versée en attendant liquidation des droits en lien avec la situation

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION DU SERVICE SOCIAL DU PERSONNEL

Fonds d'Action Sociale en faveur du personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique

Règlement intérieur

SOMMAIRE

PREAMBULE..... 3

TITRE I : CHAMP D'APPLICATION DU FAS..... 4
Art. 1 : Objet
Art. 2 : Bénéficiaires
Art. 3 : Gestion du FAS

TITRE II : FONCTIONNEMENT DU FAS..... 5- 6
Art. 1 : Composition de la commission d'attribution
Art. 2 : Compétences de la commission d'attribution
Art. 3 : Réunions
Art. 4 : Procédure d'urgence
Art. 5 : Décisions d'attribution
Art. 6 : Le secrétariat du FAS

TITRE III : LES AIDES DU FAS..... 6- 7
Art. 1 : Typologie des aides accordées
Art. 2 : Principes d'attribution

TITRE IV : PROCEDURE – INSTRUCTION – DECISION..... 7- 8
Art. 1 : Saisine du FAS
Art. 2 : Pièces constitutives du dossier
Art. 3 : Conditions d'irrecevabilité
Art. 4 : Modalités de réexamen des demandes
Art. 5 : Voies de recours

TITRE V : PROCEDURE DE LIQUIDATION - MANDATEMENT DES AIDES.... 8

TITRE VI : ARTICULATION AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS..... 8

TITRE VII : EVALUATION..... 8

PREAMBULE

L'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par la loi du 2 février 2007, encadre l'action sociale qui « vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aideer à faire face à des situations difficiles.

Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération visée à l'article 20 de la présente loi et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir ».

Seules les situations difficiles ou exceptionnelles seront retenues et examinées dans le cadre de l'attribution de l'aide.

Afin de respecter le principe de libre administration des collectivités locales, le législateur a laissé le soin à, chaque collectivité territoriale, de déterminer le montant qu'elle entend consacre à l'action sociale, ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Le présent règlement intérieur est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il a pour objet de fixer les conditions d'octroi des aides, ainsi que les modalités de foncitonnement du Fonds.

L'exécutif est en charge du Fonds d'Action Sociale et peut en déléguer la gestion.

Les aides sont attribuées dans la limite des dotations annuelles votées par l'exécutif de la Collectivité (budget de l'exercice)

TITRE I : CHAMP D'APPLICATION DU F.A.S

ARTICLE 1 : Objet

Le Fonds d'Action Sociale a pour objectif de permettre aux agents en difficulté ponctuelle de bénéficier d'un accompagnement pour le règlement de situaiton de précarité et exceptionnelle.

Elles se caractérisent par des évènements imprévisibles, appréciées et motivées par le travailleur social et qui nécessitent un règlement immédiat.

Le Fonds intervient en dernier recours après que l'ensemble des dispositifs existants ou autre possibilités familiales ait été examinés.

ARTICLE 2 : Bénéficiaires

Le Fonds d'Action Sociale peut être sollicité par tout agent en situation de précarité, placé sous l'autorité du Président du Conseil Exécutif, sans distinction, de grade, de fonction et de statut et quelle que soit sa manière de servir.

Ce fonds bénéficie aux agents qui devront transmettre au travailleur social tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Les bénéficiaires de ces aides sont les agents stagiaires, titulaires et contractuels de plus de 3 mois rémunérés par la Collectivité et qui en font la demande par écrit.

Ce Fonds s'adresse également aux retraités sous certaines conditions (situation de précarité et d'extrême urgence). Ces derniers devront au préalable s'adresser à leur caisse de retraite.

ARTICLE 3 : Gestion du F.A.S

La gestion administrative, sociale, financière et comptable du Fonds est confiée à la Direction du Service Social du Personnel.

Les référents sont les travailleurs sociaux de la Direction du service social du personnel qui effectuent un travail préalable d'évaluation de la situation et instruisent le dossier. Elles apportent à la commission toutes les informations et justificatifs nécessaire à l'étude de la situation.

TITRE II : FONCTIONNEMENT DU FONDS D'ACTION SOCIALE

ARTICLE 1 : Composition de la commission d'attribution

La commission d'attribution des aides du FAS est composée des membres suivants :
- La Directrice du service social du personnel ou son représentant,
- Le Chef de service « accompagnement social » de la Direction
- Le Responsable administratif et financier de la Direction

Chaque membre de la commission ou personne amenée à y participer s'engage au respect de la stricte confidentialité des éléments dont il aura connaissance en commission.

Le secrétariat est assuré par la secrétaire du service financier de la Direction du service social du personnel.
Le travailleur social présente les dossiers à la commission.

ARTICLE 2 : Compétences de la commission d'attribution

La commission d'attribution est compétente pour statuer sur les demandes d'aides présentées au FAS après qu'elles aient été instruites par le travailleur social de la Direction du service social du personnel, en garantissant l'anonymat des demandeurs.

ARTICLE 3 : Réunions

La commission d'attribution se réunit à la demande de la Direction du service social du personnel au moins une fois par quinzaine.

La commission ne peut statuer que si tous ses membres sont présents sauf dans le cas d'urgence signalée par le travailleur social en charge du personnel.

Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal signé de tous les participants.

ARTICLE 4 : Procédures d'urgence

Dans le cas d'une procédure d'urgence, les propositions de décision sont prises par la Direction du service social du personnel ou son représentant sur la base d'un rapport d'enquête sociale synthétique établi par un travailleur social de la Direction.

ARTICLE 5 : Décision d'attribution

Les propositions d'aide de la commission d'attribution sont adressées au Président du Conseil Exécutif ou son représentant pour décision.

ARTICLE 6 : Le secrétariat du FAS

Il est assuré par le chef du service administratif et financier de la DSSP qui :

- Reçoit les demandes après validation du chef de service « accompagnment social du personnel »,
- Etablit un tableau à présenter à la commission d'attribution dans le respect de l'anonymat des demandeurs,
- Procède au mandatement et notifie les désisions signées par le Président du Conseil Exécutif ou son représentant au demandeur ou, le cas échéant, au créancier.

TITRE III : LES AIDES DU FONDS D'ACTION SOCIALE

ARTICLE 1 : Typologie des aides accordées

TYPE D'AIDE	PLAFOND	COMMENTAIRES
ALIMENTATION		
Aide pour le quotidient (accident de la vie, urgence sociale, maladie, aide alimentaire…)	500 €	Montant attribué en fonction de l'évaluation sociale
SANTÉ		
Aide au transport aérien	700 €	Agents, conjoints, enfants
Frais liés à la santé (optique, soins dentaires, appareillage)	500 €	Sous présentation du devis avec déduction CGSS et Mutuelle
LOGEMENT		
Aide au logement	500 €	Inégibilité au FSL – Conflits familiaux
Equipement de 1ère nécessité	250 €	Inégibilité au FSL – Bon d'achat pour 1 équipement (literie, réfrigérateur, gazinière, machine à laver)
Impayé de loyer	1 000 €	Inégibilité au FSL – Plan d'apurement obligatoire – Paiement en faveur du tiers
Impayé factures (Eau / EDF / Mutuelle)	500 €	Inégibilité au FSL – Plan d'apurement obligatoire – Paiement en faveur du tiers
AUTRES AIDES		
Sinistre, incendie, dégâts des eaux	1 000 €	Si logement non assuré

ARTICLE 2 : Principes d'attribution

Les aides financières du FAS sont versées directement aux agents de la Collectivité Territoriale de Martinique qui en ont fait la demande ou au bénéfice d'un tiers dont ils sont débiteurs. Le service

social du personnel évalue la situation et produit un rapport d'enquête social circonstancié assoris des pièces justificatives.

L'octroi de l'aide est conditionné, comme le prévoit l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983, « par une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, du revenu du bénéficiaire et, le cas échéant, de sa situation familiale ».

Un plan de financement de la dette, faisant apparaître le montant de participation à la charge de l'agent, devra être présenté à la commission avec un engagement sur l'honneur signé de l'agent à participer à hauteur du montant prévu au plan de financement.

Le travailleur social devra être destinataire de tous les justificatifs nécessaires permettant l'évaluation de la situaiton afin de pouvoir la présenter en commission.

Les aides interviennent une seule fois par ménage et par année civile.

TITRE IV : PROCÉDURE – INSTRUCTION - DÉCISION

ARTICLE 1 : Saisine du FAS

Le travailleur social de la Direciton du service social du personnel peut être directement saisi par l'agent en difficulté qui lui remettra une demande écrite et signée présentant sa requête.

ARTICLE 2 : Pièces constitutives du dossier

En complément de sa demande écrite, l'agent fournira une copie de toutes les pièces nécessaires à l'instruction de son dossier :

- pièce attestant de l'identité et de la situation familiale de l'agent,
- fiche de salaire,
- ainsi que toutes pièces justifiant la demande : ressources, charges, factures impayées..

Le travailleur social établit un rapport d'évaluation avec proposition d'aide soumis à validation du chef de service « accompagnement social du personnel »

Tout dossier **incomplet** ne sera pas instruit

ARTICLE 3 : Conditions d'irrecevabilité

L'aide n'est pas accordée dans les cas suivants :

- le demandeur n'est pas un agent placé sous l'autorité d'emploi du Président du Conseil Exécutif,
- le demandeur n'est pas en situation de précarité justifiant l'octroi d'une aide,
- la demande ne concerne pas une situation ponctuelle d'urgence,
- la demande ne concerne pas une aide octroyée dans le cadre du FAS,
- les crédits du FAS sont épuisés

ARTICLE 4 : Modalité de réexamen des demandes

Un dossier qui aurait reçu un avis défavorable de la commission d'attribution pourra être réexaminé en cas d'éléments nouveaux qui donneront lieu à une nouvelle évaluation sociale.

ARTICLE 5 : Les voies de recours

Sous réserve d'éléments nouveaux, aucun cas recours n'est prévu par le présent règlement sauf décision du Président du Conseil Exécutif.

TITRE V : PROCÉDURE DE LIQUIDATION–MANDATEMENT DES AIDES

Le mandatement des aides intervient dans un délai maximal de 10 à 20 jours à compter de la décision de la commission d'attribution.

La Collectivité prend toutes les dispositions en liaison avec la Paierie territoriale afin de respecter ce délai permettant une gestion efficace de ces aides.

TITRE VI : ARTICULATION DU FAS AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS EXISTANTS

Les modalités d'échange d'information et de travail entre le FAS et les différents partenaires délivrant des aides seront organisées de manière à bien articuler les dispositifs et éviter le sur-financement pour certains demandeurs.

TITRE VII : EVALUATION

Une évaluation annuelle des aides délivrées par le FAS sera effectuée par la Direction du service social du personnel. Ce bilan sera présenté au Conseil Exécutif.

Fait à Fort-de-France, le

Le Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE

DISPOSITIF D'AIDE FINANCIERE
Direction du Service Social du Personnel

PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE A CARACTERE OBLIGATOIRE (PASCO)	
Typologie des aides	**PRESTATIONS**
AIDE A LA FAMILLE	Garde de jeunes enfants
SEJOURS D'ENFANTS	Centres de vacances avec hébergement
	Centres de loisirs sans hébergement (C.L.S.H)
	Séjours éducatifs
	Séjours linguistiques
SITUATION DE HANDICAP	Allocation aux parents d'enfants handicapés de - de 20 ans (A.P.E.H)
	Allocation pour jeunes adultes en situation de handicap de 20 à 27 ans poursuivant des études, en formation ou en apprentissage
	Séjours d'enfant en situation de handicap en centre familiaux de vacances agrées
	Séjours en centre de vacances spécialisés agrées pour personnes en situation de handicap

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Collectivité Territoriale de Martinique

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION DU SERVICE SOCIAL DU PERSONNEL

LES PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE A CARACTERE OBLIGATOIRE

(P.A.S.C.O)

Règlement intérieur

SOMMAIRE

PREAMBULE

I. CONDITIONS D'ATTRIBUTION

II. LES PRESTATIONS

III. LISTE DES PIECES A FOURNIR

ANNEXES

PREAMBULE

« L'action sociale collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale. » Article 9 de la loi 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

➢ **La mise en œuvre de l'action sociale dans la fonction publique territoriale**

L'article 70 de la loi du 19 février 2007 introduit dans la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents.

L'action sociale des collectivités locales au profit de leurs agents prend ainsi rang parmi les compétences reconnues par la loi aux collectivités territoriales, dans le cadre du renforcement de leurs compétences de gestion des ressources humaines. Dans le respect du principe de libre administration, la loi confie à chaque collectivité le soin de décider le type de prestations, le montant et les modalités de mise en œuvre.

Elle confie ainsi à l'assemblée délibérante le soin de fixer le périmètre des actions, c'est-à-dire la nature des prestations définies par l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983, que la collectivité ou l'établissement public entend engager à ce titre : aides à la famille (ex : prise en charge partielle des frais de garde jeune enfant par l'attribution de chèques emplois service universel), séjours enfants (ex : séjour linguistique, séjours centres de vacances, centre de loisirs), restauration, secours exceptionnels, etc…

L'assemblée délibérante fixe également le montant des dépenses consacrées à l'action sociale, dans le cadre des dispositions du code général des collectivités territoriales relatives aux dépenses obligatoires des collectivités locales (article 71 de la loi du 19 février 2007). Les dépenses d'action sociale figurent ainsi dans le cadre des dépenses obligatoires énumérées à l'article L2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'assemblée décide enfin, librement, les modalités de mise en œuvre de l'action sociale, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs prestataires de service (centre de gestion au titre de ses missions facultatives, association nationale telle que le comité national d'action sociale (CNAS), associations locales type comités d'action sociale).[1]

[1] http://www.collectivites-locales.gouv.fr/laction-sociale-dans-fonction-publique-territoriale

I. CONDITIONS GENERALES D'ATTRIBUTION

Les Prestations d'Action Sociale à Caractère obligatoire (PASCO) sont servies à l'ensemble des agents en activité placé sous l'autorité du Président du conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elles sont distinctes de la rémunération et attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir. Elles sont versées sous certaines conditions dans la limite des crédits disponibles.

Les bénéficiaires sont les agents titulaires, stagiaires, contractuels et non titulaires (ayant au moins 6 mois d'ancienneté) exerçant a temps plein ou temps partiel, en positions d'activité effective ou bénéficiant de l'un des congés suivants : maladie, maternité, adoption, formation professionnelle.

Le montant de la prestation est calculé selon le quotient familial de l'agent. Les parts retenues sont celles de la législation fiscale.

Le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée.

Les enfants à charge sont ceux déclarés à l'employeur et mentionnés sur la déclaration fiscale de l'agent demandeur. Seuls les enfants fiscalement à charge de l'agent demandeurs ou de son foyer fiscal peuvent donner lieu au versement d'une prestation.

Les prestations servies aux parents au titre de leur(s) enfants sont accordées indifféremment au père ou à la mère, mais en aucun cas au deux.

Concernant les couples d'agent, l'attribution des prestations est accordée à celui qui a déclaré l'enfant à charge.

En cas de divorce, de séparation de droit ou de fait des époux, ou de cessation de vie commune des concubins, l'attributaire est celui à qui l'enfant confié légalement ou au foyer duquel vie l'enfant à la date de la demande.

Les ressources doivent être justifiées. En cas de non activité, un justificatif du conjoint doit être fourni.

Il est à noter que les revenus pris en compte sont ceux de l'année n-1, le nombre de part est apprécié pour l'année n.

II. LES PRESTATIONS

Les demandes sont traitées par trimestre et doivent être transmises à la Direction du Service Social du personnel au plus tard le 30 du mois suivant le trimestre concerné.

CATEGORIE	TYPE DE PESTATIONS	CRITERES DE RECEVABILITÉ	DATE LIMITE DE DEPÔT	PÉRIODICITÉ	LIQUIDATION
AIDE A LA FAMILLE	**Garde de jeunes enfants**	- enfants de 0 à 6 ans - Structure agrée ou assistante maternelle agrée - non cumulable avec une prestation du même type - non cumulable avec l'APEH - versée en cas d'impossibilité d'exercer une activité professionnel pour le conjoint - sous conditions de ressource	Au plus tard le 30 du mois suivant le trimestre concerné	Trimestrielle	Ticket CESU « Garde d'enfant »
SEJOURS D'ENFANTS	**Colonies de vacances**	- enfants de 5 à moins de 18 ans - séjour en dehors du domicile familial - centre de vacances agrée avec hébergement collectif - limite annuelle de 45 jours/an/enfant - cumulable avec une prise en charge partielle par un autre organisme dans la limite des dépenses réelles	Au plus tard 30 jours après la fin du séjour	Paiement sous présentation de la facture acquittée précisant le n° SIRET de l'organisme	Virement sur le compte de l'agent
	Centre de Loisirs Sans Hébergement (C.L.S.H)	- enfants de moins de 18 ans - sans limitation du nombre de journées - centre de loisirs agrée DRJSCS - cumulable avec la prestation garde d'enfants - sous conditions de ressources		Trimestrielle	Virement sur le compte de l'agent
	Séjours éducatifs	- enfants scolarisés de moins de 18 ans - séjour entre 5 et 21 jours consécutifs ou	Au plus tard 30	Paiement sous présentation de la facture	Virement sur le

		non - un séjour par année scolaire - sous conditions de ressources	jours après la fin du séjour	acquittée précisant le n° SIRET de l'organisme	compte de l'agent
	Séjours linguistiques	- enfants scolarisés de moins de 18 ans - séjours de découverte linguistique et culturelle mis en œuvre pendant les vacances scolaires par les établissements d'enseignement (selon calendrier de l'éducation nationale) - séjours librement choisis par les parents quand les établissements ne peuvent proposer de tels séjours - les organismes doivent être agrées -limite de 21 jours/an/enfant - sous conditions de ressources	Au plus tard 30 jours après la fin du séjour	Paiement sous présentation de la facture acquittée précisant le n° SIRET de l'organisme	Virement sur le compte de l'agent
SITUATION DE HANDICAP	**Allocation aux parents d'enfants handicapés de – de 20 ans (A.P.E.H)**	- enfants avec un taux d'incapacité au moins égal à 50% - enfants de moins de 20 ans - prestation complémentaire à l'A.E.E.H[2] - aucunes conditions de ressources requises - non versée en cas de placement ne internat - le droit est ouvert à la date de la notification de la M.M.P.H[3]	L'année civile	Mensuelle	Virement sur le compte de l'agent
	Allocation pour jeunes adultes en situation de handicap de 20 à 27 ans	- jeunes de 20 à 27 ans - taux d'incapacité entre 50% et 80% - justifier de la qualité d'étudiant, de	L'année civile	Mensuelle	Virement sur le compte de

[2] Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
[3] Maison martiniquaise de la personne en situation de handicap

	poursuivant des études, en formation ou en apprentissage	stagiaire de la formation professionnelle, d'apprenti ou R.Q.T.H[4] - non cumulable avec l'A.A.H[5]			l'agent
	Séjours d'enfant en situation de handicap de – de 20 ans en centre familiaux de vacances agrées	- enfants de moins de 20 ans - incapacité au moins égale à 50% - pas de conditions de ressources - limite annuelle de 45 jours/an/enfant - les établissements doivent être agrées par le Ministère de la santé	Au plus tard 30 jours après la fin du séjour	Paiement sous présentation de la facture acquittée précisant le n° SIRET de l'organisme	Virement sur le compte de l'agent
	Séjours en centre de vacances spécialisés agréés pour personnes en situation de handicap	- enfants en situation d'handicap sans limitation d'âge - incapacité au moins égale à 50% - limite annuelle de 45 jours/an -sous conditions de ressources - établissement agrées	Au plus tard 30 jours après la fin du séjour	Paiement sous présentation de la facture acquittée précisant le n° SIRET de l'organisme	Virement sur le compte de l'agent

[4] Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
[5] Allocation pour adulte handicapé

III. LISTE DES PIECES A FOURNIR

CATEGORIES	TYPE DE PRESTATIONS	PIECES COMMUNES	PIECES SPECIFIQUES A LA PRESTATION
AIDE A LA FAMILLE	Garde de jeunes enfants	- Fiche de renseignement - Pièce d'identité - Livret de famille - Extrait du jugement de divorce ou de séparation de corps - Dernier avis d'imposition - 3 dernières fiches de salaire de l'agent et de son conjoint - justificatif de non possibilité d'exercer une activité professionnelle - Attestation CAF - Justificatif de domicile - Attestation de l'employeur du conjoint faisant apparaitre le non-versement d'une prestation du même type - Relevé d'identité bancaire	- Fiche de renseignement de la prestation - Attestation de l'agrément de l'établissement ou de l'assistante maternelle - Factures acquittées
SEJOURS D'ENFANTS	Colonies de vacances		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément de l'établissement, les dates et le montant total payé par la famille
	Centre de Loisirs Sans Hébergement (C.L.S.H)		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément de l'établissement, les dates et le montant total payé par la famille
	Séjours éducatifs		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément de l'établissement, les dates et le montant total payé par la famille
	Séjours linguistiques		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément de l'établissement, les dates et le montant total payé par la famille
SITUATION DE HANDICAP	Allocation aux parents d'enfants handicapés de – de 20 ans (A.P.E.H)		- Fiche de renseignement de la prestation - Notification MMPH - Attestation de scolarité précisant le régime de l'élève (externe, demi-pensionnaire, interne) - Attestation de retour au foyer pour les enfants accueillis en internat
	Allocation pour jeunes		- Fiche de renseignement

	adultes en situation de handicap de 20 à 27 ans poursuivant des études, en formation ou en apprentissage		de la prestation - Notification MMPH ou carte d'invalidité - Bulletin de salaire du mois d'octobre de l'année scolaire pendant lequel le séjour a été effectué - Certificat d'inscription justifiant du statut (étudiant, apprenti, stagiaire de la formation professionnelle)
	Séjours d'enfant en situation de handicap de – de 20 ans en centre familiaux de vacances agrées		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément du séjour, les dates et le montant total payé par la famille - Notification MMPH
	Séjours en centre de vacances spécialisés agréés pour enfants en situation de handicap		- Fiche de renseignement de la prestation - Facture acquitté précisant le n° d'agrément de l'établissement, les dates et le montant total payé par la famille - Notification MMPH ou carte d'invalidité - Bulletin de salaire du mois d'octobre de l'année scolaire pendant lequel le séjour a été effectué

ANNEXES

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-500-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-500-1

PORTANT FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2018 DU CARBET DES SCIENCES

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération n° 16-418-1 du 15 septembre 2016 relative au budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande du porteur du projet en date du 20 juin 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 21 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention de deux cent cinquante-huit mille soixante-treize euros (258 073 €) est attribuée à l'association CARBET DES SCIENCES pour la réalisation de son programme d'activités au titre de l'année de 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-501-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-501-1

PORTANT ADOPTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LA MARTINIQUE ET L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES, RELATIVE À L'ORGANISATION DES FORMATIONS EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE CONDUISANT À LA DÉLIVRANCE DU GRADE MASTER 1 AUX ÉTUDIANTS EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de Prévention P.M.I., A.S.E. le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 21 novembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Université des Antilles et le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Martinique, relative à l'organisation des formations en masso-kinésithérapie de l'Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie (IFMK), conduisant à la délivrance du grade de master 1 aux étudiants en masso-kinésithérapie, pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention et prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération et signer tous les documents y afférents.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif les mesures d'ajustement relatives à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-502-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-502-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE VISANT À FAVORISER L'INNOVATION TECHNIQUE ET ARCHITECTURALE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 19 novembre 2018;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Francaise (JORF) du 31 octobre 2018, de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation des projets de construction et à favoriser l'innovation.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale * Martinique *

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-503-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-503-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N° 2007-1665 DU 26 NOVEMBRE 2007 RELATIF À L'ORGANISATION DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS ET LE DÉCRET N° 97-1195 DU 24 DÉCEMBRE 1997 PRIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DU DÉCRET N°97-34 DU 15 JANVIER 1997 RELATIF À LA DÉCONCENTRATION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Education de la Martinique le 18 octobre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 19 novembre 2018;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 20 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de décret modifiant le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects et le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997, pris pour l'application du second alinéa de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles.

Ce projet vise à amputer les directions régionales des douanes des moyens aériens et maritimes et à transférer ceux-ci à un service à compétence nationale (SCN) dénommée « direction nationale garde-côtes des douanes » et ce, même s'il permet au directeur de cette direction nationale de déléguer sa signature aux responsables d'unités locales.
Cette forme de re-concentration est de nature à créer une distance entre le décisionnel et l'opérationnel, ce qui suscite une crainte légitime que les moyens alloués soient réduits.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout ou besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-504-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-504-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N° 2014-846 DU 28 JUILLET 2014 RELATIF AUX MISSIONS D'APPUI TECHNIQUE DE BASSIN

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la saisine du Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique du 18 octobre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère Exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 19 novembre 2018;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret modifiant le décret n° 2014-846 du 28 juillet 2014 relatif aux missions d'appui technique de bassin (MATB).

En Martinique, cette évolution a déjà été anticipée eu égard à la structure actuelle de la MATB.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale * Martinique *

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-505-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-505-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU CONTENTIEUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE L'AIDE SOCIALE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2018-928 du 29 octobre 2018 relatif au contentieux de la sécurité sociale et de l'aide sociale publié au JORF n° 251 du 30 octobre 2018 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère Exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) le 19 septembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 19 novembre 2018;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis défavorable sur le projet de décret relatif au contentieux de la sécurité sociale et de l'aide sociale et devenu le décret n° 2018-928 du 29 octobre 2018 relatif au contentieux de la sécurité sociale et de l'aide sociale, publié au JORF n° 251 du 30 octobre 2018.

Elle note que l'extension des compétences du Tribunal de Grande Instance au détriment de juridictions spécialisées qui seront supprimées au 1er janvier 2019, aura pour conséquence l'allongement des délais et un risque d'engorgement supplémentaire des tribunaux.

Quant à la généralisation du recours préalable obligatoire à toute décision, l'exercice d'un recours administratif préalable devient une condition de recevabilité du recours contentieux. Ce dernier sera rejeté sans examen au fond s'il ressort qu'aucun recours administratif n'a été exercé.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale * Martinique *

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-506-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-506-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 26 JUIN AU 8 NOVEMBRE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère Exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 26 juin au 8 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-507-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-507-1

PORTANT ACCORD POUR SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE TERRITOIRE SUR LE NORD CARAIBE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 27 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la signature d'une convention de territoire avec les huit municipalités du Nord Caraïbe en coopération avec Cap Nord, dont l'objectif est de développer un projet de territoire qui crée de la valeur ajoutée et des emplois dans la zone.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique mettra à disposition, dans la zone du Nord Caraïbe, une antenne d'ingénierie et de conseil dans le domaine du développement économique, implantée à Saint-Pierre.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute dispostion nécessaire à l'application et à la mise en œuvre de la présente décision, y compris la signature de tout acte et tout document inhérent à cette affaire.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-508-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-508-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL CONCERNANT L'OPÉRATION « MARTINIQUE TRÈS HAUT DÉBIT »

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Région Martinique n° 15-1984-1 du 30 octobre 2015 portant demande d'avis sur le service public local de communications électroniques à très haut débit ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le programme opérationnel – Fonds Européens de développement régional (FEDER) 2014-2020, notamment l'axe 2 « TIC facteur de compétitivité et d'inclusion » ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-190-1 du 19 mai 2017 portant présentation du marché relatif à la conception – réalisation d'une infrastructure de communications électroniques à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné sur le territoire de la Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 20 novembre 2018;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé comme suit, le plan de financement prévisionnel relatif à l'opération « Martinique Très Haut Débit » représentant un coût total prévisionnel de cent huit millions trois cent cinquante et un mille huit cent vingt-neuf euros hors taxes (108 351 829, 00 €HT) hors revenus d'exploitation liés à la Délégation de Service Publique Très Haut Débit.

Intervenants	€ HT
CTM (autofinancement)	23 301 829,00
UE/FEDER-FSE 2014-2020 (cofinancement)	34 500 000,00
Etat – FSN (cofinancement)	50 550 000,00
Coût total prévisionnel	**108 351 829,00**

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-509-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-509-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS CADRES

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 29 septembre 2018 au 09 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-510-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-510-1

PORTANT LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU SCHÉMA TERRITORIAL DE LA MOBILITÉ ET DES TRANSPORTS

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code des transports ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transport le 26 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma Territorial de la Mobilité et des Transports par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions necessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision, notamment signer tout acte et tout document inhérent à cette affaire.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-511-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2019
Date de réception préfecture : 03/01/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 3 JAN. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-511-1

PORTANT PARTICIPATION À LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE PRÉALABLE À LA RESTAURATION ET À LA VALORISATION DU FORT DE L'ILET À RAMIERS PAR LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 19 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 23 novembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Conservatoire du Littoral, une subvention d'un montant de vingt et un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros soixante-cinq centimes (21 797,65€), soit 35% du budget prévisionnel, de l'étude préalable à la restauration et à la valorisation du fort de l'ilet à Ramiers.

ARTICLE 2 : La dépense mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée en une seule fois, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-512-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2018
Date de réception préfecture : 11/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-512-1

PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION DE SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE LA YOLE DE MARTINIQUE AU PATRIMOINE CULTUREL ET IMMATÉRIEL DE L'UNESCO

L'An deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Justin PAMPHILE), Kora BERNABE (procuration à Lucie LEBRAVE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Michelle MONROSE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Raphaël MARTINE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

Nous, élus de l'Assemblée de Martinique réunis en plénière ce jeudi 29 novembre 2018, affirmons notre soutien total et entier à la candidature de la yole de Martinique à l'inscription au patrimoine culturel et immatériel de l'UNESCO.

La pratique de la yole met en exergue de manière éminente les valeurs humaines d'entraide, de solidarité, de cohésion, de transmission intergénérationnelle, de savoir-faire et savoir-être, de fraternité et d'effort collectif, valeurs magnifiées par l'UNESCO.

La yole fédère les couches de la société et constitue un élément fondamental de la culture populaire martiniquaise tout en revêtant une très forte valeur ajoutée patrimoniale culturelle, éducationnelle et économique.

Pour toutes ces raisons, nous

- **Affirmons à l'unanimité notre appui fort au comité de pilotage qui s'est constitué pour porter cette candidature de la yole,**

- **Demandons instamment, à Monsieur le Ministre de la Culture et à Madame la Ministre des Outremer, la prise en compte et le soutien de ce dossier auquel nous accordons une très haute importance.**

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-513-1-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-513-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-63-3 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CAMPUS PERFORMANCE MARTINIQUE DEVENU L'INSTITUT MARTINIQUAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (IMFPA)

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-63-3 du 29 mars 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Campus Performance Martinique;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-236-1 du 4 octobre 2016 portant sur le contrat de service public entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA);
Vu les statuts de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA);
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-63-3 du 29 mars 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle des Adultes (IMFPA), les conseillers suivants :

Madame Josiane PINVILLE
Madame Christiane BAURAS
Madame Aurélie NELLA
Madame Francine CARIUS
Madame Marie-France TOUL
Monsieur Daniel ROBIN
Madame Lucie LEBRAVE
Madame Sandra VALENTIN. »

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-513-2-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-513-2

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-8 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIÈRE ET RHUMIÈRE DE LA MARTINIQUE (SAEM PSRM) LE GALION

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-8 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Société Anonyme d'Economie Mixte de Production Sucrière et Rhumière de la Martinique (SAEM PSRM) le Galion ;
Vu les statuts de la société anonyme d'économie mixte de production sucrière et rhumière de la Martinique (SAEM PSRM) LE GALION, notamment son article 27 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-8 du 19 janvier 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Société anonyme d'économie mixte de production sucrière et rhumière de la Martinique (SAEM PSRM) LE GALION, les conseillers territoriaux suivants :

Monsieur Richard BARTHELERY
Madame Nadine RENARD
Monsieur Gilbert COUTURIER
Monsieur Lucien ADENET
Monsieur Belfort BIROTA
Madame Patricia TELLE
Madame Catherine CONCONNE. »

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-513-3-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-513-3

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-7 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE LA MARTINIQUE (SEMAM)

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-7 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Société d'Economie Mixte des Abattoirs de la Martinique (SEMAM) ;
Vu les statuts de la Société d'économie mixte des abattoirs de la Martinique (SEMAM), notamment son article 14 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-7 du 19 janvier 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Société d'économie mixte des abattoirs de la Martinique (SEMAM), les conseillers territoriaux suivants :

Madame Nadine RENARD
Monsieur Lucien ADENET
Madame Marie-France TOUL
Madame Christiane BAURAS
Monsieur Lucien RANGON
Madame Kora BERNABE
Madame Catherine CONCONNE. »

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Collectivité Territoriale Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181129-18-513-4-DE
Date de télétransmission : 17/12/2018
Date de réception préfecture : 17/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-513-4

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-11-17 PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE L'INSTITUT MARTINIQUAIS DU SPORT (IMS)

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du Conseil régional n°13-1783-2 du 26 septembre 2013 portant composition du conseil d'administration de l'Institut Martiniquais du Sport (IMS) ;
Vu la délibération du Conseil régional n° 13-1783-4 du 26 septembre 2013 portant création de la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière en vue de la gestion de l'Institut martiniquais du sport (IMS) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-17 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de l'institut martiniquais du sport (IMS) ;
Vu les statuts de l'Institut Martiniquais du Sport (IMS), notamment son article 3 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-17 du 19 janvier 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de l'Institut Martiniquais du Sport (IMS), les conseillers territoriaux suivants :

Madame Marie-Line LESDEMA
Madame Diane MONTROSE
Monsieur Raphaël MARTINE
Monsieur Marius NARCISSOT
Monsieur Lucien RANGON
Monsieur Jean-Philippe NILOR
Madame Marie-Frantz TINOT
Madame Lucie LEBRAVE
Monsieur Claude BELLUNE. »

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181128-18-514-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2018
Date de réception préfecture : 14/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-514-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 3 ET 4 AVRIL 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt-huit novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE (procuration à Kora BERNABE), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Joachim BOUQUETY (procuration à Georges CLEON), Francine CARIUS (procuration à Marius NARCISSOT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Marie-Line LESDEMA (procuration à Louise TELLE), Nadia LIMIER (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 3 et 4 avril 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 28 et 29 novembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 NOV. 2018

République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181113-2018-PAM-11-AR
Date de télétransmission : 13/11/2018
Date de réception préfecture : 13/11/2018

ARRETE N°2018 PAM – 11 du 13 NOV. 2018

Portant désignation de représentants suppléants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein au Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 371-3 et R. 371-5 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-24-76 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016-PAM-48 du 5 juillet 2016 Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH) ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant les dispositions règlementaires qui régissent la présidence et la composition du Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH) institué dans les départements d'outre-mer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés en qualité de membres suppléants, pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH), et en complément des conseillers déjà désignés par l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n° 2016-PAM-48 du 5 juillet 2016, les conseillers territoriaux suivants :

- Monsieur Belfort BIROTA
- Monsieur Charles JOSEPH-ANGELIQUE
- Madame Maryse PLANTIN
- Madame Michelle BONNAIRE
- Madame Diane MONTROSE
- Monsieur Jean-Claude DUVERGER.

Article 2 : Les représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH), sont donc les suivants :

En qualité de titulaires :

- Monsieur Claude LISE
- Madame Christiane BAURAS
- Madame Stéphanie NORCA
- Monsieur Raphaël MARTINE
- Madame Nadine RENARD
- Madame Jenny DULYS-PETIT

En qualité de suppléants :

- Monsieur Belfort BIROTA
- Monsieur Charles JOSEPH-ANGELIQUE
- Madame Maryse PLANTIN
- Madame Michelle BONNAIRE
- Madame Diane MONTROSE
- Monsieur Jean-Claude DUVERGER.

Article 3 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Collectivité Territoriale Martinique

AUTRES

CENTRE de PLANIFICATION, d'INFORMATION et d'ORIENTATION FAMILIALES De MARTINIQUE (CPIOF)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

ARRETE N° 01 DU 14 NOV. 2018
PORTANT NOMINATION DE MADAME EN QUALITE DE DIRECTRICE de la régie autonome et financière dénommée CENTRE DE PLANIFICATION D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment aux articles L.1412-1, L.2221-1 à L.2221-10, R.2221-1 à R.2221-52 ;

Vu le code de la santé publique notamment ses articles L. 2112-2, L. 2112-4, L. 2311-2, L. 2112-14) et suivants ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CG/03-15 du 05 février 2015 portant planification familiale et d'éducation familiale dans le cadre d'une régie personnalisée - création de la structure et approbation des statuts ;

Vu la délibération n° 18 - 438 - 1 du 31 Octobre 2018 portant acceptation de la désignation de Madame , directrice territoriale, en qualité de directrice de la régie autonome et financière dénommée centre de planification, d'information et d'orientation familiale (CPIOF) ;

ARRETE:

Article 1 – Madame est nommée directrice de la régie autonome et financière dénommée Centre de Planification d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF) de la Collectivité Territoriale de Martinique à compter du 15 Novembre 2018.

Article 2 – Le Président du Conseil d'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181114-ARRETE_1-AR
Date de télétransmission : 14/11/2018
Date de réception préfecture : 14/11/2018

Le Président du Conseil d'Administration

CPIOF 972
FORT DE FRANCE

Francis CAROLE